

Par e-mail

Département fédéral des finances DFF
Secrétariat général
M. Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Berne
rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Autorité fédérale de surveillance
des marchés financiers FINMA
Mme Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Berne
petra.schoeb@finma.ch

Genève, le 13 janvier 2012

**Révision de l'ordonnance sur les fonds propres (OFR) et du Projet de circulaire 13/x
"Fonds propres pris en compte – banques" de la FINMA**

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions d'avoir invité l'Association des Banquiers Privés Suisses (ABPS) à participer à l'audition relative à la révision de l'Ordonnance du 29 septembre 2006 sur les fonds propres (OFR) et au Projet de circulaire 13/x "Fonds propres pris en compte – banques".

Nos commentaires peuvent se résumer ainsi :

Nous sommes préoccupés par le fait que le caractère spécifique de la forme juridique des sociétés de personnes, dont il est patent qu'il incite leurs dirigeants à éviter les opérations risquées, ne soit pas suffisamment pris en compte dans le projet de réglementation. Nous ne pouvons que réitérer nos demandes pour que cela soit le cas.

A cet égard, il est juste que les comptes de capital et les commandites soient inclus dans le CET1 mais nous n'approuvons pas la condition imposée par la réglementation (clause dite « *pari passu* »). Pour le surplus, nous estimons que les avoirs postposés des associés indéfiniment responsables devraient figurer dans le CET1.

Nous sommes en principe favorables au passage à l'approche internationale (SA-BIZ) mais estimons qu'un délai de transition jusqu'à 2015 permettrait aux établissements qui utilisent l'approche standard (AS-CH) de mieux répartir la charge de travail liée à la mise en œuvre de cette réforme.

Les limitations applicables aux gros risques envers les banques et négociants en valeurs mobilières vont obliger les banques de petite et moyenne tailles à déposer une partie de leurs avoirs dans des établissements a priori moins sûrs que les grandes banques suisses, ce qui nous semble être contradictoire avec le but poursuivi par la réglementation.

La mise en place d'un volant anticyclique nous semble adéquate pour les opérations de crédits commerciaux ou hypothécaires, domaines dans lesquels la conjoncture joue un rôle important, mais beaucoup moins appropriée au secteur de la gestion de fortune (p.e. crédits lombards). Ces deux types d'activités devraient être mieux différenciés.

1. Considérations générales

En préambule, nous souhaitons vous faire part de la grave préoccupation de nos Membres quant à la compréhension du fonctionnement et de la singularité juridique des sociétés de personnes que sont les Banquiers privés. Si nous saluons le fait qu'un de nos représentants ait été impliqué dans le Groupe de travail national mixte qui a rédigé les projets des modifications réglementaires liées à Bâle III, il apparaît que certaines requêtes exposées par notre association n'ont pas été comprises. Nous espérons que, par le biais de cette consultation, le DFF et la FINMA percevront mieux les caractéristiques propres des sociétés de personnes et qu'elles en tiendront compte dans la réglementation. Nous prenons la liberté de rappeler que les banquiers privés suisses ne sont pas à l'origine de la crise financière et qu'ils n'y ont en aucune manière contribué. Au contraire, leur forme juridique constitue pour eux une forte incitation à éviter les opérations risquées.

2. Inclusion des comptes de capital, des commandites et des avoirs postposés dans le CET1

Sur ce point fondamental, les demandes des banquiers privés n'ont été que partiellement suivies dans les projets mis en consultation : à la suite des explications prodiguées aux experts de la FINMA, les comptes de capital et les commandites ont été maintenus dans le CET1, mais à certaines conditions seulement (clause dite « *pari passu* »). Nous sommes d'avis que cette clause n'a pas lieu d'être car elle n'améliore en rien la protection des tiers.

Cette exigence est inadéquate dans le cadre d'une société de personne car l'ordre de priorité entre associés concernant l'absorption de pertes éventuelles relève de rapports internes entre ces derniers. La clé de répartition n'affecte pas la substance à disposition des créanciers et n'a par conséquent pas à préoccuper le régulateur. On peut établir un parallèle avec les sociétés de capitaux, où la perte peut être absorbée soit par les réserves légales ou ouvertes, soit par le PP reporté, soit par une réduction de capital, voire même par un apport de certains actionnaires.

Nous contestons que les avoirs postposés des associés indéfiniment responsables ne soient en revanche pas admis comme « fonds propres de base durs » (art. 23 OFR). Tout comme les commandites, les avoirs postposés des associés indéfiniment responsables sont bloqués dans la société et pleinement disponibles pour éponger les pertes, conformément à l'esprit de Bâle III.

Nous avouons ne pas comprendre le formalisme du projet de réglementation à l'égard de structures de fonds propres des Banquiers privés, qui existent à satisfaction de tous depuis plusieurs siècles. La crise financière qui a rendu nécessaire l'adaptation des normes du Comité de Bâle trouve d'ailleurs sa source dans des activités qui ne concernent en aucune manière cette catégorie de banques.

3. Maintien de l'approche standard (AS-CH)

Nous acceptons dans son principe le passage à l'approche internationale (SA-BIZ) mais relevons cependant que pour les établissements de tailles petite et moyenne, les coûts liés au passage à la méthode internationale ne sont pas en relation avec les bénéfices à attendre d'une telle réforme. Pour cela, nous demandons qu'un délai d'adaptation allant jusqu'au 1^{er} janvier 2015 soit accordé aux banques qui appliquent actuellement la méthode issue du standard Bâle II, y compris ses suppléments, abattements et autres règles spéciales « *Swiss finish* » (AS-CH). Dans certains cas, vu les changements en cours dans d'autres domaines, l'adaptation nécessaire pour changer de méthode sera difficile à réaliser pour le 1^{er} janvier 2013.

Cette prolongation du délai ne remet pas en cause le changement voulu par les autorités mais permettra aux établissements concernés de mieux répartir la charge de travail liée à leur mise en œuvre.

4. Non différenciation entre banques « normales » et « TBTF » dans le cadre des gros risques (art. 115a, OFR)

Nous constatons que la réglementation proposée à l'art. 115a OFR ne tient pas compte des exigences particulières imposées, tout particulièrement en Suisse, aux banques « *too big to fail* ». De deux choses l'une : soit le régulateur croit à l'efficacité des mesures très lourdes adoptées par le législateur pour renforcer ces établissements systémiques, auquel cas ces derniers n'ont pas à être traités différemment des autres ; soit il n'y croit pas et des précautions supplémentaires, telles que proposées à l'article susmentionné pourraient éventuellement se défendre. Mais dans ce cas, il est permis de s'interroger sur le bien-fondé de cette réforme. En l'état, les membres de notre association ne sont pas rassurés par la perspective de devoir à l'avenir réduire leur exposition vis-à-vis des deux grandes banques suisses au profit de banques « normales », suisses ou étrangères dont ils estiment qu'elles n'offrent pas le même degré de sécurité.

5. Prise en compte des sécurités selon l'approche globale (art. 118 al 5, OFR)

Pour notre association, les exigences en matière de tests de résistance, visant à limiter les risques de concentration sur les sûretés reçues (art. 118, al. 5, OFR), ne devraient pas être appliquées si l'on se trouve dans le cadre d'accords tri-parties dont l'une des parties est une chambre de compensation reconnue (p. ex. dans le cadre des opérations reverse repo faites sur la plateforme Eurex-Repo). Si l'on peut comprendre que ces tests soient rigoureusement appliqués aux positions de crédit, leur extension à toutes les positions gagées dans le cadre de crédits lombards serait une cause de coût considérable pour les banques spécialisées dans la gestion de fortune. Les généreux « *haircuts* » appliqués par nos membres prennent déjà ces risques en compte de façon adéquate et bien moins coûteuse.

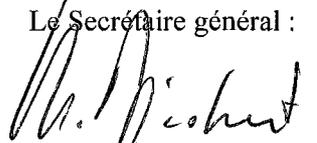
6. Inclusion du volant anticyclique dans le volant de sécurité (consultation séparée)

S'agissant de la consultation relative à la mise en œuvre d'un volant anticyclique en Suisse, nous sommes d'avis que la définition de l'application de ce volant devrait être limitée à des volants sectoriels (p. ex. crédits hypothécaires ou crédits commerciaux). En conséquence, une application générale (« *across the board* ») serait à notre avis non conforme à la philosophie de Bâle III et doit dès lors être exclue. Par ailleurs, la notion de « positions pondérées en

Suisse » n'est pas claire et devrait être précisée de façon à exclure les activités liées à la gestion de fortune.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces remarques et vous adressons, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

ASSOCIATION DES BANQUIERS
PRIVES SUISSES
Le Secrétaire général :



Michel Y. Dérobert

CREDIT SUISSE AG

Paradeplatz 8
Postfach
CH-8070 Zurich

Telefon 044 333 1111
Telefax 044 334 8600
www.credit-suisse.com

Lettre Signature

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

volker.baetz@credit-suisse.com
Zürich, 12. Januar 2012

Revision der Eigenmittelverordnung (Basel III): Anhörung

Sehr geehrte Damen und Herren,

gerne nehmen wir Ihre Einladung mit Schreiben 21. Oktober 2011 zur Kommentierung der Umsetzung von Basel III in die Schweizer Eigenmittelverordnung ("ERV"; SR 952.03) an. Eine detaillierte Kommentierung der einzelnen Artikel haben wir diesem Schreiben beigelegt.

Vorgängig stellen wir fest, dass Art. 33b E-ERV einen Platzhalter für einen antizyklischen Puffer vorsieht, der in einer separaten Anhörung kommentiert wird. Unsere Kommentare zum 5. Titel ERV stellen wir Ihnen auch separat zu.

Unsere Hauptpunkte fassen wir wie folgt zusammen:

1. Im Mittelpunkt unserer Kommentierung steht die Fortführung der zentralen Konzernfinanzierung (Central Treasury) und die Anwendung der ERV auf das Einzelinstitut, was bestimmte Sonderregelungen voraussetzt. Hierzu müssen die Artikel bezüglich Beteiligungsabzüge (Art. 7, 9, 28 ff E-ERV), Klumpenrisiken (Art. 89 E-ERV) entsprechend offen formuliert sein. Ausnahmen sind durchaus gängig. So verzichtet die EU zum Beispiel ganz auf Beteiligungsabzüge auf Stufe Einzelinstitut. Konkrete Vorschläge sind im Anhang zu den jeweiligen Artikeln enthalten.
2. EFD und FINMA führen in ihren Anhörungsberichten aus, dass die Schweizer Umsetzung aus den internationalen Mindeststandards inklusive Puffer („Basel pure“) sowie darauf basierend schweizerische Zuschläge besteht. Dabei werden auch die Vorschläge der EU Kommission herbeigezogen, dies vor allem dort wo der Basler Ausschuss keine (z.B. Klumpenrisiken) oder ungenügende oder

- unpräzise Regeln vorsieht (z.B. freiwillige Abzüge vom harten Kernkapital. Leider ist diese Vorgabe nicht immer konsequent umgesetzt worden. In verschiedenen Bereichen sind die schweizerischen Basisanforderungen und Übergangsbestimmungen weiterhin strenger. Beispiele dafür sind Rückstellungen für Dividendenausschüttungen, das Phasing-out der Behandlung von Verpflichtungen gegenüber Pensionskassen sowie die Behandlung von nicht gegenparteibezogenen Risiken. Diese Bereiche sollten konsistent mit den internationalen Anforderungen geregelt werden.
3. Die Offenlegung der anrechenbaren Eigenmittel nach Art. 18 E-ERV sollte nur in den Grundzügen erfolgen, d.h. in geeigneter Weise sollte die Berechnung beschrieben werden.
 4. Die Kapitaldefinitionen müssen sich eng an diejenigen des Baseler Ausschusses anlehnen. An einigen Stellen ist das nicht der Fall und wir haben entsprechende Vorschläge im Anhang eingebaut. Besonders hervorheben, da dies auch potentiell die Ausgestaltung der CoCos beeinflussen könnte, möchten wir Art. 26 Abs 2 E-ERV. Die Definition des Point of Non-Viability "PONV" im Art. 26 E-ERV gibt der FINMA auch einen zu grossen Entscheidungsspielraum. Aus unserer Erfahrung mit der Emission von CoCos sind die Anleger sehr darauf bedacht, den PONV möglichst genau definiert zu haben. Dies ist für die Beurteilung des Risikos, dass die CoCos aufgrund der PONV wandeln, und damit auch für die Preisfindung notwendig. Daher sollte der Entscheidungsspielraum des Regulators durch eine genaue Definition des PONV möglichst eingeschränkt sein.
 5. Der freiwillige Abzug vom harten Kernkapital an Stelle einer Risikogewichtung (Art. 32d E-ERV) ist aus unserer Sicht sehr wünschenswert, da bei einigen Positionen sonst eine Kapitalunterlegung von mehr als dem Gegenwert des jeweiligen Aktiva erfolgen würde. Dies sollte entsprechend nicht wie im Erläuterungsbericht vorgeschlagen als Platzhalter betrachtet sondern konsistent mit der CRV IV der Europäischen Kommission eingeführt werden.
 6. Der Artikel 34 E-ERV ist zu offen formuliert und gibt keine inhaltliche Beschränkung für zusätzliche Eigenmittel vor. Wir schlagen vor, dass die ursprüngliche Beschränkung " ... um den von den Mindestanforderungen nicht erfassten Risiken Rechnung zu tragen und die Einhaltung der Mindestanforderungen auch unter ungünstigen Verhältnissen sicherzustellen" beibehalten wird. Bei der Anforderung von zusätzlichen Eigenmitteln müssen auch bereits bestehende Kapitalpuffer berücksichtigt werden.
 7. Ein weiteres Kernelement unserer Kommentierung ist die Behandlung von Pensionskassen. Die FINMA schlägt vor, dass Verbindlichkeiten gegenüber schweizerischen Pensionskassen nach FER 26 im regulatorischen Kapital abzubilden sind. Dieser Vorschlag ist sachgerecht, weil einerseits eine allfällig zu beseitigende Unterdeckung eines Fonds nach eben diesen Standards bemessen würde und andererseits weil FER 26 der schweizerischen Mindestverzinsung von Pensionskassen berücksichtigt. Die anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards können in dieser Hinsicht signifikant von FER 26 abweichen und somit im Ergebnis die Berechnung des CET1 Kapitals verzerren.

Die Abstützung auf FER 26 bedingt gemäss FINMA Vorschlag jedoch auch, dass die Pensionskasse nach diesem Standard eine Überdeckung aufweist. Mit anderen Worten sollte bei einer noch so geringen oder gar temporären Unterdeckung nicht mehr auf FER 26 abgestützt werden, sondern muss wieder auf die anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards umgestellt werden. Diesem Schritt können wir nicht folgen, denn wenn FER 26 eine zuverlässige Grundlage für die Ermittlung einer Überdeckung eines schweizerischen Fonds ist, und somit eine Abweichung von den anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards erlaubt, so sollte dies auch möglich sein im Falle einer Unterdeckung. Andernfalls kann ein allenfalls signifikanter "Kliffeffekt" entstehen, indem bei einer geringen Unterdeckung plötzlich nicht mehr auf FER 26 abgestellt würde.

Wir schlagen deshalb vor, dass die nach anerkanntem Standard errechneten Pensionsverpflichtungen, deren Altersrentenleistungen auf der Summe der effektiv geleisteten Beiträge (und Verzinsung) beruhen, durchwegs nach den Prinzipien von FER 26 ermittelt werden

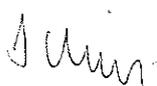
8. Die Übergangsbestimmungen würden wir gerne anregen, dass auch die Pensionsverpflichtungen, für die heute eine Sonderregelung gilt, phasenweise nach Art. 125e Abs 2 E-ERV vom Kernkapital abgezogen werden. Ein vorgesehener 100% Abzug von Pensionsverpflichtungen für Pläne nach dem Leistungsprimat würde im heutigen Zins- und Marktumfeld eine grosse Herausforderung darstellen.

Für weitergehende Erläuterungen und für Rückfragen stehen wir ihnen jederzeit gerne zur Verfügung.

Credit Suisse AG



Volker Bätz



Christian Schmid

cc: FINMA, Petra Schöb
KPMG, Philipp Rickert

Entwurf Verordnung über die Eigenmittel und Risikoverteilung für Banken und Effekthändler (Entwurf-Eigenmittelverordnung, E-ERV)

Allgemeine Kommentare:

- Wir stellen fest, dass die FINMA und das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) am 24. Oktober 2011 **zwei inhaltlich identische Berichte** zur Revision der Eigenmittelverordnung und den FINMA-Rundschreiben publiziert haben (wobei der Bericht der FINMA vom 21. Oktober 2011 datiert). Die Kommentierung wird erschwert, wenn zwei inhaltlich identische Berichte von zwei verschiedenen Amtsstellen publiziert werden, ohne dass diese gebührend in Bezug zueinander gesetzt worden sind.
- Betreffend **Partizipation der Anleger in Eigenmittelinstrumente mit Forderungsverzicht** bei Erholung der Bank erwähnen die Erläuterungsberichte (siehe 5.2.8.6 "Teilnahmepotential bei Erholung der Bank") die Möglichkeit einer Teilnahme der Anleger am "upside". Auch das FINMA RS 2013/x Anrechenbare Eigenmittel Banken sieht die Beteiligung der Anleger an einer Besserung der finanziellen Situation der Bank nach erfolgtem Forderungsverzicht als Möglichkeit vor (siehe Rz 6.27 – 6.28). Demgegenüber bleibt diese wichtige Präzisierung im Entwurf-Eigenmittelverordnung unerwähnt. Entsprechend sollte die Möglichkeit einer Beteiligung der Anleger an einer Besserung der finanziellen Situation der Bank bereits explizit in Art. 24 und Art. 26 E-ERV vorgesehen werden.
- Artikel 33b E-ERV sieht einen Platzhalter für einen **antizyklischen Puffer** vor, der in separater Anhörung publiziert werden soll. An dieser Stelle sei bereits vorab auf die höchst fragliche Verfassungsmässigkeit eines solchen Puffers hingewiesen.
- Schliesslich stellen wir fest, dass eine Revisionsvorlage betreffend die Einführung einer (ungewichteten) **Leverage Ratio** erst nächstes Jahr erfolgen soll. Ebenso fehlen im Entwurf-Eigenmittelverordnung noch die **Bestimmungen für systemrelevante Banken** (5. Titel E-ERV). Kommentare zu diesen Bestimmungen bleiben demnach vorbehalten.

<i>Artikel</i>	<i>Verordnungstext</i>	<i>Kommentar</i>
Art. 2 Gegenstand	<p>1 Die Verordnung regelt:</p> <p>a. die anrechenbaren Eigenmittel;</p> <p>b. die mit Eigenmitteln zu unterlegenden Risiken und die Höhe der Unterlegung;</p> <p>c. die Risikoverteilung, namentlich die Grenzen für Klumpenrisiken und die Behandlung von gruppeninternen Positionen;.</p> <p><u>d. die besonderen Anforderungen an systemrelevante Banken.</u></p> <p>2 <u>Die FINMA kann technische Ausführungsvorschriften erlassen.</u></p>	<p>Zu Abs 2:</p> <p>Eine entsprechende Ermächtigung der FINMA zum Erlass von technischen Ausführungsvorschriften ist nicht notwendig, zumal Art. 7 Abs. 1 Lit. b FINMAG bereits eine entsprechende Regelung enthält.</p>
Art. 4 Begriffe	<p>c. <u>reguliertes Unternehmen: ein im Finanzbereich tätiges Unternehmen, das insbesondere den Geschäftsrisiken adäquate</u></p>	<p>In Art 4 sollte auch die Definition einer systemrelevanten Bank aufgenommen werden, für die der 5. Titel: "Bestimmungen für systemrelevante Banken"</p>

	<p><u>Eigenmittelvorschriften einzuhalten hat und das nach international anerkannten Massstäben reguliert und von einer Bank-, Effekten- oder Versicherungsaufsichtsbehörde beaufsichtigt wird;</u> Immobiliengesellschaft: eine Gesellschaft, deren hauptsächlich Zweck im Erwerb und im Halten von Grundstücken oder Liegenschaften auf eigene Rechnung besteht;</p>	<p>Anwendung findet.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sprachlicher Anpassungsvorschlag: "(...) das adäquate Eigenmittelvorschriften insbesondere in Bezug auf Geschäftsrisiken einzuhalten hat (...)" - Definition von "systemrelevante Bank" durch Bezugnahme auf Art. 8 Abs. 3 nBankG ergänzen.
<p>Art. 5a <u>Anerkennung von Ratingagenturen</u></p>	<p>1 Die FINMA anerkennt <u>kann</u> eine Ratingagentur <u>anerkennen</u>, wenn:</p> <ol style="list-style-type: none"> ihre <u>deren</u> Ratingmethode und ihre Ratings objektiv sind; sie <u>diese</u> und ihr Ratingverfahren unabhängig sind; diese <u>sie</u> ihre Ratings <u>und die zugrundeliegenden Informationen</u> zugänglich macht; diese <u>sie</u> ihre Ratingmethode, <u>ihren Verhaltenskodex, die Vergütungsgrundlagen</u> und die wesentlichen Eigenschaften ihrer Ratings offen legt; diese <u>sie</u> über ausreichende Ressourcen verfügt; und sie und ihre Ratings glaubwürdig sind. <p>2 Sie veröffentlicht eine Liste der anerkannten Ratingagenturen. 3 Stellt sie fest, dass eine anerkannte Ratingagentur die Anerkennungsvoraussetzungen nicht mehr erfüllt, so kann <u>entzieht</u> sie dieser die Anerkennung <u>entziehen</u>.</p>	<p>Neu Abs 1 g. "sie periodisch ihre Modelle entlang der für IRB-Banken Vorgaben validieren und diese Validierung der FINMA zugänglich machen."</p>
<p>Art. 7 Vollkonsolidierung, Quotenkonsolidierung und Abzüge</p>	<p>3 Die Bank kann für Minderheitsbeteiligungen nach Absatz 2 <u>an regulierten Unternehmen</u> auch den Abzug vom <u>harten Kernkapital und vom ergänzenden Kapital</u> (Art. 29-31 Abs. 1 Bst. b) wählen. <u>Mit Zustimmung der FINMA kann ein Abzug vom harten Kernkapital auch für andere Minderheitsbeteiligungen gewählt werden. Minderheitsbeteiligungen, für die ein In diesem Fall Abzug vom harten Kernkapital gewählt wurde,</u> sind sie nicht in die konsolidierte Risikoverteilung einzubeziehen.</p> <p>4 Beteiligungen, die zu je 50 Prozent der Stimmen mit einem zweiten Aktionär oder Gesellschafter gehalten werden (Joint Ventures), können wahlweise vollkonsolidiert, oder <u>quotenkonsolidiert erfasst, oder, im Falle von regulierten Unternehmen, nach Absatz 3</u> erfasst werden.</p>	<p>Zu Abs 3: Der Abzug für Beteiligungen ist im Art. 28 ff geregelt. Anstelle den Abzug vom harten Kernkapital explizit zu nennen, schlagen wir eine Referenz zu Art. 28 ff vor.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sprachlicher Anpassungsvorschlag: "(...) auch den Abzug nach Art 28 ff wählen. (...)"
<p>Art. 9 Besondere</p>	<p>2 In begründeten Fällen kann die FINMA Folgendes verlangen:</p>	<p>Zu Abs 2:</p>

Vorschriften	<p>a. für Minderheitsbeteiligungen nach Artikel 7 Absatz 2 <u>oder</u> <u>3</u> die Quotenkonsolidierung;</p> <p>b. für Joint Ventures (Art. 7 Abs. 4) und Mehrheitsbeteiligungen nach Artikel 8 Absatz 2 die Vollkonsolidierung <u>oder den Abzug vom harten Kernkapital</u>.</p>	<p>Der Abzug für Beteiligungen ist im Art. 28 ff geregelt. Anstelle den Abzug vom harten Kernkapital explizit zu nennen, schlagen wir eine Referenz zu Art. 28 ff vor.</p> <p>Sprachlicher Anpassungsvorschlag: "(...) die Vollkonsolidierung oder den Abzug nach Art 28 ff."</p>
<p>2. Titel: Anrechenbare Eigenmittel 1. Kapitel: Allgemeines Grundlagen</p>		
<p>Art. 16 Bestandteile und Verlusttragung</p>	<p><u>1 Die anrechenbaren Eigenmittel setzen sich zusammen aus:</u></p> <p><u>a. Kernkapital («Tier 1»), verlusttragend bei Fortführung des Geschäftsbetriebes («going concern capital») und zusammengesetzt aus:</u></p> <p><u>1. hartem Kernkapital («Common Equity Tier 1; CET1»);</u></p> <p><u>2. zusätzlichem Kernkapital («Additional Tier 1; AT1»)</u></p> <p><u>b. Ergänzungskapital («Tier 2; T2»), verlusttragend bei Einstellung des Geschäftsbetriebes («gone concern capital»).</u></p> <p><u>2 Hartes Kernkapital kann anstelle von zusätzlichem Kernkapital oder Ergänzungskapital angerechnet werden. Zusätzliches Kernkapital kann anstelle von Ergänzungskapital angerechnet werden.</u></p> <p><u>3 Hartes Kernkapital trägt Verluste vor dem zusätzlichen Kernkapital, letzteres trägt Verluste vor dem Ergänzungskapital. Sollen einzelne Bestandteile derselben Eigenmittel-Kategorie Verluste unterschiedlich tragen, ist dies bei ihrer Ausgabe festzulegen.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p><u>1 Die anrechenbaren Eigenmittel setzen sich zusammen aus:</u></p> <p><u>a. Kernkapital («Tier 1 Capital; T1»), verlusttragend bei Fortführung des Geschäftsbetriebes («going concern capital») und zusammengesetzt aus:</u></p> <p><u>1. hartem Kernkapital («Common Equity Tier 1; CET1»);</u></p> <p><u>2. zusätzlichem Kernkapital («Additional Tier 1; AT1»)</u></p> <p><u>b. Ergänzungskapital («Tier 2 Capital; T2»), verlusttragend bei Einstellung des Geschäftsbetriebes («gone concern capital»).</u></p> <p><u>2 Hartes Kernkapital kann anstelle Anstelle von zusätzlichem Kernkapital oder Ergänzungskapital kann hartes Kernkapital angerechnet werden. Zusätzliches Kernkapital kann anstelle Anstelle von Ergänzungskapital kann zusätzliches Kernkapital angerechnet werden.</u></p>
<p>Art. 17 Gemeinsame Anforderungen an Eigenmittel</p>	<p><u>1 Eigenmittel müssen vollständig einbezahlt oder betriebsintern generiert sein.</u></p> <p><u>2 Sie dürfen bei Ausgabe weder durch Kreditgewährung der Bank direkt oder indirekt finanziert noch mit Forderungen der Bank verrechnet oder aus Vermögenswerten der Bank sichergestellt werden.</u></p> <p><u>3 Bei Kapitalinstrumenten mit dem Element der Wandlung oder des Forderungsverzichts bestimmt sich die Eigenmittel-Kategorie aufgrund des Kapitalcharakters vor der Wandlung oder dem Forderungsverzicht. Vorbehalten bleibt die Anrechnung als <u>Zusätzliche Eigenmittel</u> gemäss Artikel 34.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p><u>1 Eigenmittel müssen vollständig und mindestens zum Nennwert einbezahlt oder betriebsintern generiert sein.</u></p> <p><u>2 Sie dürfen bei Ausgabe weder [aus Mitteln der Bank noch] durch Kreditgewährung der Bank an Dritte direkt oder indirekt finanziert noch mit Forderungen der Bank verrechnet oder aus Vermögenswerten der Bank sichergestellt werden.</u></p> <p><u>3 Eigenmittel sind den nichtnachrangigen Forderungen aller übrigen Gläubiger im Falle der Liquidation, des Konkurses oder eines Sanierungsverfahrens im Rang nachgehend.</u></p> <p><u>34 Bei Kapitalinstrumenten, welche eine mit dem Element der Wandlung oder des einen Forderungsverzichts vorsehen, bestimmt sich die Eigenmittel-Kategorie aufgrund des Kapitalcharakters vor der Wandlung oder dem Forderungsverzicht</u></p>

		<p><u>der Forderungsreduktion</u>. Vorbehalten bleibt die Anrechnung als <u>Zzusätzliche Eigenmittel gemäss Artikel 34</u>.</p>
<p>Art. 18 <u>Offenlegung der anrechenbaren Eigenmittel</u></p>	<p><u>Weist eine Bank Informationen zu den anrechenbaren Eigenmitteln oder diesbezügliche Kennzahlen (Kapitalkennzahlen) öffentlich aus, hat sie deren Berechnung in geeigneter Weise offen zu legen und nachvollziehbar aus der Rechnungslegung herzuleiten.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p><u>Weist eine Bank Informationen zu den anrechenbaren Eigenmitteln oder diesbezügliche Kennzahlen (Kapitalkennzahlen) öffentlich aus, hat sie deren Berechnung in geeigneter Weise zu beschreiben offen zu legen und nachvollziehbar aus der Rechnungslegung herzuleiten.</u></p> <p>Kommentar: Die in Art. 18 vorgeschlagene Bestimmung ist sehr problematisch, weil die Offenlegung nur summarisch sein sollte.</p>
<p>2. Kapitel: Berechnung 1. Abschnitt: Hartes Kernkapital («CET1»)</p>		
<p>Art. 19 <u>Anrechenbare Elemente</u></p>	<p>1 <u>Als hartes Kernkapital können angerechnet werden:</u> <u>a. das einbezahlte Gesellschaftskapital nach Massgabe der nachfolgenden Bestimmungen;</u> <u>b. die offenen Reserven;</u> <u>c. die Reserven für allgemeine Bankrisiken;</u> <u>d. der Gewinnvortrag;</u> <u>e. der Gewinn des laufenden Geschäftsjahres nach Abzug des geschätzten Gewinnausschüttungsanteils, sofern eine den Anforderungen der FINMA genügende prüferische Durchsicht mit einer vollständigen Erfolgsrechnung nach Artikel 25a Absatz 1 BankV respektive nach anerkannten internationalen Rechnungslegungsstandards vorliegt.</u> 2 <u>Kapitalanteile von Minderheitsaktionären an voll konsolidierten regulierten Unternehmen sind soweit anrechenbar, als sie in jenen Unternehmen selbst anrechenbar und regulatorisch erforderlich sind.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>1 <u>Als hartes Kernkapital können angerechnet werden:</u> <u>a. das einbezahlte Gesellschaftskapital nach Massgabe der Art. 20 bis 23nachfolgenden Bestimmungen;</u></p> <p>Kommentar: Abzug des geschätzten Gewinnausschüttungsanteils (Dividenden) ist nicht konsistent mit Basel III und auch nicht konsistent mit den Vorschlägen der EU Kommission wonach lediglich voraussehbare Dividenden abgezogen werden. Die bewährte Praxis dabei ist das voraussehbar als von der Aktionärsversammlung genehmigt betrachtet wird.</p>
<p>Art. 20 <u>Anrechenbarkeit von Gesellschaftskapital</u></p>	<p>1 <u>Gesellschaftskapital ist anrechenbar, wenn:</u> <u>a. es die Anforderungen nach Artikel 17 erfüllt;</u> <u>b. es gemäss Beschluss oder Ermächtigung der Eigner direkt ausgegeben worden ist, keine Verbindlichkeit des Unternehmens darstellt und gemäss den massgebenden Rechnungslegungsvorschriften in der Bilanz eindeutig und</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>(...) <u>c. es unbefristet ist und keiner anders lautenden Istatutarischen Bestimmung oderI vertraglichen Pflicht der Bank unterliegt;</u> <u>e. in der Liquidation keine Vorrechte oder vorrangige Ansprüche an einem</u></p>

	<p><u>separat ausgewiesen wird;</u> <u>c. es unbefristet ist und keiner anders lautenden statutarischen Bestimmung oder vertraglichen Pflicht der Bank unterliegt;</u> <u>d. eine Entschädigung der Eigner ohne irgendwelche Verpflichtung oder Vorrechte aus dem Betriebsergebnis einschliesslich der Gewinnreserven vorgesehen ist; und</u> <u>e. in der Liquidation keine Vorrechte oder Ansprüche an einem Liquidationserlös vorgesehen sind.</u></p> <p>2 Bei der Beurteilung ob diese Voraussetzungen erfüllt sind, trägt die FINMA der Rechtsform der Bank und den Eigenheiten ihres Gesellschaftskapitals Rechnung.</p>	<p><u>Liquidationserlös vorgesehen sind.</u></p> <p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Hinweis in lit. c. auf anders lautende Bestimmungen in den Statuten ist unklar. Was ist damit gemeint? - Abs. 2 ist sehr schwammig formuliert.
<p>Art. 21 <u>Zusammensetzung des Gesellschaftskapitals</u></p>	<p>1 Das Gesellschaftskapital besteht entsprechend der Rechtsform der Bank aus Aktien-, Stamm-, Genossenschafts-, oder Dotationskapital oder, bei Banken in Form von Personengesellschaften (Privatbankiers), aus der Kommanditeinlage.</p> <p>2 Vorzugsaktien und Partizipationskapital sind als hartes Kernkapital anrechenbar, soweit sie die Voraussetzungen nach Artikel 20 erfüllen und im Verhältnis zum Gesellschaftskapital gemäss Absatz 1 insbesondere:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. gemeinsam mit diesem haften; und b. keine Vorrechte auf Entschädigungen geniessen. <p>3 Die FINMA kann technische Ausführungsbestimmungen über die regulatorische Anerkennung von Gesellschaftskapital von Banken erlassen, die nicht als Aktiengesellschaften organisiert sind.</p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>2 Vorzugsaktien und Partizipationskapital sind als hartes Kernkapital anrechenbar, soweit sie die Voraussetzungen nach Artikel 20 erfüllen und im Verhältnis zum Gesellschaftskapital gemäss Absatz 1 <u>insbesondere:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <u>gemeinsam mit diesem haften; und</u> b. <u>keine Vorrechte auf Entschädigungen geniessen.</u>
<p>Art. 22 <u>Dotationskapital bei Banken öffentlichen Rechts</u></p>	<p>1 Sehen kantonale Erlasse oder Statuten bei Banken öffentlichen Rechts die Fälligkeit von Dotationskapital vor, darf diese einzig dazu bestimmt sein, die Kapitalkonditionen neu festzulegen. Eine Rückzahlung von Dotationskapital einzig aus Gründen der Fälligkeit muss ausgeschlossen sein.</p> <p>2 Dotationskapital hat die Voraussetzungen von Artikel 20 Absatz 1 Buchstabe d zu erfüllen.</p>	<p>Falls Dotationskapital noch andere Voraussetzungen von Artikel 20 Abs. 1 erfüllen muss, sollte dies präzisiert werden.</p> <p>Die Formulierung dieses Artikels könnte sprachlich verbessert werden.</p>
<p>2. Abschnitt: Zusätzliches Kernkapital («Additional Tier 1, AT1»)</p>		
<p>Art. 24 <u>Anrechenbarkeit von zusätzlichem</u></p>	<p>1 Zusätzliches Kernkapital ist anrechenbar, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. es die Anforderungen nach Artikel 17 erfüllt; 	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen und Ergänzungen (in rot):</p>

<p><u>Kernkapital</u></p>	<p><u>b. es unbefristet ist und die Bank am Markt keine Erwartungen auf eine Rückzahlung oder auf die entsprechende Zustimmung der Aufsichtsbehörde entstehen lässt;</u></p> <p><u>c. die Bank mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer Rückzahlung befugt ist und im Zeitpunkt der Rückzahlung:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <u>1. ersatzweise mindestens gleichwertige Eigenmittel neu ausgibt; oder</u> <u>2. ohne Ersatz weiterhin über Eigenmittel verfügt, deren Betrag deutlich über den Mindestkapitalanforderungen liegt;</u> <p><u>d. es nur bedient werden darf, sofern ein entsprechender Gewinn oder gesetzliche Reserven für Ausschüttungszwecke zur Verfügung stehen, wobei der Bank auf jeden Fall freigestellt sein muss, ob sie dem Kapitalgeber eine Entschädigung ausrichtet;</u></p> <p><u>e. sich die Entschädigungen des Kapitalgebers während der Laufzeit weder erhöhen, noch Merkmale aufweisen darf, welche eine Kapitalerhöhung der Bank in irgendeiner Weise erschweren; und</u></p> <p><u>f. es, sofern es als eine Verpflichtung verbucht ist, einen Beitrag zur Verlusttragung leistet, indem nach Entscheid der FINMA in einem vorbestimmten auslösenden Fall («Trigger»), spätestens aber bei Unterschreiten einer Kapitalquote von 5,125% hartem Kernkapital:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <u>1. ein Forderungsverzicht bis maximal in Höhe der regulatorischen Anrechnung eintritt; oder</u> <u>2. das zusätzliche Kernkapital in hartes Kernkapital gewandelt wird.</u> <p><u>2 Vorzugsaktien und Partizipationskapital, welche die Voraussetzungen für hartes Kernkapital nicht erfüllen, müssen die Voraussetzungen nach Absatz 1 Buchstaben a bis e, nicht aber Buchstabe f, erfüllen, um als zusätzliches Kernkapital Anrechnung zu finden.</u></p>	<p><u>1 Zusätzliches Kernkapital ist anrechenbar, wenn:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <u>a. es die Anforderungen nach Artikel 17 und Artikel 26 erfüllt;</u> <u>b. es unbefristet ist und die Bank am Markt keine Erwartungen auf eine Rückzahlung oder auf die entsprechende Zustimmung der Aufsichtsbehörde weckt entstehen lässt;</u> <u>c. die Bank nur mit vorheriger Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer Rückzahlung befugt ist (...)</u> <u>e. sich die Entschädigungen des Kapitalgebers während der Laufzeit aufgrund des emittentenspezifischen Kreditrisikos weder erhöhen, noch Merkmale aufweisen darf, welche eine Kapitalerhöhung der Bank in irgendeiner Weise erschweren; und</u> <u>f. es, sofern es im Sinne der Rechnungslegung als eine Verpflichtung verbucht ist, einen Beitrag zur Verlusttragung leistet, indem nach Entscheid der FINMA in einem in den Emissionsbedingungen vorbestimmten auslösenden Fall («Trigger»), spätestens aber bei Unterschreiten einer Kapitalquote von 5,125% hartem Kernkapital:</u> <ol style="list-style-type: none"> <u>1. ein vollständiger oder teilweiser Forderungsverzicht bis maximal in Höhe der regulatorischen Anrechnung eintritt eintritt, wobei die maximale Höhe des Forderungsverzichts massgebend ist für die Anrechenbarkeit als zusätzliches Kernkapital; oder</u> <u>2. das zusätzliche Kernkapital in hartes Kernkapital gewandelt wird.</u> <p><u>2 Die Emissionsbedingungen können vorsehen, dass der Kapitalgeber nach einer erfolgten Forderungsreduktion Anspruch auf Beteiligung an einer Besserung der finanziellen Lage der Bank hat, sofern:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <u>1. dadurch keine Privilegierung des Kapitalgebers im Vergleich zu einer Wandlung in hartes Kernkapital bewirkt wird; und</u> <u>2. die gesamten Zahlungen unter dem Instrument im Falle einer Forderungsreduktion im Betrag die vorgesehen Zahlungen unter dem Instrument bei Ausbleiben einer Forderungsreduktion nicht übersteigen.</u>
---------------------------	--	--

		<p>32 <u>Vorzugsaktien und Partizipationskapital, welche die Voraussetzungen für hartes Kernkapital nicht erfüllen, müssen die Voraussetzungen nach Absatz 1 Buchstaben a bis e, nicht aber Buchstabe f, erfüllen, um als zusätzliches Kernkapital Anrechnung zu finden.</u></p> <p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gemäss Basel III braucht es nicht unbedingt einen Entscheid des Regulators betr. Auslösung des Triggers. - Zusätzlich sollte die Möglichkeit eines Write-up's explizit verankert werden.
<p>Art. 25 <u>Verfügbarkeit in der Finanzgruppe</u></p>	<p><u>Wird Zusätzliches Kernkapital in der Finanzgruppe durch eine nicht-operative Zweckgesellschaft («Special Purpose Entity») ausgegeben, muss es in gleicher oder höherer Qualität unmittelbar und uneingeschränkt an die Konzernobergesellschaft oder eine operative Einheit der Bank weitergegeben werden, damit es in der konsolidierten Betrachtung in gleicher Qualität als AT1 Anrechnung findet.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p><u>Wird Zusätzliches Kernkapital (...) damit es in der konsolidierten Betrachtung in gleicher Qualität als AT1-zusätzliches Kernkapital Anrechnung findet.</u></p>
<p>Art. 26 <u>Zeitpunkt drohender Insolvenz («Point of non-viability, PONV»)</u></p>	<p>1 <u>In den Emissionsbedingungen ist vorzusehen, dass zusätzliches Kernkapital im Zeitpunkt der drohenden Insolvenz zur Sanierung der Bank durch maximal vollständigen Forderungsverzicht oder Wandlung in hartes Kernkapital beiträgt.</u></p> <p>2 <u>Der Beitrag hat spätestens zu erfolgen:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <u>vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung der öffentlichen Hand; oder</u> b. <u>wenn die FINMA es für notwendig erklärt.</u> <p>3 <u>Vorzugsaktien und Partizipationskapital als zusätzliches Kernkapital müssen im Zeitpunkt drohender Insolvenz ungeachtet der Befreiung gemäss Artikel 24 Absatz 2 zur Verlusttragung beitragen. Diese Verlusttragung kann anstelle des Beitrags nach Absatz 1 in einem vertraglich vorbestimmten Verzicht auf jegliche Privilegierung gegenüber den als hartes Kernkapital geltenden Bestandteilen ab Eintritt des Zeitpunkts drohender Insolvenz bestehen.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p>Art. 26 <u>Verlusttragung zur Abwendung der Insolvenz Zeitpunkt drohender Insolvenz («Point of non-viability, PONV»)</u></p> <p>1 <u>In den Emissionsbedingungen ist vorzusehen, dass zusätzliches Kernkapital zur Abwendung der Insolvenz im Zeitpunkt der drohenden Insolvenz gemäss Absatz 2 einen Beitrag zur Sanierung der Bank leistet, indem: durch maximal vollständigen Forderungsverzicht oder Wandlung in hartes Kernkapital beiträgt.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 1. <u>eine vollständige oder teilweise Forderungsreduktion eintritt; oder</u> 2. <u>die Forderungen unter dem Kapitalmarktinstrument in hartes Kernkapital gewandelt werden.</u> <p>2 <u>Der Beitrag hat spätestens zu erfolgen:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <u>vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung Rekapitalisierungsmassnahme oder anderer ausserordentlicher Hilfsmassnahmen der öffentlichen Hand, ohne die die Bank [oder die Finanzgruppe] nach Ansicht der FINMA gemäss Art. 28 BankG saniert oder gemäss Art. 33 ff. BankG liquidiert werden müsste; oder</u> b. <u>wenn die FINMA es für notwendig erklärt, weil die Bank [oder die Finanzgruppe] sonst nach Ansicht der FINMA gemäss Art. 28 BankG saniert</u>

		<p><u>oder gemäss Art. 33 ff. BankG liquidiert werden müsste.</u></p> <p>Kommentar: Der Abs. 2b ist zu unspezifisch und ermöglicht es den Investoren in Instrumenten mit einer PONV Klausel nicht die Ereignisse, die zur Auslösung der PONV Klausel führen könnten, adäquat einzuschätzen. Eine Bewertung solcher Instrumente wäre somit nicht möglich.</p>
<p>3. Abschnitt: Ergänzungskapital («Tier2»)</p>		
<p><u>Art. 27 Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital</u></p>	<p>1 Ergänzungskapital ist anrechenbar, wenn:</p> <p>a. es die Anforderungen nach Artikel 17 erfüllt; b. es eine Ursprungslaufzeit von mindestens 5 Jahren aufweist und die Emissionsbestimmungen keine expliziten oder impliziten Rückzahlungsanreize für die Bank enthalten; c. die Bank mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer Rückzahlung befugt ist und im Zeitpunkt der Rückzahlung:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ersatzweise mindestens gleichwertige Eigenmittel neu ausgibt, oder 2. ohne Ersatz weiterhin über Eigenmittel verfügt, deren Betrag deutlich über den den Mindestkapitalanforderungen liegt; und; <p>d. sich die Entschädigungen der Kapitalgeber während der Laufzeit nicht erhöhen.</p> <p>2 Die Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital vermindert sich in den letzten fünf Jahren vor der Fälligkeit jährlich um 20 Prozent des Nominalbetrages, beziehungsweise des anrechenbaren Betrages (rechnerische Amortisation); sie entfällt im letzten Jahr vor einer Rückzahlung vollständig.</p> <p>3 Die Artikel 25 und 26 Absätze 1 und 2 gelten sinngemäss.</p> <p>4 Die FINMA bestimmt in technischen Ausführungsbestimmungen die Anrechenbarkeit zusätzlicher Elemente des Ergänzungskapitals, insbesondere:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. der Kantonalbanken; b. der stillen Reserven; und c. der Forderungen (Guthaben) unbeschränkt haftender Gesellschafter von Privatbankiers gegenüber diesen. 	<p>3. Abschnitt: Ergänzungskapital («Tier 2; T2»)</p> <p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p>(...)</p> <p>a. es die Anforderungen nach Artikel 17 <u>und Artikel 26 Absatz 1 und 2 erfüllt, wobei im Falle eines Forderungsverzichts die maximale Höhe des Forderungsverzichts massgebend ist für die Anrechenbarkeit als Ergänzungskapital;</u></p> <p>b. es eine Ursprungslaufzeit von mindestens 5 Jahren aufweist und die Emissionsbestimmungen <u>keine</u> expliziten oder impliziten Rückzahlungsanreize für die Bank enthalten;</p> <p>c. die Bank <u>nur</u> mit <u>vorheriger</u> Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer Rückzahlung befugt ist und im Zeitpunkt der Rückzahlung:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ersatzweise mindestens gleichwertige Eigenmittel neu ausgibt, oder 2. ohne Ersatz weiterhin über Eigenmittel verfügt, deren Betrag deutlich über den den Mindestkapitalanforderungen liegt; und; <p>d. sich die Entschädigungen der Kapitalgeber während der Laufzeit nicht <u>aufgrund des emittentenspezifischen Kreditrisikos</u> erhöhen.</p> <p>3 Die Artikel 25 und 26 Absätze 1 und 2 gelten <u>gilt</u> sinngemäss.</p> <p>Kommentar zu Abs. 2: Gemäss Basel III muss Ergänzungskapital über fünf Jahre amortisiert werden. Jedoch verlangt Basel III nicht, dass die Anrechenbarkeit im letzten Jahr vor der Rückzahlung entfällt. Dies würde bedeuten, dass das Kapitalmarktinstrument zwar immer noch ausstehend ist (und nicht vorzeitig zurückbezahlt werden könnte),</p>

		aber überhaupt keine Anrechenbarkeit mehr genießt.
4. Abschnitt: Korrekturen		
Art. 28 Allgemeines	<p><u>1 Korrekturen an den anrechenbaren Eigenmitteln werden für Einzelinstitute und konsolidierte Finanzgruppen auf dieselbe Weise vorgenommen. Korrekturen, die zu einer Verminderung der Eigenmittel führen, werden als Abzüge bezeichnet.</u></p> <p><u>2 Abzüge von Beteiligungstiteln und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs sind im sogenannten entsprechenden Abzugsverfahren («corresponding deduction approach»), nach Basler Mindeststandards vorzunehmen. Dieses bestimmt von welchen Bestandteilen der anrechenbaren Eigenmittel entsprechende Kapitalbeteiligungen an einem Drittunternehmen abzuziehen sind.</u></p> <p><u>3 Verfügt die Bank im Bestandteil der anrechenbaren Eigenmittel über kein oder ungenügendes Kapital, so erfolgt der Abzug vom nächst höheren Bestandteil.</u></p> <p><u>4 Massgebender Betrag einer Abzugsposition ist der Bilanzwert. Antizipierte Einflüsse aus der Besteuerung dürfen zur Verminderung der Abzugsposition nur berücksichtigt werden, wenn:</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>a. das Steuerpassivum zusammen mit dem Aktivum automatisch erlöscht; oder</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>b. ein solches Vorgehen in dieser Verordnung oder den technischen Ausführungsbestimmungen der FINMA ausdrücklich vorgesehen ist.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p><u>4 Massgebender Betrag einer Abzugsposition ist der Bilanzwert Der abzuziehende Betrag entspricht grundsätzlich jenem, mit welchem er in der Bilanz erfasst ist. (..)</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>a. das Steuerpassivum zusammen mit dem Aktivum <u>oder Passivum</u> automatisch erlöscht</u></p> <p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zu Abs. 4 <u>Grundsätzlich</u> weil es vorstellbar ist dass der Bilanzwert nicht das ökonomische Positionen widerspiegelt und es deshalb denkbar wäre, in begründeten Fällen davon abzuweichen. - Zu Abs. 4a. Ein Steuerpassivum kann auch im Zusammenhang mit einem Passivum entstehen.
Art. 29 Abzug vom harten Kernkapital	<p><u>Vom harten Kernkapital sind vollständig abzuziehen:</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>a. ein Verlustvortrag und der Verlust des laufenden Geschäftsjahres;</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>b. ein ungedeckter Wertberichtigungs- und Rückstellungsbedarf des laufenden Geschäftsjahres;</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>c. der Goodwill und immaterielle Werte mit Ausnahme von Bedienungsrechten von Hypotheken («Mortgage Servicing Rights; MSR»)</u></p> <p style="margin-left: 20px;"><u>d. latente Steueransprüche («Deferred Tax Assets, DTA»), deren Realisierung von der zukünftigen Rentabilität abhängt, wobei eine Verrechnung mit entsprechenden latenten Steuerverpflichtungen nur innerhalb derselben</u></p>	<p>Vorschlag für folgende sprachliche Präzisierung (in rot):</p> <p>(..)</p> <p><u>h. die Netto-Longposition nach Artikel 39a in eigenen Beteiligungstiteln in direktem oder indirektem Eigenbesitz, in inner- und ausserhalb des Handelsbuchs, soweit sie nicht bereits zu Lasten der Erfolgsrechnung verbucht wurden;</u></p> <p>Kommentar:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zu Ziffer c und g: Im Sinne von Basel III sind diese Abzugspositionen um die zugehörigen latenten Steuerverbindlichkeit direkt zu bereinigen.

	<p><u>geographischen und sachlichen Steuerzuständigkeit zulässig ist;</u> <u>e. bei Banken, die den IRB anwenden (Art. 65), der Betrag, um den die nach diesem Ansatz berechneten erwarteten Verluste die Wertberichtigungen gemäss Basler Mindeststandards übersteigen;</u> <u>f. Erträge aus dem Verkauf von Forderungen im Zusammenhang mit Verbriefungstransaktionen («Gain on sale related to securitization transactions»);</u> <u>g. Forderungen gegenüber Pensionsfonds («defined pension fund assets »);</u> <u>h. die Netto-Longposition nach Artikel 39a in eigenen Beteiligungstiteln in direktem oder indirektem Eigenbesitz, in und ausserhalb des Handelsbuchs, soweit sie nicht bereits zu Lasten der Erfolgsrechnung verbucht wurden;</u> <u>i. gegenseitige Beteiligungen am Kapital von Unternehmen des Finanzbereichs («Reciprocal holdings»);</u> <u>j. im Rahmen der Einzelinstitutsberechnung die Netto-Longposition der nach Artikel 39a berechneten direkt gehaltenen zu konsolidierenden Beteiligungen an im Finanzbereich tätigen Unternehmungen, wobei kein Schwellenwert zur Anwendung gelangt;</u> <u>k. Abzüge als Folge der Konsolidierungsbestimmungen in Artikel 7 Absätze 3 und 4 sowie Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe b.</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Zu Ziffer h: Die EU Vorschläge machen weiterhin eine Unterscheidung zwischen Handels – und Bankenbuch und entsprechend müsste man evaluieren, ob die EU Vorschläge in der jetzigen Form auch die Basis für die Schweiz sein sollten. - Zu Ziffer j: Die vorgeschlagene Einzelinstitutsbehandlung ist in dieser superequivalenten Form nicht von Basel III verlangt und auch nicht konsistent mit den Vorschlägen der EU Kommission. Beteiligungen in Gruppengesellschaften sollten entweder aufgrund der Schwellen wie von Basel III vorgesehen behandelt werden oder konsistent mit der EU bei konsolidierter Überwachung gar nicht abgezogen werden müssen. Eine weitere Alternative, die jedoch immer noch massiv superequivalent ist, wäre die Beibehaltung der heutigen Praxis mit dem Abzug der Beteiligungen 50/50 von T1 und T2 Kapital.
<p>Art. 30 <u>Abzug nach Schwellenwerten</u></p>	<p>1 <u>Der Abzug unter Zugrundelegung eines Schwellenwertes teilt eine Position in:</u> <u>a. einen Teil unter dem Schwellenwert, welcher mit einer Risikogewichtung zu behandeln ist; und</u> <u>b. einen Teil über dem Schwellenwert, der abzuziehen ist.</u> 2 <u>Der Schwellenwert 1 entspricht 10 Prozent des harten Kernkapitals nach allen Abzügen gemäss Artikel 29 Buchstaben a-j.</u> 3 <u>Der Schwellenwert 2 entspricht 10 Prozent des harten Kernkapitals nach allen Abzügen gemäss Artikel 29, zuzüglich der Abzüge mit Schwellenwert 1.</u> 4 <u>Der Schwellenwert 3 entspricht 15% Prozent des harten</u></p>	

	<u>Kernkapitals nach allen Abzügen gemäss Artikel 29, zuzüglich der Abzüge mit Schwellenwert 1 und 2.</u>	
<u>Art. 31 Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs bis je 10 Prozent</u>	<p><u>1 Nach Massgabe des Schwellenwertes 1 ist die Summe aller direkt oder indirekt gehaltenen Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs abzuziehen, an denen die Bank je weniger als 10 Prozent des ausgegebenen ordentlichen Gesellschaftskapitals pro Unternehmen hält.</u></p> <p><u>2 Für den Betrag über diesem Schwellenwert wird das entsprechende Abzugsverfahren nach Artikel 28 Absatz 2 angewendet. Die Risikogewichtung von Positionen unter dem Schwellenwert erfolgt im Verhältnis der Gesamtanteile im Banken- und Handelsbuch vor Bestimmung des Abzuges.</u></p>	
<u>Art. 32 Beteiligungstitel und Kapitalinstrumente an Unternehmen des Finanzbereichs über je 10 Prozent</u>	<p><u>1 Nach Massgabe des Schwellenwertes 2 sind direkt oder indirekt gehaltene Beteiligungen über 10 Prozent an Unternehmen des Finanzbereichs ausserhalb des Konsolidierungskreises in Gesellschaftskapital sowohl bei der Einzelinstitutsberechnung wie auch konsolidiert vom harten Kernkapital abzuziehen.</u></p> <p><u>2 Andere Kapitalbestandteile in Form von Beteiligungen nach Absatz 1 unterliegen dem entsprechenden Abzugsverfahren gemäss Artikel 28 Absatz 2.</u></p>	<p>Kommentar: Man sollte zur Verständlichkeit von zeitlichen Differenzen anstelle von zeitlichen Diskrepanzen sprechen.</p>
<u>Art. 32a Übrige Abzüge nach Massgabe des Schwellenwertes 2</u>	<p>Nach Massgabe des Schwellenwertes 2 sind vom harten Kernkapital ebenfalls abzuziehen:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. <u>Bedienungsrechte von Hypotheken; und</u> b. <u>latente Steueransprüche («Deferred Tax Assets, DTA») aufgrund zeitlicher Diskrepanzen.</u> 	<p>Kommentar: Man sollte zur Verständlichkeit von zeitlichen Differenzen anstelle von zeitlichen Diskrepanzen sprechen.</p>
<u>Art. 32b Abzüge nach Massgabe des Schwellenwertes 3</u>	<p><u>1 Die nach den Verfahren gemäss den Artikeln 32 und 32a unterhalb des Schwellenwertes 2 verbliebenen Beträge werden addiert dem Schwellenwert 3 unterzogen. Überschreitet die Summe den Schwellenwert 3, wird dieser Betrag vom harten Kernkapital abgezogen.</u></p> <p><u>2 Beträge unter dem Schwellenwert 3 sind je mit 250% Risiko zu gewichten.</u></p>	<p>Vorschlag für folgende sprachliche Präzisierung (in rot):</p> <p><u>1 Die nach den Verfahren gemäss den Artikeln 32 und 32a unterhalb des Schwellenwertes 2 verbliebenen Beträge werden addiert dem Schwellenwert 3 unterzogen. Überschreitet die Summe den Schwellenwert 3, wird dieser der Betrag, <u>welcher den Schwellenwert 3 überschreitet</u>, vom harten Kernkapital abgezogen.</u></p> <p>Kommentar: Die Basel 3 Bestimmungen unterscheiden beim Schwellenwert 3 zwischen der</p>

		<p>Behandlung per 1. Januar 2013 und derjenigen per 1. Januar 2018. Per 1. Januar 2013 wird der Schwellenwert 3 auf der Basis des harten Kernkapitals nach den Abzügen gemäss Artikel 30 Abs. 3 ermittelt während per 1. Januar 2018 das für den Schwellenwert 3 massgebliche Kernkapital nach Abzug der Summe der nach Artikeln 32 und 32a unterhalb des Schwellenwert verbleibenden Betrages erfolgt.</p>
<p>Art. 32d <u>Freiwilliger Abzug vom harten Kernkapital an Stelle einer Risikogewichtung</u></p>	<p><u>Die Bank kann an Stelle des Einbezuges mittels Risikogewichtung eine Position vollständig vom harten Kernkapital abziehen. Ein solcher Abzug hat keinen Einfluss auf die Berechnung der Schwellenwerte nach Artikel 30.</u></p>	<p>Kommentar: Der freiwillige Abzug vom harten Kernkapital an Stelle einer Risikogewichtung ist aus unserer Sicht sehr wünschenswert, da bei einigen Positionen sonst eine Kapitalunterlegung von mehr als dem Gegenwert des jeweiligen Aktiva erfolgen würde.</p>
<p>3. Abschnitt: Zusatzkapital (tier 3) – gestrichen 4. Abschnitt: Anrechenbarkeit und Abzüge - gestrichen</p> <p>3. Titel: Erforderliche Eigenmittel 1. Kapitel: Allgemeines</p>		
<p>Art. 32e <u>Umfang erforderlicher Eigenmittel</u></p>	<p><u>Die erforderlichen Eigenmittel setzen sich zusammen aus:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. den Mindestanforderungen;</u> <u>b. dem Eigenmittelpuffer;</u> <u>c. dem antizyklischen Puffer;</u> <u>d. den zusätzlichen Eigenmitteln.</u> 	<p>Kommentar: <u>Art. 32e lit.c und 33 b E-ERV</u> enthalten Hinweise auf einen antizyklischen Puffer, zu dem eine separate Anhörung erfolgen soll. Unseres Erachtens lässt sich schon heute feststellen, dass derzeit keine rechtlichen Grundlagen für einen derartigen "Placeholder" besteht, da ein antizyklischer Puffer erklärermassen Bestandteil makroprudentieller Instrumente bildet (siehe dazu: FSB, IMF, BIS, Macroprudential Policy Tools and Frameworks, Progress Report to G20 of 27 October 2011).</p> <p>Solange weder FINMA noch SNB ein explizites makroprudentielles Mandat haben und solange die zur Prävention von systemischen Krisen notwendigen Massnahmen durch die SNB nicht genügend geregelt sind, muss vor einer Regelung von antizyklischen Puffern Klarheit über die institutionelle Ausgestaltung bestehen (siehe dazu auch Swiss Banking, Makroprudentille Politik vom September 2011).</p> <p>Vorschlag für folgende sprachliche Präzisierung (in rot):</p> <p><u>Die erforderlichen Eigenmittel setzen sich zusammen aus:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. den Mindestanforderungen;</u>

		<p>b. dem Eigenmittelpuffer; c. dem antizyklischen Puffer; und d. den zusätzlichen Eigenmitteln.</p> <p>Kommentar: Es fehlt an der Logik, unter dem Titel „Umfang erforderlicher Eigenmittel“ von zusätzlichen Eigenmitteln zu sprechen. Es wäre besser, hier von zusätzlichen Eigenmittelanforderungen zu sprechen und auch klarzumachen, in welchem Zusammenhang solche verlangt werden können.</p>
<p>Art. 33 Mindestanforderungen («Säule 1»)</p>	<p>1 Um die Mindestanforderungen Die anrechenbaren Eigenmittel müssen die erforderlichen Eigenmittel dauernd übersteigen. gesamthaft zu erfüllen, müssen die Bestandteile der anrechenbaren Eigenmittel einzeln oder gesamthaft bestimmte Kapitalkennzahlen, gemessen an den gewichteten Positionen, erfüllen.</p> <p>2 Die erforderlichen Eigenmittel gewichteten Positionen setzen sich zusammen aus:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. 8-Prozent der den nach ihrem Kreditrisiko gewichteten Positionen (Art. 37) sowie den erforderlichen Eigenmitteln für Positionen gewichteten Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen (Art. 63); b. 8-Prozent der den nach Artikel 67 gewichteten nicht gegenparteibezogenen Risiken; c. den dem Zwölfeinhalbfachen der Mindestanforderungen erforderlichen Eigenmitteln für Marktrisiken (Art. 68–76); d. den dem Zwölfeinhalbfachen der Mindestanforderungen erforderlichen Eigenmitteln für operationelle Risiken (Art. 77–82); e. <u>dem Zwölfeinhalbfachen der Mindestanforderungen für Risiken aus Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien (Art. 56a);</u> f. <u>dem Zwölfeinhalbfachen der Mindestanforderungen für das Risiko möglicher Wertanpassungen aufgrund des Gegenpartei-Kreditrisikos von Derivaten (Art. 41a).</u> <p>3bis Die zu erfüllenden Kapitalkennzahlen, bezogen auf die nach den Artikeln 28–32c korrigierten anrechenbaren Eigenmittel bzw. dessen Bestandteile, betragen:</p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>4 <u>Die anrechenbaren Eigenmittel müssen die Mindestanforderungen dauernd erfüllen. Eine Bank hat die FINMA und die Prüfgesellschaft unverzüglich zu informieren, wenn sie Kenntnis davon hat, dass sie die Mindestanforderungen nicht erfüllt.</u></p>

	<p><u>a. 4,5 Prozent der gewichteten Positionen für das harte Kernkapital („CET1-Quote“);</u> <u>b. 6,0 Prozent der gewichteten Positionen für das Kernkapital („Kernkapitalquote“); und</u> <u>c. 8,0 Prozent der gewichteten Positionen für die anrechenbaren Eigenmittel („Gesamtkapitalquote“).</u></p> <p>4 <u>Die anrechenbaren Eigenmittel müssen die Mindestanforderungen dauernd erfüllen.</u> Eine Bank hat die FINMA und die Prüfgesellschaft unverzüglich zu informieren, wenn sie die Mindestanforderungen nicht erfüllt.</p>	
Art. 33a <u>Eigenmittelpuffer</u>	<p>1 <u>Banken müssen in Form von hartem Kernkapital dauernd einen Eigenmittelpuffer von 2,5 Prozent der gewichteten Positionen zu halten.</u></p> <p>2 <u>Banken, deren Eigenmittelpuffer aufgrund besonderer unplanbarer Umstände wie einer Krise des internationalen oder schweizerischen Finanzsystems die Anforderungen zeitweise unterschreitet, verletzen die Eigenmittelanforderungen nicht Sie müssen die Unterschreitung innert einer von der FINMA im Einzelfall festgelegten Frist wieder beseitigen.</u></p>	Gemäss FINMA Erläuterungsbericht (6.2.1, S. 52) wurde der von Basel III vorgesehene fixe quantitative Mechanismus des Gewinnrückbehalts zur Äufnung eines ungenügenden Puffers bewusst nicht in den E-ERV aufgenommen. Zu diskutieren, ob dieses Vorgehen Sinn macht. Gemäss aktueller Formulierung von Art. 33a muss der Eigenmittelpuffer in Höhe von 2.5% <i>dauernd</i> eingehalten werden und kann nur in Ausnahmefällen kurzzeitig unterschritten werden. Dies entspricht wohl nicht der Grundidee von Basel III in Bezug auf den Eigenmittelpuffer.
Art. 33b <u>Antizyklischer Puffer</u>	(kommt in separater Anhörung)	Siehe Kommentar zu Art. 32e lit.c Verfassungsmässigkeit eines antizyklischen Puffers ist höchst fragwürdig.
Art. 33c <u>Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen</u>	<u>Für Banken, die ihre erforderlichen Eigenmittel auf Basis von bewilligungspflichtigen Modellansätzen (IRB nach Art. 38 Abs. 3, EPE-Modellmethode nach Art. 42 Abs. 2, Marktrisiko-Modellansatz nach Art. 76 Abs. 1 oder AMA nach Art. 78 Abs. 2) bestimmen, kann die FINMA eine parallele Berechnung der erforderlichen Eigenmittel nach einem aus ihrer Sicht geeigneten Standardansatz verlangen.</u>	Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot): „(...) EPE-Modellmethode <u>neu</u> nach Art. 42 Abs. 2 (...) nach <u>einem aus ihrer Sicht geeigneten Standardansatz dem Standardansatz für eine Periode von x Quartalen</u> verlangen.“
Art. 34 <u>Zusätzliche Eigenmittel</u> (←Säule 2→)	<p>1 Von den Banken wird erwartet, dass sie Banken müssen nach Vorgabe der FINMA zusätzliche Eigenmittel halten, um den von den Mindestanforderungen nicht erfassten Risiken Rechnung zu tragen und die Einhaltung der Mindestanforderungen auch unter ungünstigen Verhältnissen sicherzustellen. Die FINMA kann einzelne Kategorien von Banken hiervon ausnehmen.</p> <p>2 <u>Verfügt eine Bank über keine zusätzlichen Eigenmittel nach Absatz 1, so kann die FINMA besondere Massnahmen zur</u></p>	Kommentare: <ul style="list-style-type: none"> - Abs. 1 beinhaltet eine sehr weitgehende Delegation ohne jegliche quantitative oder qualitative Einschränkungen. - Wieso wurde "(...), um den von den Mindestanforderungen nicht erfassten Risiken Rechnung zu tragen und die Einhaltung der Mindestanforderungen auch unter ungünstigen Verhältnissen sicherzustellen" gestrichen?

	<p>Beobachtung und Kontrolle der Eigenmittel- und Risikolage anordnen.</p> <p>3 Sie Die FINMA kann unter besonderen Umständen von einzelnen Banken im Einzelfall zusätzliche Eigenmittel verlangen, namentlich wenn die erforderlichen Eigenmittel Mindestanforderungen im Verhältnis zu den Geschäftsaktivitäten, den eingegangenen Risiken, der Geschäftsstrategie, der Qualität des Risikomanagements oder dem Entwicklungsstand der verwendeten Techniken keine ausreichende Sicherstellung Sicherheit gewährleisten.</p>	
<p>Art. 37 Nach Risiko zu gewichtende Positionen</p>	<p>1 Positionen sind nach Risiko zu gewichten, sofern sie ein Kreditrisiko aufweisen und kein entsprechender Abzug von den Eigenmitteln nach den Artikeln 29, 31 und 32 28 bis 32c vorgesehen ist.</p>	<p>Kommentar: Referenz zu Artikeln 28 bis 32c ist nicht notwendig weil Abzüge aufgrund von Verfügungen auch unterschiedlich (z.B. 50% T1 / 50% T2) vorgenommen werden können.</p>
<p>Art. 39a <u>Nettoposition für Eigenkapitalinstrumente</u></p>	<p>1 <u>Die Nettopositionen für Eigenkapitalinstrumente werden, unter Berücksichtigung der zusätzlichen Anforderungen nach Absatz 2, wie folgt berechnet:</u></p> <p><u>physischer Bestand zuzüglich synthetische Positionen sowie Titelforderungen aus Securities Lending abzüglich Titelverpflichtungen aus Securities Borrowing</u> <u>+ nicht erfüllte Kassa- und Terminkäufe (einschliesslich Financial Futures und Swaps)</u> <u>./. nicht erfüllte Kassa- und Terminverkäufe (einschliesslich Financial Futures und Swaps)</u> <u>+ Positionen im Zusammenhang mit Emissionsgeschäften, die länger als fünf Werktage bestehen</u> <u>+ Lieferansprüche aus Call-Käufen, deltagewichtet</u> <u>./. Lieferverpflichtungen aus geschriebenen Calls, deltagewichtet</u> <u>+ Übernahmeverpflichtungen aus geschriebenen Puts, deltagewichtet</u> <u>./. Abgabeansprüche aus Put-Käufen, deltagewichtet</u></p> <p>2 <u>Bei Eigenkapitalinstrumenten, ausgenommen eigene Beteiligungstitel, ist eine Verrechnung von Long- und Short-Positionen nur zulässig, wenn:</u></p> <p><u>a. das der betrachteten Short-Position zugrunde liegende Eigenkapitalinstrument dasselbe ist wie dasjenige der zur</u></p>	<p>Kommentar: Zu Abs. 2: Unten stehende Klärung der Regeln seitens des BCBS mittels FAQ sollten zur Vermeidung von Missverständnissen entweder in die ERV oder ins Zirkular zur Berechnung der anrechenbaren eigenen Mitteln aufgenommen werden:</p> <p><u>Möglichkeit der Zulassung eines Index Hedge für bestimmte Long Positionen</u> Von der Bank gehaltene Long-Positionen in Finanztiteln sollen unter nachfolgenden Voraussetzungen mit einer Short Position im Index selber (Decomposition of short positions in indexes) verrechnet werden können:</p> <ol style="list-style-type: none"> i. Die abgesicherte Position und die Short Position im Index müssen im Handelsbuch gehalten werden. ii. Die Positionen müssen zum Fair Value im Handelsbuch geführt sein. iii. Die Absicherung muss unter dem durch die Aufsicht geprüften bankinternen Kontrollsystem als wirksam anerkannt sein. <p><u>Fälligkeitsfiktion bei von der Bank gehaltenen Beteiligungspapieren an Bank-, Finanz- und Versicherungsunternehmen (IIF-Frage)</u> Wenn eine Bank über ein/e vertragliches Recht/Verpflichtung verfügt, Beteiligungstitel einem Dritten zu einem bestimmten, zukünftigen Zeitpunkt zu veräußern, kann jener Übertragungszeitpunkt im Sinne einer praktischen Erleichterung als die Fälligkeit des Beteiligungstitels betrachtet werden.</p>

	<p><u>Verrechnung anvisierten Long-Position; und b. die betrachtete Short-Position die gleiche Laufzeit wie die Long-Position oder zumindest eine Restlaufzeit von einem Jahr aufweist.</u></p> <p><u>3 In Abweichung von Absatz 2 Buchstabe a dürfen bei Eigenkapitalinstrumenten, die über Index-Instrumente gehalten werden, die Long- und Short-Positionen im gleichen zugrundeliegenden Index miteinander verrechnet werden. Ein Gegenparteirisiko der Short-Position ist zu unterlegen.</u></p> <p><u>4 Bei eigenen Beteiligungstiteln ist eine Verrechnung nur zulässig, wenn der Titel welcher der betrachteten Short-Position zugrunde liegt, derselbe ist wie derjenige der zur Verrechnung anvisierten Long-Position und die Short-Position kein Gegenparteirisiko aufweist. Long-Positionen aus eigenen Beteiligungstiteln, die über Index-Instrumente gehalten werden, dürfen mit Short-Positionen aus dem gleichen zugrundeliegenden Index verrechnet werden. Ein Gegenparteirisiko der Short-Position ist zu unterlegen.</u></p>	<p>Eine Short Position in gleichen Beteiligungstiteln kann damit neu – auch wenn unterjährig – unter diesen Bedingungen zum selben Zeitpunkt wie das vertragliche Recht zum Verkauf der Long Position fällig werden („matching of maturity“).</p>
<p><u>Art. 41a Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten</u></p>	<p><u>1 Zusätzlich zu den Mindestanforderungen zur Abdeckung von Kreditausfällen von Derivat-Gegenparteien nach den Artikeln 38 und 42, müssen alle Banken das Risiko von Marktwert-Verlusten durch Wertanpassungen von Derivaten aufgrund des Gegenparteikreditrisikos mit Eigenmitteln unterlegen.</u></p> <p><u>2 Die FINMA regelt die Berechnungsmethode für die entsprechenden Mindestanforderungen in Abhängigkeit von den gewählten Berechnungsmethoden für die Kreditäquivalente (Art. 42) und für Marktrisiken (Art. 70). Sie richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards.</u></p>	<p>Zu Abs. 2 Sprachlicher Anpassungsvorschlag: <u>" Sie richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards "</u> durch "Sie wendet dabei den Basler Mindeststandards an" zu ersetzen.</p>
<p><u>Art. 45 EPE-Modellmethode</u></p>	<p><u>1 Die FINMA legt die Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten nach der EPE-Modellmethode fest. Sie richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards. Zur Berechnung des Kreditäquivalents bei Derivaten nach der EPE-Modellmethode wird die effektive EPE mit dem EPE-Faktor multipliziert.</u></p> <p><u>2 Die Kreditäquivalente werden mit dem EPE-Faktor multipliziert, welchen die Die-FINMA legt den EPE-Faktor im Einzelfall festlegt. Er beträgt mindestens 1,2.</u></p>	<p>Zu Abs. 1 Sprachlicher Anpassungsvorschlag: <u>" Sie richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards "</u> durch "Sie wendet dabei den Basler Mindeststandards an" zu ersetzen.</p>
<p>3. Abschnitt: Positionsklassen und deren Gewichtung nach SA-CH und nach SA-BIZ</p>		

<p>Art. 56 Börsen und Clearinghäuser</p>	<p>2 Für Kreditrisiken gilt das gelten die Risikogewichte von 0 oder 2 Prozent nach Anhang 2 und Anhang 3 nur, sofern eine regulierte zentrale Gegenpartei unmittelbar in die Transaktion zwischen zwei Marktteilnehmern eintritt und ein umfassendes und angemessenes Besicherungssystem als Grundlage für die Funktionsausübung dieser zentralen Gegenpartei etabliert ist.</p> <p>3 Dieses Besicherungssystem gilt insbesondere dann als angemessen und umfassend, wenn <u>[Es fehlen: vom Basler Ausschuss noch zu bestimmende Kriterien für die regulatorische Anerkennung von zentralen Gegenparteien.]</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Kontrakte täglich zu Marktkursen bewertet werden und täglich ein Margenausgleich stattfindet; b. die innerhalb des nächsten Tages zu erwartenden Wertveränderungen mit einem hohen Konfidenzniveau laufend besichert werden; und c. unerwartete Verluste abgesichert sind. 	<p>Kommentar: Hier verweisen wir auf unser separates Feedback an das BCBS (Konsultation zu CCP startete diese Woche).</p>
<p>Art. 56a <u>Kreditrisiken und Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien</u></p>	<p>1 <u>Für Banken, die als Clearing-Mitglied einer zentralen Gegenpartei für börslich oder ausserbörslich gehandelte Derivate sowie für Repo- oder repoähnliche Geschäfte agieren, regelt die FINMA die Berechnungsmethode zur Bestimmung der Mindestanforderungen für Risiken, die sich aus den expliziten und impliziten Garantieverpflichtungen gegenüber der zentralen Gegenpartei ergeben. Die FINMA richtet sich dabei nach den Basler Mindeststandards.</u></p> <p>2 <u>Zentrale Gegenparteien sind Clearinghäuser, die sich als Vertragspartei zwischen die Gegenparteien von Kontrakten schalten und die Leistungserfüllung der Kontrakte während der gesamten Laufzeit garantieren.</u></p> <p>3 <u>Clearing-Mitglieder sind befugt, als Partei in eine direkte Transaktion mit der zentralen Gegenpartei einzutreten, unabhängig davon, ob sie dies in eigener Sache tun oder als Intermediär zwischen der zentralen Gegenpartei und anderen Marktteilnehmern.</u></p>	<p>Kommentar: Hier verweisen wir auf unser separates Feedback an das BCBS (Konsultation zu CCP startete diese Woche).</p>
<p>Art. 59 Beteiligungstitel</p>	<p>Im SA-BIZ sind nur Anteile von Nettopositionen <u>nach Artikel 39a</u> in Beteiligungstiteln <u>sind</u> nach Anhang 5 zu gewichten.</p> <p><u>Ausgenommen sind Anteile von Nettopositionen</u>, die nicht nach:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. den <u>Artikeln 28-32c 34 von den Kapitalbestandteilen vom</u> 	<p>Kommentar: Referenz zu Artikeln 28 bis 32c ist nicht notwendig weil Abzüge aufgrund von Verfügungen auch unterschiedlich (z.B. 50% T1 / 50% T2) vorgenommen werden können.</p>

	<p>berinigten Kernkapital und vom ergänzenden Kapital abzuziehen sind; oder</p> <p>b. den Bestimmungen zur Unterlegung von Marktrisiken zu behandeln sind Artikel 32b Absatz 2 zu gewichten sind.</p>	
<p>Art. 63 Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen</p>	<p>1 Für Positive Wiederbeschaffungswerte von Positionen aus nicht abgewickelten Devisen-, Effekten- und Warentransaktionen, bei denen aufgrund einer verspäteten oder fehlgeschlagenen Abwicklung ein Verlustrisiko besteht (Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen) und die nach dem Prinzip «Lieferung gegen Zahlung» oder «Zahlung gegen Zahlung» über ein Zahlungs- oder Effektenabwicklungssystem abgewickelt werden, werden wie folgt gewichtet die erforderlichen Eigenmittel durch Multiplikation eines allfälligen positiven Wiederbeschaffungswertes mit dem entsprechenden Unterlegungssatz wie folgt berechnet:</p> <p>Anzahl Bankwerkzeuge nach dem vereinbarten Erfüllungsdatum</p> <p>Risikogewicht Unterlegungssatz</p> <p>5–15 100 8 %</p> <p>16–30 625 50 %</p> <p>31–45 937,5 75 %</p> <p>46 oder mehr 1250 100 %</p> <p>2 Für Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen, die auf andere Weise abgewickelt werden, sind die erforderlichen Eigenmittel wie folgt zu behandeln berechnen:</p> <p>a. Die Bank, welche ihre Leistung erbracht hat, behandelt das Geschäft wie einen Kredit, bis die Gegenleistung erbracht wird. Falls die Positionen nicht materiell sind, kann anstelle einer ratingabhängigen Risikogewichtung auch ein Risikogewicht von 100 Prozent eingesetzt werden.</p> <p>b. Falls fünf Bankwerkzeuge nach dem dafür vereinbarten Erfüllungstermin die Gegenleistung nicht erbracht wurde, werden der gelieferte Wert und ein allfälliger positiver Wiederbeschaffungswert je zur Hälfte vom Kernkapital und vom ergänzenden Kapital abgezogen mit 1250 Prozent gewichtet.</p> <p>3 Repurchase-, Reverse-Repurchase-Agreements und Securities Lending und Borrowing werden ausschliesslich nach Artikel 61</p>	<p>Vorschlag für folgende sprachliche Präzisierung (in rot):</p> <p>(...)</p> <p>Anzahl Bankwerkzeuge nach dem vereinbarten Erfüllungsdatum <u>Risikogewichtung</u></p> <p>5–15 <u>100</u> %</p> <p>16–30 <u>625</u> %</p> <p>31–45 <u>937,5</u> %</p> <p>46 oder mehr <u>1250</u> %</p>

	behandelt.	
4. Abschnitt: IRB		
3. Kapitel: Nicht gegenparteibezogene Risiken		
Art. 66 Begriff	Mit nicht gegenparteibezogenen Risiken wird die Gefahr eines Verlustes aufgrund von Wertänderungen oder Liquidation von nicht gegenparteibezogenen Aktiven wie Liegenschaften; Beteiligungen an Immobiliengesellschaften und anderen Sachanlagen bezeichnet.	Kommentar: Dieser Artikel aus der Basel I – Welt ist zu löschen und neu unter Operational Risk zu regeln.
Art. 67 Gewichtung	1 Zur Unterlegung der Nach dem SA-CH sind nicht gegenparteibezogenen Risiken wie folgt sind folgende Positionen zu 100 Prozent zu gewichten: a. mit 0 Prozent der Aktiva saldo des Ausgleichskontos; ba. mit 250 Prozent Bankgebäude sowie Beteiligungen an Immobiliengesellschaften mit solchen Liegenschaften; c. mit 375 Prozent andere Liegenschaften sowie Beteiligungen an Immobiliengesellschaften mit solchen Liegenschaften; bd. mit 625 Prozent übrige Sachanlagen und Software, ohne Goodwill und übrige immaterielle Werte, sowie unter den Sonstigen Aktiven bilanzierte abschreibungspflichtige Aktivierungen, sofern diese nicht nach Artikel 29 Absatz 1 Buchstabe c vom harten Kernkapital abgezogen werden. 2 Nach SA-BIZ oder IRB sind nicht gegenparteibezogene Risiken mit 100 Prozent zu gewichten und mit dem Multiplikator 3,0 zu multiplizieren;	Kommentare: - mit 0 Prozent der Aktiva saldo des Ausgleichskontos; dies sollte nicht gestrichen werden weil das Ausgleichskonto ein technisches Hilfsmittel ist und es die Bank weder gegenpartei- noch gegenparteilose Risiken aussetzt. - Beteiligungen an Immobiliengesellschaften sollte nicht gestrichen werden um Arbitrage zwischen dem direkten Halten von Liegenschaften und dem Halten von Beteiligungen in Immobiliengesellschaften zu verhindern.
4. Kapitel: Marktrisiken		
1. Abschnitt: Allgemeines		
Art. 70 Berechnungsansätze	1 Die zur Unterlegung von Mindestanforderungen für Marktrisiken erforderlichen Eigenmittel können nach den folgenden Ansätzen berechnet werden: a. dem <i>De-Minimis</i> -Ansatz; b. dem Marktrisiko-Standardansatz; oder c. dem Marktrisiko-Modellansatz. 2 Bei Verwendung mehrerer dieser Ansätze ergeben sich die erforderlichen Eigenmittel Mindestanforderungen aus der Summe der nach diesen Ansätzen berechneten erforderlichen Eigenmittel Mindestanforderungen.	
3. Abschnitt: Marktrisiko-Standardansatz		

Art. 74 Devisenpositionen	<p>1 Die Mindestanforderungen für das Zur Unterlegung von Marktrisikoen von Goldpositionen sind Eigenmittel in der Höhe von 10 betragen 8 Prozent der Nettoposition erforderlich.</p> <p>2 Zur Unterlegung des Rohstoffrisikos sind Eigenmittel in der Höhe von 20 Prozent der Nettoposition pro Rohstoff-Gruppe erforderlich. Zur Unterlegung des Basisrisikos, des Zinsänderungsrisikos und des Risikos von Veränderungen von Terminpreisen aus Gründen, die nicht durch Zinssatzänderungen erklärt werden können («Forward Gap Risk»), sind zusätzliche Eigenmittel in der Höhe von 3 Prozent der Bruttopositionen (Summe der absoluten Werte der Long- und der Short-Positionen) aller Rohstoffgruppen erforderlich.22 Die Mindestanforderungen für das Rohstoffrisikos sind nach dem Laufzeitbandverfahren oder nach dem vereinfachten Verfahren zu bestimmen.</p>	Kommentar: <ul style="list-style-type: none"> - Der Titel für Art. 74 sollte heissen: "Gold und Rohstoffpositionen " - Eine Referenz zu Basel II, 718(xLix) ff (Laufzeitbandverfahren) und 718(Liv) (vereinfachtes Verfahren) sollte eingefügt werden, da die Bestimmungen sonst nicht nachvollziehbar sind.
4. Abschnitt: Marktrisiko-Modellansatz		
2. Abschnitt: Ansätze		
4. Titel: Risikoverteilung		
1. Kapitel: Allgemeine Bestimmungen		
1. Abschnitt: Gegenstand		
Art. 83 Klumpenrisiko	<p>1 Ein Klumpenrisiko liegt vor, wenn die Gesamtposition gegenüber einer Gegenpartei oder einer Gruppe verbundener Gegenparteien 10 Prozent der <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel der Bank erreicht oder überschreitet.</p>	Kommentar: Referenz zu Artikeln 28 bis 32c ist nicht notwendig weil: a.) die Kapitalberechnung ohnehin alle Abzüge einschliesst b.) zudem die Abzüge aufgrund von Verfügungen auch unterschiedlich (z.B. 50% T1 / 50% T2) vorgenommen werden können.
2. Abschnitt: Obergrenzen der Klumpenrisiken		
Art. 86 Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken	<p>Ein Klumpenrisiko darf höchstens 25 Prozent der <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel ausmachen.</p>	Kommentar: Referenz zu Artikeln 28 bis 32c ist nicht notwendig weil: a.) die Kapitalberechnung ohnehin alle Abzüge einschliesst b.) zudem die Abzüge aufgrund von Verfügungen auch unterschiedlich (z.B. 50% T1 / 50% T2) vorgenommen werden können.
Art. 88 Überschreitungen der Obergrenze	<p>1 Die Obergrenzen für ein einzelne und für die Gesamtheit der Klumpenrisikoen darfdürfen nur überschritten werden, wenn:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. der darüber liegende Betrag durch freie anrechenbare Eigenmittel gedeckt ist; oder b. die Überschreitung einzig die Folge einer Verbindung 	Kommentar: Unter vorgeschlagenen FINMA Regeln, müssen Überschreitungen der 25% Limite mit frei anrechenbaren Eigenmitteln unterlegt werden. Dies ist nicht konsistent mit EU Vorschlägen, welche für Handelsbücher eine stufweise höhere Risikogewichtung von Überschreitungen der 25% Limite verlangen.

	bisher voneinander unabhängiger Gegenparteien oder einer Verbindung der Bank mit anderen Unternehmen des Finanzbereichs ist.	
Art. 89 Gruppeninterne Positionen	<p>1 Ist eine Bank Teil einer Finanzgruppe oder eines Finanzkonglomerats, welches einer angemessenen konsolidierten Aufsicht untersteht, so können gruppeninterne Positionen gegenüber vollständig in die Eigenmittel- und Risikoverteilungskonsolidierung einbezogenen (voll konsolidierten) Gruppengesellschaften von den <u>Obergrenzen</u> nach den <u>Artikeln 86 und 87</u> ausgenommen werden, wenn die Gruppengesellschaften:</p> <p>a. einzeln einer angemessenen Aufsicht unterstehen; oder</p> <p>b. ihrerseits als Gegenpartei ausschliesslich Gruppengesellschaften haben, welche einzeln einer angemessenen Aufsicht unterstehen.</p> <p><u>1bis Die FINMA ist befugt, die umfassende Ausnahme gruppeninterner Positionen nach Absatz 1 in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken.</u></p> <p>2 Gruppeninterne Positionen gegenüber anderen Gruppengesellschaften unterliegen aggregiert der ordentlichen Obergrenze von 25 Prozent der <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel.</p>	<p>Kommentar:</p> <p>Art. 89 Abs. 1bis E-ERV könnte eine Blankettnorm für die Abschaffung des "Central Treasury" darstellen. Unseres Erachtens sollte klargestellt werden, dass von dieser Regelung die systemrelevanten Institute ausgenommen sind.</p> <p>Im Erläuterungstext unter 8.3.2 wird die Intention dargelegt, die Querausleihungen an Schwestergesellschaften beschränken zu wollen. Im Extremfall – so schreibt die FINMA – "Betragsmässig sollen die grenzüberschreitenden Positionen an einzelne Gruppengesellschaft umfangmässig so beschränkt werden, dass ein Forderungsausfall nicht zu einer Insolvenz des schweizerischen Instituts führt."</p> <p>Der Erläuterungsbericht:</p> <p>1.) gibt der FINMA – v.a. im Zusammenhang mit dieser Botschaft – extensive Eingriffsrechte</p> <p>2.) lässt die Eingriffe bezgl. Zeitpunkt und der Dimension als schwierig abschätzbar erscheinen, (Rechtssicherheit) was den Finanzplatz potentiell schwächt</p> <p>3.) Solche Eingriffe führen unmittelbar zu komplexeren Finanzierungsstrukturen (was den Grundsätzen der Resolution und Resolvability widerspricht)</p> <p>4.) Längerfristig werden durch die Erschwerung der Implementierung/ Aufrechterhaltung einer zentralen Tresorerie aus der Schweiz, andere Alternativen relativ attraktiver - im Extremfall wird eine Internationale Bankengruppe nur unter schwierigen Umständen aus der Schweiz zu führen sein.</p>
3. Abschnitt: Meldepflichten in Zusammenhang mit den Klumpenrisiken		
Art. 90 Meldung von Klumpenrisiken	<p>1 Die Bank hat vierteljährlich ihrem Organ für Oberleitung, Aufsicht und Kontrolle sowie, innert Monatsfrist, der bankengesetzlichen Prüfgesellschaft ein Verzeichnis aller an den gewählten Stichtagen bestehenden Klumpenrisiken auf Einzelbasis mittels eines von der FINMA festgelegten Formulars zu melden.</p> <p>2 Auf konsolidierter Basis hat zusätzlich eine entsprechende Meldung halbjährlich innert zwei Monaten <u>sechs Wochen</u> zu erfolgen.</p>	

4. Abschnitt: Berechnungsgrundsätze		
Art. 95 Beteiligungstitel und nachrangige Schuldtitel	Beteiligungstitel und nachrangige Schuldtitel, die nach den Artikeln 28–32c von den Eigenmitteln abgezogen werden vom Kernkapital (Art. 23 Abs. 2), vom bereinigten Kernkapital und vom ergänzenden Kapital (Art. 31) oder von den Eigenmitteln abgezogen oder nach Artikel 53 Absätze 3 und 5 mit 1250 Prozent gewichtet werden, sind bei der Berechnung der Gesamtposition nicht zu berücksichtigen.	
Art. 97 Positionen aus nicht abgewickelten Transaktionen	Positionen aus Nach dem fünften Bankwerktag nicht abgewickelten Transaktionen (Art. 63) sind zum Forderungswert entsprechend den Multiplikationsfaktoren beziehungsweise der Risikogewichtung für die Bestimmung der erforderlichen Eigenmittel in die Gesamtposition einzubeziehen.	
Art. 100 Gruppe verbundener Gegenparteien	<p>1 Die Gesamtposition gegenüber einer Gruppe verbundener Gegenparteien ergibt sich aus der Summe der Gesamtpositionen der einzelnen Gegenparteien.</p> <p>2 Zwei oder mehr natürliche oder juristische Personen gelten als Gruppe verbundener Gegenparteien und sind als Einheit zu behandeln, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. eine von ihnen direkt oder indirekt mit mehr als der Hälfte der Stimmen an der anderen beteiligt ist oder in anderer Weise einen beherrschenden Einfluss auf sie ausübt; b. zwischen ihnen erkennbare wirtschaftliche Abhängigkeiten bestehen, die es wahrscheinlich erscheinen lassen, dass die anderen auf Zahlungsschwierigkeiten stossen, wenn eine in finanzielle Schwierigkeiten gerät; c. sie von derselben Person als Beteiligung gehalten oder durch sie beherrscht werden; d. sie ein Konsortium bilden; <u>oder</u> e. <u>die Gegenparteien über eine gemeinsame Refinanzierungsquelle miteinander verbunden sind.</u> <p>3 Mehrere Konsortien gelten auch bei Identität einzelner oder aller Konsorten nicht als untereinander verbundene Gegenparteien; ebenso wenig sind andere Positionen gegenüber einzelnen Konsorten dazuzuzählen.</p> <p>4 Rechtlich selbständige Unternehmen der öffentlichen Hand gelten unter sich und zusammen mit der sie beherrschenden</p>	Art. 100 Abs. 2 lit. e. E-ERV ist als eine viel zu offene Bestimmung formuliert. Würden z.B. die Pfandbriefzentrale bzw. die Schweizerische Nationalbank eine "gemeinsame Refinanzierungsquelle" darstellen?

	<p>öffentlichrechtlichen Körperschaft nicht als verbundene Gegenparteien, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die öffentlichrechtliche Körperschaft nach Gesetz für die Verbindlichkeiten des Unternehmens nicht haftet; oder b. es sich um eine Bank handelt. <p>5 <u>Bei Forderungen aus Verbriefungspositionen, bei Anteilen an Investmentvermögen oder bei sonstigen Krediten, denen Vermögenswerte zugrundeliegen, bestimmt die Bank den oder die Kreditnehmer in einer Weise, die der wirtschaftlichen Substanz und den strukturinhärenten Risiken der Geschäfte, insbesondere der möglichen Risikokonzentration gerecht wird.</u></p> <p>56 Kollektive Kapitalanlagen und, im Falle von kollektiven Kapitalanlagen mit Teilvermögen (Umbrella-Fonds) jedes Teilvermögen, gelten als eigenständige Gegenparteien. Verfügt eine Bank über aktuelle Informationen über die Zusammensetzung der Anlagen einer kollektiven Kapitalanlage, so kann sie die entsprechenden Bestandteile stattdessen den Gesamtpositionen der jeweiligen Emittenten der Anlage zurechnen.</p>	
<p>2. Kapitel: Schweizer Ansatz</p>		
<p>3. Kapitel: Internationaler Ansatz</p>		
<p>Art. 114 Ausnahmen von der Gesamtposition</p>	<p>Von der Berechnung der Gesamtposition einer Gegenpartei sind folgende Positionen ausgenommen:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Positionen gegenüber: <ul style="list-style-type: none"> 1. Zentralbanken und Zentralregierungen, die mit 0 Prozent gewichtet werden, und 2. der BIZ, dem IWF und bestimmten multilateralen Entwicklungsbanken, die von der FINMA bezeichnet werden; b. Positionen mit einer ausdrücklichen Garantie von Gegenparteien nach Buchstabe a; c. und d. ... e. Positionen gedeckt durch Bareinlagen, die bei der Bank selbst, ihrer Muttergesellschaft oder einer Tochtergesellschaft der Bank verpfändet oder mindestens gleichwertig gesichert sind; f. Positionen gedeckt durch Schuldtitel, die von der Bank 	<p>Kommentar: Die Streichung der Anrechenbarkeit von Sicherheiten bei Mutter- und Schwestergesellschaften ist nicht konsistent mit den Basel III Vorschlägen der EU-Kommission.</p>

	<p>selbst ausgegeben und bei ihr, ihrer Muttergesellschaft oder einer Tochtergesellschaft der Bank verpfändet oder hinterlegt sind;</p> <p>g. Positionen gegenüber einer zentralen Gegenpartei nach Artikel 56 Absätze 2 und 3;</p> <p>h. Positionen in inländischen Pfandbriefen;</p> <p>i. Positionen gedeckt durch Grundpfandrecht auf Wohnliegenschaften im In und Ausland, welche vom Kreditnehmer selbst genutzt werden oder vermietet sind, bis zu 50 Prozent des Verkehrswertes der jeweiligen Liegenschaft.</p>	
<p>Art. 115a Obergrenzen für Klumpenrisiken gegenüber Banken und Effektenhändlern</p>	<p>In Abweichung von Artikel 86 beträgt die Obergrenze für einzelne Klumpenrisiken gegenüber Banken und Effektenhändlern, <u>soweit es sich dabei nicht um national oder international als systemrelevant bezeichnete Banken oder Finanzgruppen handelt</u>:</p> <p>a. 100 Prozent der <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel, sofern diese weniger als 250 Millionen Schweizer Franken betragen;</p> <p>b. 250 Millionen Schweizer Franken, sofern die <u>nach den Artikeln 28–32c korrigierten</u> anrechenbaren Eigenmittel zwischen 250 und 1000 Millionen Schweizer Franken betragen.</p>	<p>Kommentare:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ausnahme für privilegierte Obergrenzen ist nicht konsistent mit globalen SIFI Vorschlägen – TBTF Expertenbericht hat dies nicht verlangt, vielmehr wurde die konsistente Risikogewichtung von 100% (anstelle von 20%) als genügend erachtet für die Entflechtung im Finanzsektor – Ungleichstellung, Eingriff in den Wettbewerb und Verfügbarkeit von Dienstleistungen in der Schweiz (Banken werden Dienstleistungen welche nur aufgrund bestimmter Grösse und Volumen angeboten werden können im Ausland beziehen müssen, sobald ihr Risikoverteilungskontingent bei den schweizerischen Grossbanken aufgebraucht ist.
<p>Art. 118 Anrechnung von Sicherheiten</p>	<p>1 Banken, die im Rahmen des SA-BIZ den einfachen Ansatz nach Artikel 48 Absatz 1 Buchstabe a anwenden, können Sicherheiten nach dem Verfahren nach Artikel 116 Absatz 1 anrechnen.</p> <p>2 Banken, die im Rahmen des SA-BIZ den umfassenden Ansatz nach Artikel 48 Absatz 1 Buchstabe b oder den F-IRB anwenden, haben für besicherte Positionen die vollständig angepassten Positionswerte nach Artikel 48 Absatz 3 zu berechnen.</p> <p>3 Banken, die den A-IRB anwenden, können besicherte Positionen nach Absatz 2 berechnen oder dazu eigene Verlustquoten («Loss Given Default; LGD») und Positionswerte («Exposure at Default; EAD») verwenden, wenn:</p> <p>a. die Wirkungen von Finanzsicherheiten unabhängig von</p>	<p>Kommentar: Eingefügte Änderung in der CRD 4 nicht enthalten.</p>

anderen LGD-relevanten Aspekten zuverlässig geschätzt werden können; und

b. das Verfahren dem für die Eigenmittelanforderungen verwendeten Ansatz entspricht.

4 Sicherheiten dürfen nach dem Verfahren nach Absatz 2 oder 3 angerechnet werden, wenn die daraus entstandenen Konzentrationsrisiken angemessen begrenzt und überwacht werden. Andernfalls ist das Verfahren nach Artikel 116 Absatz 1 anzuwenden.

5 Die Verfahren nach den Absätzen 2 und 3 dürfen nur angewendet werden, wenn die Bank in Bezug auf die Kredite und die damit verbundenen Sicherheiten

a. periodische Stresstests durchführt, die

1. den Marktpreis der Sicherheiten berücksichtigen;

2. Risiken erfassen, die auf möglichen Veränderungen der Marktbedingungen beruhen, welche die Angemessenheit der anrechenbaren Eigenmittel der Bank nachteilig beeinflussen können,

3. Risiken erfassen, die durch die Verwertung von Sicherheiten in Krisensituationen entstehen können,

4. zur Erkennung und Überwachung dieser Risiken angemessen und geeignet sind und

5. das Kreditkonzentrationsrisiko auch im Hinblick auf den Verwertungserlös der Sicherheiten berücksichtigen und

b. Strategien zur Steuerung von Konzentrationsrisiken entwickelt hat, die Vorschriften und Verfahren beinhalten, die

1. Risiken erfassen, die sich aus abweichenden Laufzeiten zwischen einem Kredit und der Sicherheit für den Kredit ergeben,

2. den Fall erfassen, dass ein Stresstest darauf hindeutet, dass eine Sicherheit einen geringeren Veräußerungswert aufweist, als nach den Verfahren nach Abs. 2 und 3 angerechnet wurde; und

3. Konzentrationsrisiken, insbesondere indirekte Konzentrationsrisiken gegenüber einem einzelnen Sicherungsgeber, erfassen, die sich aus der Anwendung von Kreditrisikominderungstechniken ergeben.

5. Titel: Bestimmungen für systemrelevante Banken		
65. Titel: Schlussbestimmungen der Änderungen vom 11. November 2009 und vom 10. November 2010		
6a. Titel: Schlussbestimmung der Änderung vom ...		
<p>Art. 125c <u>Übergangsbestimmungen zur Änderung vom TT.MM.2012: Anrechenbare Eigenmittel</u></p>	<p>1 Ab dem 1. Januar 2013: <u>a. gilt als hartes Kernkapital nur, was die neuen Vorschriften erfüllt;</u> <u>b. müssen Kapitalanteile von Minderheitsanteilen die neuen Vorschriften erfüllen, mit Ausnahme bisherigen innovativen Kernkapitals für welche die abnehmende Anrechenbarkeit zur Anwendung gelangt;</u> <u>c. ist Zusatzkapital nach Artikel 29 bisherigen Rechts nicht mehr anrechenbar; und</u> <u>d. entfällt die Einschränkung der relativen Anrechenbarkeit der Kapitalbestandteile.</u></p> <p>2 <u>Kapitalinstrumente des zusätzlichen Kernkapitals und des Ergänzungskapitals, welche nach dem 12. September 2010 ausgegeben wurden und die jeweiligen neuen Voraussetzungen für die regulatorische Anrechenbarkeit nicht erfüllen, gelten ab 1. Januar 2013 nicht mehr als Eigenmittel. Vorbehalten bleibt Absatz 4.</u></p> <p>3 <u>Kapitalinstrumente, die vor dem 12. September 2010 ausgegeben wurden, können über einen Zeitraum von zehn Jahren gemäss Artikel 125d abnehmend angerechnet werden und gelten spätestens ab dem 1. Januar 2022 nicht mehr als Eigenmittel.</u></p> <p>4 <u>Kapitalinstrumente des zusätzlichen Kernkapitals und des Ergänzungskapitals, die zwischen dem 12. September 2010 und dem 31. Dezember 2011 ausgegeben wurden und für die einzig die Vertragsbestimmungen für den Fall drohender Insolvenz (Art. 26) fehlen, können nach Art. 125d abnehmend angerechnet werden.</u></p>	<p>Kommentar: Zu Abs. 4: Gemäss Basel III können bis 31. Dezember 2012 ausgegebene Instrumente, die alle Bedingungen für AT1 oder T2 erfüllen, ausser in Bezug auf den PONV-Trigger, in den zehnjährigen Phase-out mit abnehmender Anrechenbarkeit gehen.</p> <p>Gemäss FINMA Erläuterungsbericht (5.2.7.5, S. 35) soll diese Frist aber um ein Jahr verkürzt werden um zu verhindern, dass die Banken grosse Teile vor allem ihres Ergänzungskapitals noch im Jahre 2012 ersetzen, wodurch das Regulierungsziel der PONV-Klausel noch für einen längeren Zeitraum nicht erreicht werden kann. Das weitere Vorgehen sollte mit den betroffenen Banken besprochen werden.</p> <p>Es bleibt zu diskutieren, ob das von der FINMA vorgeschlagene Vorgehen Sinn macht.</p>
<p>Art. 125d <u>Übergangsbestimmungen zur Änderung vom TT.MM.2012: Anrechenbarkeit von Kernkapital und</u></p>	<p>1 <u>Partizipationskapital und andere Bestandteile des Kernkapitals gemäss bisherigem Recht, die neu nicht als hartes Kernkapital oder zusätzliches Kernkapital gelten und vor dem 12. September 2010 emittiert wurden, können über einen Zeitraum von maximal 10 Jahren gemäss dem Bestimmungen der Absätze 6 und 7 angerechnet werden. Davon ausgenommen ist</u></p>	<p>Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot):</p> <p>6 <u>Die gemäss Absatz 5 am 1. Januar 2013 ermittelten Beträge werden jährlich um 10 Prozent gekürzt, beginnend mit 90 Prozent am 1. Januar 2013. Sie entsprechen dem Maximum entsprechend anrechenbarer Eigenmittelbestandteile bisherigen Rechts im jeweiligen Jahr, sofern die Bank Kapitalinstrumente der</u></p>

<p><u>ergänzendem Kapital bisherigen Rechts</u></p>	<p><u>Partizipationskapital von Banken, welche nicht als Aktiengesellschaft organisiert sind, welches nach dem gleichen Mechanismus weiter im harten Kernkapital angerechnet werden darf.</u></p> <p><u>2 Vor dem 12. September 2010 emittiertes ergänzendes Kapital nach bisherigem Recht, das nach neuem Recht nicht als Ergänzungskapital gilt, kann abnehmend gemäss der gleichen Vorgehensweise gemäss Absatz 1 in Verbindung mit Absatz 6 als Ergänzungskapital angerechnet werden.</u></p> <p><u>3 Mit Inkrafttreten der neuen Bestimmungen wird regulatorisches Kapital vom 1. Januar 2013 bis längstens am 31. Dezember 2022 in folgende Bestandteile aufgeteilt:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. hartes Kernkapital nach Massgabe der neuen Bestimmungen;</u> <u>b. Zusätzliches Kernkapital nach Massgabe der neuen Bestimmungen;</u> <u>c. Tier 1 bisherigen Rechts gemäss Absatz 1;</u> <u>d. Ergänzungskapital nach Massgabe der neuen Bestimmungen;</u> <u>e. Tier 2 bisherigen Rechts gemäss Absatz 2.</u> <p><u>4 Die Bestandteile gemäss Absatz 3 Buchstaben b und c bilden bis längstens 31. Dezember 2021 das zusätzliche Kernkapital, während die Bestandteile gemäss Buchstaben d und e das Ergänzungskapital bilden.</u></p> <p><u>5 Alle Kapitalbestandteile nach den Absätzen 1 und 2 werden quantitativ im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderung erfasst und je Kategorie zusammengezählt. Diese Beträge bildet eine Obergrenze.</u></p> <p><u>6 Die gemäss Absatz 5 am 1. Januar 2013 ermittelten Beträge werden jährlich, um 10 Prozent gekürzt, beginnend mit 90 Prozent am 1. Januar 2013. Sie entsprechen dem Maximum entsprechend anrechenbarer Eigenmittelbestandteile bisherigen Rechts im jeweiligen Jahr, sofern die Bank Kapitalinstrumente der entsprechenden Qualität von mindestens diesem Betrag ausstehend hat.</u></p> <p><u>7 Kann ein bestehendes Kapitalinstrument als Folge der zunehmenden eingeschränkten Anrechnung gemäss Absatz 6</u></p>	<p><u>entsprechenden Qualität von mindestens diesem Betrag ausstehend hat. Die Amortisation gemäss Artikel 27 Absatz 2 ist auf den ausstehenden Betrag anwendbar.</u></p> <p>Kommentar: Zu Abs. 3: Die Terminologie der alt-rechtlichen Instrumente ist ungeschickt, die Begriffe Tier 1 und Tier 2 im internationalen Kontext mit anderer Konnotation verwendet werden. Mit der folgenden Änderung wäre eine klarere Unterscheidung möglich:</p> <ul style="list-style-type: none"> c. Zusätzliches Kernkapital nach bisherigem Recht gemäss Absatz 1 e. Ergänzungskapital nach bisherigem Recht gemäss Absatz 2
---	---	---

	<p><u>nicht mehr als zusätzliches Kernkapital angerechnet werden, darf es, sofern es die neuen Voraussetzungen für Ergänzungskapital erfüllt, entsprechend seinem Ausschluss vom zusätzlichen Kernkapital stattdessen als Ergänzungskapital angerechnet werden.</u></p>	
<p>Art. 125e <u>Übergangsbestimmungen zur Änderung vom TT. MM. 2012: Änderungen bei den Korrekturen</u></p>	<p><u>1 Bei den Korrekturen, welche neu vom harten Kernkapital zu erfolgen haben, wird unterschieden zwischen:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <u>a. Abzügen, die nach bisherigem Recht nicht vorgesehen waren; und</u> <u>b. Abzügen, die nach bisherigem Recht bereits ganz oder teilweise vom bisherigen Kernkapital erfolgten.</u> <p><u>2 Abzüge nach Absatz 1 Buchstabe a werden vom harten Kernkapital über 5 Kalenderjahre in Schritten von 20 Prozent pro Jahr vorgenommen, beginnend mit 20 Prozent des massgebenden Betrags am 1. Januar 2014 und endend mit 100 Prozent vom 1. Januar 2018 an. Der Teil, welcher einem Abzug noch nicht unterliegt wird gemäss der Risikogewichtung nach bisherigem Recht in den erforderlichen Eigenmitteln berücksichtigt.</u></p> <p><u>3 Abzüge nach Absatz 1 Buchstabe b werden sinngemäss nach Absatz 2 vorgenommen. An Stelle der Risikogewichtung für den noch nicht vom harten Kernkapital abzuziehenden Teil wird hingegen ergänzend der Abzug nach bisherigem Recht fortgeführt, beginnend mit 100 Prozent des massgebenden Betrages am 1. Januar 2013 und danach abnehmend um 20 Prozent bis zu 0 Prozent nach dem 1. Januar 2018.</u></p> <p><u>4 Für Abzüge, welche neu vom zusätzlichen Kernkapital oder vom Ergänzungskapital vorzunehmen sind, gelten die Absätze 2 und 3 sinngemäss.</u></p> <p><u>5 Positionen, die von einem Abzug nach bisherigem Recht in eine Erfassung mittels risikogewichteter Positionen wechseln, unterliegen keiner entsprechenden Übergangsbestimmung.</u></p>	<p>Kommentar: Der Begriff Abzug im Art. 125e ist konsequent durch den Begriff Korrekturen zu ersetzt da einzelne Positionen nicht zwingend einen Abzug zur Folge haben (z.B. Korrektur für Cash Flow Hedges).</p> <p>Zu Abs. 3: Korrekturen nach bisherigem Recht beinhalten u.a. auch eine Korrektur für Pensionsverpflichtungen welche nach US GAAP bereits im Eigenkapital erfasst sind. In Übereinstimmung mit Erläuterungen vom BCBS (FAQ Seite 13; Stand Oktober 2011) und der Absicht Basel pur umzusetzen, fällt dieser Filter daher auch unter die Übergangsregelungen nach Absatz 3.</p>

Entwurf FINMA Rundschreiben 2013/x – Anrechenbare Eigenmittel Banken
(E-RS 2013/x)

Randziffer	Text Rundschreiben	Kommentar
6.4	Darf Partizipationskapital aufgrund der Bestimmungen von Rz 6.1–6.2 nicht dem CET1 zugerechnet werden, kann es als zusätzliches Kernkapital (AT1) angerechnet werden, sofern es die Kriterien für AT1 erfüllt. Als Gesellschaftskapital muss Partizipationskapital jedoch keine explizite, vertraglich geregelte Verlusttragung (Wandlung oder Forderungsverzicht) enthalten.	Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot): Darf Partizipationskapital aufgrund der Bestimmungen von Rz 6.1–6.2 nicht dem CET1 zugerechnet werden, kann es als zusätzliches Kernkapital (AT1) angerechnet werden, sofern es die Kriterien für AT1 erfüllt. Als Gesellschaftskapital muss Partizipationskapital jedoch keine explizite, vertraglich geregelte Verlusttragung (Wandlung oder Forderungsverzicht) enthalten. Artikel 26 ERV findet keine Anwendung in Bezug auf Partizipationskapital.
6.27	Ein allfälliger Anteil des Investors an einer Besserung der finanziellen Lage der Bank nach einem erfolgten Forderungsverzicht betreffend ein entsprechendes Kapitalinstrument muss in den ursprünglichen Emissionsbedingungen definiert sein.	<ul style="list-style-type: none"> - Anstelle von "Anteil" sollte wohl eher der Begriff "Beteiligung" verwendet werden. - Es würde u.E. sinnvoll sein, mögliche Varianten einer solchen "Beteiligung" (z.B. Genussscheine, partiarisches Darlehen, aufschiebend bedingte Entstehung einer Forderung, Ausgabe von Optionsscheinen) aus Gründen der Rechtssicherheit beispielhaft aufzuzählen. - Falls der "Forderungsverzicht" bereits erfolgt ist, sollte u.E. jeweils der Begriff "erfolgte Forderungsreduktion" verwendet werden.
6.31	Die Anerkennung von hartem Kernkapital auf konsolidierter Ebene erfordert, dass die Beteiligung durch Dritte an der voll konsolidierten Tochtergesellschaft ebenfalls die Qualität von hartem Kernkapital hat. Zusätzlich muss es sich bei der Tochtergesellschaft gemäss Art. 19 Abs. 2 E-ERV um ein reguliertes Unternehmen (definiert in Art. 4 Bst. c E-ERV) des Finanzbereichs handeln.	Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot): Die Anerkennung der Minderheitsanteile als hartes von hartem Kernkapital auf konsolidierter Ebene gemäss Art. 19 Abs. 2 E-ERV erfordert, dass die Beteiligung durch Dritte an der voll konsolidierten Tochtergesellschaft ebenfalls die Qualität von hartem Kernkapital hat. Zusätzlich muss es sich bei der Tochtergesellschaft gemäss Art. 19 Abs. 2 E-ERV um ein reguliertes Unternehmen (definiert in Art. 4 Bst. c E-ERV) des Finanzbereichs [Anm.: bereits in Definition von <i>reguliertes Unternehmen</i> enthalten] handeln.
6.39	Ähnlich bedingter Kapitalinstrumente erfolgt die Schaffung von CET1 entsprechend der vertraglichen Ausgestaltung über die: <ul style="list-style-type: none"> - Wandlung in Gesellschaftskapital; oder - Auslösung eines bedingten Forderungsverzichtes. 	Vorschlag für folgende Präzisierung (in rot): Ähnlich bedingter Kapitalinstrumente erfolgt die Schaffung von CET1 Die Verlusttragung erfolgt entsprechend der vertraglichen Ausgestaltung über die: <ul style="list-style-type: none"> - Wandlung in Gesellschaftskapital; oder - Auslösung eines bedingten Forderungsverzichtes. Grundsätzlicher Kommentar:

		CET1 wird nur bei Wandlung in Gesellschaftskapital geschaffen, nicht aber beim Forderungsverzicht. Deshalb sollte u.E. konsequent der Begriff "Verlusttragung" verwendet werden.
6.41	<p>Artikel 26 Abs. 2 E-ERV nennt in Übereinstimmung mit den Basler Mindeststandards, dass ein PONV als erreicht zu betrachten ist:</p> <ul style="list-style-type: none"> - vor Inanspruchnahme einer Rekapitalisierungsmassnahme oder ähnliche Hilfsmassnahme durch die öffentliche Hand; oder - wenn die FINMA es für notwendig erklärt 	Siehe Kommentar zu Art. 26 Abs. 2 E-ERV (=> Ausformulierung gemäss Basel III).
6.42	Im ersten Fall, soll vermieden werden (...)	<p>Vorschlag für folgende grammatikalische Präzisierung (in rot):</p> <p>Im ersten Fall, ersoll vermieden werden (...)</p>
6.45/6.46	<p>In einer Finanzgruppe sollen Kapitalinstrumente mit PONV in Ausnahme zu den Vorgaben von Basel III grundsätzlich nicht in einer regulierten Tochtergesellschaft in einem Drittstaat ausgegeben werden. Es kann sonst nicht vermieden werden, dass sich die Aufsichtsbehörde des Gastlandes für zuständig erklärt, den PONV auszulösen.</p> <p>Begibt eine schweizerische Bank dennoch AT1 oder T2 über eine regulierte Tochtergesellschaft im Ausland und werden die Mittel über ein internes Kapitalinstrument in die inländischen Konzerneinheiten weitergereicht, entscheidet die FINMA über deren Anerkennung im Rahmen der konsolidierten Betrachtung. Sie berücksichtigt dabei die Vorgaben des Gastlandes betreffend den PONV.</p>	U.E. sollte hier wohl aus Kohärenzgründen auf den in der E-ERV definierten Begriff "reguliertes Tochterunternehmen" abgestellt werden.
6.48/6.49	Sofern das externe Kapitalinstrument im Falle des PONV die Wandlung in CET1-Gesellschaftskapital vorsieht, ist im Rahmen der vertraglichen Bestimmungen dafür zu sorgen, dass die Wirkung eines PONV im internen Kapitalinstrument dazu nicht in Konflikt steht. Insbesondere wenn Referenz des PONV im externen Kapitalinstrument eine Konzernobergesellschaft bildet, während das interne Instrument eine Bank der Finanzgruppe	<p>Vorschlag für folgende Präzisierungen (in rot):</p> <p>Sofern das externe Kapitalinstrument im Falle des PONV die Wandlung in CET1-Gesellschaftskapital vorsieht, ist im Rahmen der vertraglichen Bestimmungen dafür zu sorgen, dass die Wirkung eines PONV im internen Kapitalinstrument dazu nicht in Konflikt steht. Die Wandlungssequenzen beider Kapitalinstrumente sind aufeinander abzustimmen, insbesondere insbesondere wenn Referenz des</p>

	<p>referenziert.</p> <p>Die Sequenz der beiden Instrumente beim Eintreten eines PONV ist vertraglich entsprechend zu gestalten, sofern dies zur Sicherung der im PONV angestrebten CET1- Verbesserung bei der Emittentin des internen Instrumentes notwendig ist.</p>	<p>PONV im externen Kapitalinstrument eine Konzernobergesellschaft bildet, während das interne Instrument eine Bank der Finanzgruppe referenziert.</p> <p>Die Sequenz der beiden Instrumente beim Eintreten eines PONV ist vertraglich entsprechend zu gestalten, sofern dies zur Sicherung der im PONV angestrebten CET1- Verbesserung bei der Emittentin des internen Instrumentes notwendig ist.</p>
--	---	--

**Entwurf FINMA Rundschreiben 2008/22 – EM-Offenlegung Banken
(E-RS 2008/22)**

<i>Randziffer</i>	<i>Text Rundschreiben</i>	<i>Kommentar</i>
23	<p>Zu beschreiben sind:</p> <p>(...) die wesentlichen „innovativen“, „hybriden“ und nachrangigen Instrumente. Merkmale der wichtigsten emittierten Kapitalinstrumente, die als zusätzliches Kernkapital und als ergänzendes Kapital anrechenbar sind. Ausserdem muss eine detaillierte Beschreibung der Bedingungen und Bestimmungen jedes Instruments in der Offenlegung ersichtlich sein oder separat im Internet zur Verfügung gestellt werden. {Basel III §91 und 92}</p>	<p>Zu beschreiben sind:</p> <p>(...) die wesentlichen „innovativen“, „hybriden“ und nachrangigen Instrumente. Merkmale der wichtigsten emittierten Kapitalinstrumente, die als zusätzliches Kernkapital und als Ergänzungskapital ergänzendes Kapital anrechenbar sind. Ausserdem muss eine detaillierte Beschreibung der Bedingungen und Bestimmungen jedes Instruments in der Offenlegung ersichtlich sein oder separat im Internet zur Verfügung gestellt werden. {Basel III §91 und 92}</p>

NANSENSTRASSE 16
POSTFACH · 8050 ZÜRICH
TELEFON 044 · 315 44 55
FAX 044 · 315 44 66
www.pfandbriefbank.ch

Eidg. Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

8050 Zürich, 20. Januar 2012 MM
Kontaktperson Markus Müller
Telefon-Nr. 044 315 44 67
E-Mail markus.mueller@pfandbriefbank.ch

Vernehmlassung zu FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung

Sehr geehrte Frau Schöb

Wir beziehen uns auf die am 24. Oktober 2011 eröffnete Anhörung des Eidgenössischen Finanzdepartementes (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zu den neuen Eigenmittelvorschriften für Schweizer Banken. Leider hat uns die Schweizerische Bankiervereinigung irrtümlich nicht darüber informiert. Per Zufall haben wir Ende Dezember 2011 von der Vernehmlassung erfahren. Gerne haben wir von Ihrer Fristerstreckung bis 20. Januar 2012 Kenntnis genommen. Diese Eingabe erfolgt somit innert Frist.

Wir unterbreiten Ihnen folgende Änderungsanträge:

1. Positionsklasse, Risikogewichtung, Level 1 und Level 2 Assets

Wir beantragen, dass

- für Schweizer Pfandbriefinstitute eine eigene Positionsklasse "Covered Bonds backed by Mortgages and based on a Pfandbrief law" geschaffen wird (Rundschreiben 2008/19 Kreditrisiken Banken, G. Positionsklassen, Randziffer 292).
- für die neue Positionsklasse Schweizer Pfandbriefe in Abhängigkeit vom Rating folgende Risikogewichtung und Zuteilung auf die Level 1 und 2 Assets angewandt wird (Basel III: International framework for liquidity risk measurement, standards and monitoring, Liquidity Coverage Ratio, Artikel 39 bis 42):

Rating (extern)	Risikogewichtung (für Standardansatz Schweiz und BIZ) mit		Zuteilung
	Emissionsrating %	Emittentenrating %	
AAA	0	10	Level 1 Assets
AA+ bis AA-	10	20	Level 2 Assets
A+ bis A-	20	50	Level 2 Assets
BBB+ bis BBB-	20	50	
BB+ bis BB-	50	100	
B+ bis B-	50	100	
Unter B-	100	150	

2. Anerkannte Ratingagenturen

Wir beantragen, dass auch das von der SIX Swiss Exchange AG verwendete SBI Composite Rating gemäss aktuellem "Reglement SBI-Indexfamilie" anerkannt wird.

3. Eigenmittelbefreiung

Wir beantragen, dass die von einer Bank unter den "Liquiden Aktiven" (Bankenverordnung Artikel 16) gehaltenen Schweizer Pfandbriefe mit Pfandbriefdarlehen der gleichen Serie (Passiven) unter Basel III verrechnet werden können und damit von der Eigenmittelunterlegung befreit sind.

Wir begründen unsere Anträge wie folgt:

1. Positionsklasse, Risikogewichtung, Level 1 und Level 2 Assets

Positionsklasse: Gemäss Rundschreiben 2008/19 Kreditrisiken Banken (Randziffer 292) werden Schweizer Pfandbriefinstitute als Positionen gegenüber Unternehmen erfasst. Dies berücksichtigt nicht, dass Schweizer Pfandbriefinstitute verglichen mit anderen Unternehmen a) auf einem Spezialgesetz basieren mit einem sehr engen Geschäftskreis (nur Ausgabe von Pfandbriefen, Darlehensvergabe an Mitgliedbanken, Anlage der Eigenen Mittel), b) von der FINMA beaufsichtigt werden und c) Aktiven zusätzlich zu den Mitgliedbanken mit Eigenmitteln unterlegen.

Risikogewichtung: Inländische Pfandbriefe werden bei den Banken in Abhängigkeit des verwendeten Ansatzes zu 20 % (bei Verwendung Standardansatz BIZ) oder zu 25 % (bei Verwendung Standardansatz Schweiz) unterlegt. Das externe Rating wird nicht berücksichtigt.

Die Risikogewichtung berücksichtigt nicht, dass

- deutsche Pfandbriefe mit einem Emissionsrating von AA- oder besser gemäss EU Kapitalrichtlinien nur zu 10 % unterlegt werden müssen. Dies ist eine Schlechterstellung der Schweizer Pfandbriefe.
- es zur Ausübung des Rechtes der Pfandbriefausgabe die Ermächtigung des Bundesrates braucht.
- es bei Schweizer Pfandbriefinstituten kein Währungsrisiko (nur Schweizerfranken) und kein Zinsrisiko (Darlehen und Pfandbriefe haben den gleichen Abschlusszeitpunkt und die gleiche Laufzeit) gibt.
- die beiden Schweizer Pfandbriefinstitute (Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekarinstitute AG, Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken AG) seit ihrer Gründung im Jahre 1931 noch nie einen Kreditausfall hatten.
- Schweizer Pfandbriefe vierfach besichert sind, nämlich durch die Eigenmittel des Pfandbriefinstitutes, der Mitgliedbanken und Hypothekarschuldner sowie durch die verpfändeten Liegenschaften.
- im Unterschied zu strukturierten Verbriefungsprodukten die grundpfandgesicherten Hypotheken auf der Bilanz der Mitgliedbanken verbleiben, da die Hypothekarforderungen nur verpfändet und nicht verkauft werden im Unterschied zu den USA und anderen Ländern.
- bei der Pfandbriefbank der Deckungswert der verpfändeten Liegenschaft unabhängig von der Mitgliedbank ermittelt wird.
- gemäss Pfandbriefgesetz die Statuten sowie das Schätzungsreglement vom Bundesrat genehmigt werden müssen und der Bundesrat einen Vertreter im Verwaltungsrat der Pfandbriefinstitute bestimmt.

- bei der Pfandbriefbank von den 262 Mitgliedbanken deren 249 mit einer Darlehenssumme von CHF 48.3 Mia ein Investment Grade Rating haben (total ausstehende Pfandbriefe CHF 48.8 Mia).
- bei der Pfandbriefbank der durchschnittliche Loan to Value (Darlehen zu Belehnungswert Mitgliedbank) unter 50 % liegt.
- die Diversifikation gross ist, haben doch bei der Pfandbriefbank 262 Mitgliedbanken rund 114'000 Pfandobjekte in der ganzen Schweiz verpfändet. Der Anteil der Wohnliegenschaften liegt bei 95.9 %.
- der maximale Darlehensanteil einer Mitgliedbank an den gesamten Darlehen der Pfandbriefbank und am gesamten Hypothekarbestand einer Mitgliedbank limitiert ist und laufend überwacht wird.

Level 1 und Level 2 Assets: Wenn, wie unter Basel III für Banken oder unter Solvency III für Versicherungen verlangt, hauptsächlich nur noch flüssige Mittel, Staaten oder staatsnahe Emittenten mit einer Risikogewichtung von 0 % anerkannt werden, greift dies zu kurz, weil

- die Schweizerische Eidgenossenschaft Anleihen und Geldmarktbuchforderungen von lediglich CHF 95 Mia ausstehend hat (SNB GC Basket), was nicht reicht, um die Bedürfnisse von Banken und Versicherungen abzudecken. Dieser Engpass kann sich weiter verengen, wenn Staaten laufend schlechter geratet werden. Diese Lücke kann der Schweizer Pfandbrief auffüllen, wenn er als Level 1 Asset qualifiziert.
- die enge Definition der Level 1 und 2 Assets gemäss aktuellem Vorschlag für die Zusammensetzung des Liquid Asset Buffers zu einer sehr hohen Konzentration mit primär Government Bonds führt. Dies wiederum erhöht das systemische Risiko erheblich, da alle Banken gleichzeitig angehalten werden, sich über den gleichen Typ von Government Bonds abzusichern.
- im neuen Liquiditätsreporting der Grossbanken Schweizer Pfandbriefe bereits als Level 1 Qualitätsassets anerkannt sind.
- die Ausbreitung der Schweizer Pfandbriefe eingeschränkt wird, da der im Pfandbriefgesetz formulierte Zweck, nämlich dem "Grundeigentümer langfristige Grundpfanddarlehen zu möglichst gleichbleibendem und billigem Zinsfusse zu vermitteln" (Pfandbriefgesetz Artikel 1), wegen der fehlenden Level 1 Asset Qualifikation nicht erreicht werden kann. Dies hat zudem eine staatspolitische Komponente, weil bei einem geringeren Pfandbriefvolumen die Banken weniger Hypotheken vergeben können und damit die Eigentumsquote im internationalen Vergleich ungenügend tief bleibt.
- sich die bisherige gesetzliche Lösung, welche auch Schweizer Pfandbriefe als liquide Aktiven gemäss Bankenverordnung Artikel 16 anerkannt, bewährt hat.

2. Anerkannte Ratingagenturen

Heute werden die Emissionen beider Pfandbriefinstitute von Moody's Investors Service mit einem Emissionsrating bewertet. Mit den neuen Basel III Vorschriften werden externe Ratings einer anerkannten Ratingagentur wichtiger. Mit einer Anerkennung des SBI Composite Ratings würde ein weiteres Rating anerkannt. Konkurrenz belebt den Markt und führt in der Regel zu tieferen Ratingkosten.

3. Eigenmittelbefreiung

Um Vorratsliquidität für Mitgliedbanken zu schaffen, hat die FINMA mit Brief vom 27. November 2008 und 11. Dezember 2008 im Eigenmittelausweis die Verrechnung von Pfandbriefen in den Liquiden Aktiven mit Darlehen der gleichen Serie zugelassen. Diese Verrechnungsmöglichkeit hat sich bewährt und ist sinnvoll, weil die Mitgliedbanken die Hypothekarforderungen bereits mit Eigenmitteln unterlegt haben.

Zwei Schlussbemerkungen:

- In dieser Stellungnahme sind keine der geplanten Ausführungsbestimmungen zu Grundpfandgesicherten Hypotheken im Bereich Solvency, "Too-big-to-fail" (TBTF) und Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft berücksichtigt.
- Die Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken AG unterstützt obige Anträge.

Wir bitten um wohlwollende Prüfung unserer Anträge. Für Rückfragen stehen wir Ihnen jederzeit zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

PFANDBRIEFBANK
SCHWEIZERISCHER HYPOTHEKARINSTITUTE AG



Dr. J. Schmid



P. Eichenberger

RAIFFEISEN



Raiffeisen Schweiz

Raiffeisenplatz
9001 St. Gallen
Telefon 071 225 88 88
Telefax 071 225 88 87
www.raiffeisen.ch
paolo.arnoffi@raiffeisen.ch

FINMA		
ORG	09. JAN. 2012	SB
B9		
Bemerkung:		fil

A-Post
Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA

Für Sie zuständig:
Paolo Arnoffi – 071 225 82 95

St. Gallen, 22. Dezember 2011

**Neue Eigenmittel-Vorschriften für Schweizer Banken;
Anhörung Revision Eigenmittelverordnung und FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln,
Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung, Änderung der Risikogewichtung für Wohnlie-
genschaften und „Too big to fail“**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zu den neuen Eigenmittelvorschriften für Schweizer Banken. Aufgrund des starken inhaltlichen Zusammenhangs aller Anhörungen erlauben wir uns, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibensstufe in einer koordinierenden Stellungnahme zu behandeln.

Wir haben an den diversen Stellungnahmen der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) mitgewirkt und unterstützen diese in den wesentlichen Punkten. Unsere Stellungnahme konkretisiert und ergänzt diejenigen der SBVg. Insbesondere möchten wir auf einige, aus Sicht der Raiffeisen Gruppe besonders relevante Punkte hinweisen.

Die vorliegende Stellungnahme gliedert sich in folgende Teilbereiche:

- I. Basel III allgemein
- II. Anhörung Eigenmittelunterlegung im Hypothekarbereich
- III. Anhörung Antizyklischer Puffer
- IV. Anhörung „Too big to fail“

I. Basel III allgemein

Wir unterstützen grundsätzlich die Umsetzung von Basel III für die Schweizer Banken, wie vom Basler Ausschuss für Bankenaufsicht definiert. Obwohl die Kosten für die Umstellung auf den Standardansatz BIZ (SA-BIZ) nicht unerheblich sind, sind diese für Raiffeisen vertretbar.

Trotz der Befürwortung des SA-BIZ und der Einführung von Basel III pur haben wir grundsätzliche Vorbehalte zu den geplanten Änderungen:

Mit Einführung des antizyklischen Puffers müssen, zusätzlich zu den bereits bekannten Eigenmittelanforderungen unter Basel III, weitere Eigenmittel bis maximal 2.5 % bereit gestellt werden. Zudem wurde uns wiederholt kommuniziert, dass das FINMA-RS 2011/2 mit Einführung der Umsetzung von Basel III nochmals revidiert werden soll.

Raiffeisen verfolgt diese Entwicklung mit zunehmendem Unbehagen und befürchtet, dass die heute bekannten Eigenmittelanforderungen, inklusive antizyklischem Puffer, gegengüber dem Basel III-Standard weiter verschärft werden. Einerseits hat die FINMA die Raiffeisen Gruppe mit Verfügung vom 3.9.2010 in die Kategorie 2 gemäss FINMA-RS 2011/2 eingeteilt und damit die höchstmögliche Eigenmittelanforderung, abgesehen von den beiden als systemrelevant geltenden Grossbanken, verfügt. Andererseits ist die Raiffeisen Gruppe mit der Tatsache konfrontiert, dass die Nachschusspflicht auf Ebene der einzelnen Raiffeisenbanken ab 2012 nicht mehr anrechenbar ist.

Wir fordern Sie deshalb zu Gunsten der Rechtssicherheit betroffener Institute zu höchster Zurückhaltung und Vorsicht im Umgang mit weiteren Erhöhungen auf. Auf eine Revision des FINMA-RS 2011/2 und damit verbundener Einzelverfügungen soll unter allen Umständen verzichtet werden. Die Raiffeisen Gruppe ist eine solide, finanziell gut ausgestattete Bankengruppe, die mit weiteren Anforderungen an die anrechenbaren Eigenmittel in eine Lage kommt, die nicht mehr der effektiven Risikosituation der Gruppe entspricht.

Nach diesen grundlegenden Vorbehalten folgen im Weiteren unsere Kommentare zu den Entwürfen der ERV und der Rundschreiben.

1. Streichung Multiplikatoren SA-BIZ (Art. 64 E-ERV)

Wir begrüssen, wie auch die SBVg, ausdrücklich die Streichung der Multiplikatoren für den internationalen Standardansatz (SA-BIZ) gemäss Art. 64. Mit dieser Massnahme erfolgt ein wichtiger Schritt zur Erhöhung der Vergleichbarkeit der Kapitalkennziffern für international tätige Finanzinstitute.

2. Übergangsfrist anrechenbare Eigenmittel (Art. 125 Abs. 4 E-ERV)

Die Übergangsfrist für nachrangige Anleihen ohne PONV-Klausel wurde insofern beschränkt, als nur noch bis zum 31.12.2011 emittierte Kapitalinstrumente anrechenbar sein sollen. Wir erachten diese besondere Verschärfung, welche nicht im Einklang mit den Basler Empfehlungen steht, als überzeichnet und im Widerspruch mit der Zielsetzung, „Basel-Pur“ umzusetzen.

3. Vertragsbestimmungen für den Zeitpunkt drohender Insolvenz (Point of non-viability, PONV, Art. 26 Abs. 2 E-ERV)

Art. 26 Abs. 2 der E-ERV sieht vor, dass der Beitrag bei einem Zeitpunkt drohender Insolvenz («Point of non-viability, PONV») spätestens zu erfolgen hat:

- a. vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung der öffentlichen Hand; oder
- b. wenn die FINMA es für notwendig erklärt.

Wir sind der festen Überzeugung, dass die offene Formulierung von Ziffer b. bei der Emission entsprechender Produkte mit PONV-Bestimmungen bei den Investoren sehr viele Fragen bezüglich des eingegangenen Risikos aufwirft und aus Sicht des Anlegerschutzes als ungenügend bezeichnet werden muss. Damit ist der Erfolg solcher Produkte in Frage gestellt. Wir würden es begrüssen, wenn die Formulierung in der ERV oder alternativ im FINMA-RS 2013/x präzisiert und damit die Rechtssicherheit für Investoren erhöht wird.

4. Zustimmung der Aufsichtsbehörde bei Rückzahlungen von Tier2 Kapital (Art. 27 Abs. 1 Buchstabe c E-ERV)

Die in Art. 27 Abs. 1 Buchstabe c der E-ERV aufgeführte Formulierung lässt offen, ob die erwähnte Zustimmung der Aufsichtsbehörde für jegliche Art von Rückzahlungen (ordentliche und vorzeitige) angewendet wird. Aus unserer Sicht macht eine solche Zustimmung nur bei vorzeitigen Rückzahlungen Sinn. Aus diesem Grund empfehlen wir, den Art. 27 Abs. 1 Buchstabe c wie folgt zu ergänzen: „die Bank mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde frühestens nach fünf Jahren zu einer **vorzeitigen** Rückzahlung befugt ist ...“.

5. Freiwilliger CET1 Abzug (Art. 32d E-ERV)

Wie die SBVg in ihrer Stellungnahme, sprechen auch wir uns klar für die Beibehaltung der Wahlmöglichkeit aus, den freiwilligen und vollständigen Abzug einer Position vom harten Kernkapital als Alternative zu einer Betrachtung mit Risikogewichtung wählen zu können. Wir verweisen ebenfalls auf die gleichlautende Aussage des EFD im Erläuterungsbericht (S. 37).

6. Behandlung Aktivsaldo des Ausgleichskontos (Art. 67 E-ERV)

Im Rahmen der Arbeiten der nationalen Arbeitsgruppe (NAG) wurde seitens der FINMA die Aussage gemacht, dass ein Aktivsaldo der Ausgleichskonti weiterhin mit einem Risikogewicht von 0% zu behandeln sei. Diese Aussage wird auch durch die Fussnote 47 auf Seite 64 des Erläuterungsberichtes bestätigt. Im Entwurf der ERV vom 24.10.2011 befindet sich jedoch kein Artikel, welcher eine Risikogewichtung von 0% für den Aktivsaldo des Ausgleichskontos vorsieht. Wir fordern eine entsprechende Ergänzung und damit Klarstellung im Verordnungstext.

7. Anhang 1 – Kreditumrechnungsfaktoren bei Anwendung des SA-BIZ

Die Ziffer 2.2 für die Ausführung von Bauten im In- und Ausland sollte auf Ziffer 2.1 angepasst werden.

II. Anhörung Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft

Nach Analyse der Marktsituation, des Regulierungstextes und der Regulierungsfolgen gelangen wir zum Schluss, dass der zur Vernehmlassung stehende Entwurf "zusätzliche Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft" klar abzulehnen ist. Massgeblich für diese Stellungnahme sind folgende Überlegungen:

1. Mit der vorgeschlagenen Regelung wird de facto wiederum ein "Swiss Finish" des internationalen Standardansatzes geschaffen. Genau dies sollte mit dem Übergang vom Schweizer Standardansatz zum internationalen Standardansatz vermieden werden.
2. Die ERV ist das falsche Gefäss um den vom Eidgenössischen Finanzdepartement georteten erhöhten Risiken im Hypothekengeschäft entgegenzutreten. Hier bietet sich unseres Erachtens der antizyklische Puffer an.
3. Die Umsetzung der ERV bringt primär generelle Mehrkosten für ein differenzierteres Verfahren zur Bestimmung der erforderlichen Eigenmittel. Die quantitative Steuerungswirkung auf das Neugeschäft ist jedoch vergleichsweise gering, jene auf den Bestand naturgemäss inexistent. Die Massnahme steht zudem in Konflikt mit den Massnahmen des Bundes zur Wohnbauförderung. Angesichts des Anlagenotstandes, der Fundamentalfaktoren und der politischen Fördermassnahmen dominieren die nachfragewirksamen Faktoren beim Erwerb von Wohneigentum. Die Steuerung des Kreditangebots über die Kapitalkosten der Banken dürfte vor diesem Hintergrund faktisch wirkungslos bleiben.
4. Der Entwurf wirft eine Vielfalt von Umsetzungsfragen auf. Diese machen einerseits die Abschätzung der konkreten Auswirkungen schwierig, andererseits stellen sie die Banken vor Umsetzungsprobleme. Im Ergebnis zieht eine Anpassung der regulatorischen Bedingungen die Aufmerksamkeit weg vom Markt, hin zur Innensicht. Insofern erachten wir die geplante Umstellung der ERV gar als risikotreibend.
5. Die aktuelle Eigenmittelunterlegung liegt namentlich beim Wohneigentum deutlich über dem ökonomischen Risiko. Eine darüber hinausgehende Unterlegung ist mit dem inhärenten Risiko nicht mehr zu begründen, sie dient einzig der Verhaltenssteuerung. Damit sie das Verhalten wirksam beeinflusst, muss sie jedoch ein Ausmass einnehmen, welches deutlich über dem Punkt liegt, wo von einem wohlfahrtsoptimalen Anreiz im Sinne der Pigou-Steuer gesprochen werden kann. Im Ergebnis verpufft die Massnahme entweder wirkungslos oder sie führt zu suboptimaler Wohlfahrt. Letzteres dürfte insbesondere jene Bevölkerungsteile treffen, deren Wohneigentumserwerb der Bund umgekehrt wiederum fördert.
6. Im Gegensatz etwa zum antizyklischen Puffer hat die Revision der ERV dauerhaften statt temporären Charakter. Die Massnahme entfaltet ihre Wirkung auch und gerade dann, wenn der Trend zum Erwerb von Wohneigentum dereinst abflacht. Sie wirkt dann trendverstärkend, kann aber aufgrund ihres Charakters nicht rasch genug angepasst werden. Es ist zu befürchten, dass eine höhere Eigenmittelunterlegung in der Krise wesentlich stärker prozyklisch wirkt als sie im Boom bremsend wirkt. Damit würde die Absicht der Revision der ERV in diesem Punkt klar verpasst. Dies ist insofern von Bedeutung als wir der Meinung sind, dass die Abflachung der Immobilienpreisentwicklung heute bereits eingesetzt hat.
7. Bei Renditeobjekten stützen wir uns beim Finanzierungsentscheid primär auf den Objekterfolg und nicht auf den rechtlichen Schuldner ab. Eine Anwendung der Tragbarkeitsregelung (33 %) bezogen auf den Schuldner, mit den entsprechenden Auswirkungen auf die Eigenmittelunterlegung, ist nicht sachgerecht.
8. Die Regelung von Ausnahmesituationen in Bezug auf die Tragbarkeitsberechnung, wie sie auf Seite 2 des Entwurfs in Aussicht gestellt wird, erschwert die Handhabung massiv, reduziert die Vergleichbarkeit und beeinträchtigt die Rechtssicherheit.
9. Sollten eine der beiden vorgeschlagenen Regelungen trotz allem in der ERV verankert werden, gehen wir davon aus, dass wie bisher für eine grundpfandgesicherte Position die Risikogewichtungssätze (RG) abgestuft appliziert würden. Gemäss Variante 1 würde für eine Belehnung von 85% des Verkehrswertes (VW), für den Teil, der innerhalb 66,6% des VW liegt ein RG von 50%, für den Teil der zwischen 66,6% und 80% liegt ein RG von 75% und

für den überschüssenden Teil ein RG von 100% angewendet. Eine Risikogewichtung der gesamten Position zu 100% würde eine zusätzliche Verschärfung bedeuten, die wir strikte ablehnen.

Insgesamt sind wir der Meinung, dass der Entwurf weder in Bezug auf die Frage nach der Regulierungswirkung noch in Bezug auf die konkreten Umsetzungsfragen jenen Reifegrad hat, den die ERV in ihrer bisherigen Form aufweist. Zudem sind wir entschieden der Ansicht, dass der Entwurf zur Revision der ERV im Kontext der Umsetzung der neuen Richtlinien für das Grundpfandgeschäft der SBVg, der Umsetzung von Basel III und der Einführung des antizyklischen Puffers zu sehen ist. Isolierte Massnahmen sind dabei zu vermeiden. Aus diesem Grund wiederholen wir unsere Schlussfolgerung, dass der zur Vernehmlassung stehende Entwurf "zusätzliche Eigenmittelunterlegung im Hypothekengeschäft" in seiner Gesamtheit klar abzulehnen ist.

III. Anhörung Antizyklischer Puffer

Wie auch die SBVg unterstützt Raiffeisen grundsätzlich die Umsetzung des antizyklischen Puffers, der explizit im internationalen Standard von Basel III vorgesehen ist.

Betreffend dessen Ausgestaltung hegen wir insbesondere die nachfolgenden Vorbehalte:

1. Generell sind die Auswirkungen eines antizyklischen Puffers auf hochentwickelte Finanzsysteme noch nicht ausreichend bekannt. Wir fordern deshalb, dass die Auswirkungen vor Inkraftsetzen der entsprechenden Bestimmungen detailliert geklärt und transparent kommuniziert werden. Erst dann ist eine fundierte Beurteilung und entsprechende Stellungnahme seitens der Betroffenen möglich.
2. Die Anhörung sieht vor, dass der Puffer sowohl allgemein als auch sektoriell eingesetzt werden soll. Dass mit dem Anheben der Eigenmittelerfordernisse auf Hypothekarforderungen in erster Linie die Hypothekarkreditvergabe beeinflusst wird, bezweifeln wir, zumal von unserer Seite zuerst die Gewerbekreditvergabe eingeschränkt würde, da diese kurzfristiger und flexibler angepasst werden kann. Unabhängig davon fehlen uns Hinweise zur konkreten Ausgestaltung eines sektoriellen Puffers in Bezug auf den Hypothekarmarkt. Damit sind für uns die Folgen einer solchen Regulierung schwer abschätzbar.
3. Die Methodik zur Messung der Systemrisiken und zur Berechnung der geeigneten Höhe des Puffers als zentrale Elemente des antizyklischen Kapitalpuffers ist in den Anhörungsunterlagen nicht enthalten. Es ist für uns unverständlich, wieso in diesem Bereich nicht mehr Transparenz für die Betroffenen geschaffen wird.
4. Die Verfahren zur Aktivierung/Deaktivierung des antizyklischen Puffers und in diesem Zusammenhang die Verantwortlichkeiten/Kompetenzen sind weiterhin unklar.
5. Bezüglich der Inkraftsetzung eines antizyklischen Puffers sprechen wir uns für die Variante per 1. Januar 2013 aus, da diese dem gesamten Inkrafttreten des Basel III Reformpakets entspricht.

IV. Anhörung „Too big to fail“

Raiffeisen unterstützt grundsätzlich den Handlungsbedarf und die vorgesehenen Massnahmen im Bereich „Too big to fail“ (TBTF) für global tätige, systemrelevante Banken. Betreffend der konkreten Umsetzung für die Schweizer Banken haben wir folgenden Vorbehalt:

Raiffeisen befürchtet, dass die Kriterien von Art. 123 h E-ERV (Marktanteil, Gesamtengagement) nachträglich als Basis für die Feststellung der Systemrelevanz eines Instituts herangezogen werden könnten und verwehrt sich klar dagegen. Die massgeblichen Kriterien für eine Systemrelevanz sind in Art. 8 BankG festgehalten, eine detaillierte Ausgestaltung fehlt aber in der E-BankV und E-ERV. Wir fordern Sie auf, die Kriterien von Art. 8 Abs. 2 lit. a-d ebenfalls in einer Verordnung detailliert und transparent offenzulegen.

Wir danken Ihnen im Voraus für die wohlwollende Prüfung unserer Stellungnahme. Gerne stehen wir Ihnen für weitergehende Erklärungen zu unserer Stellungnahme zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Raiffeisen Schweiz


Dr. Pierin Vincenz
Vorsitzender der Geschäftsleitung


Marcel Zoller
Mitglied der Geschäftsleitung, CFO

Geht an:

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herr Bruno Dorner
Bundesgasse 3
3003 Bern

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern



R
BA holding

RBA-Holding AG, Mattenstrasse 8, CH-3073 Gümligen

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
CH-3003 Bern

FINMA		
ORG	16. JAN. 2012	SB
SZ		
Bemerkung:		FLV

MAAR

Kontakt: Ewald Burgener
T +41 31 660 44 12, F +41 31 660 44 55
ewald.burgener@entris-banking.ch
Gümligen, 13. Januar 2012

Stellungnahmen zu Anhörungen im Bereich Eigenmittel

Sehr geehrte Frau Schöb

Gerne überlassen wir Ihnen als Beilage die Kopien der von uns an das Eidgenössische Finanzdepartement EFD gerichteten Stellungnahmen im Rahmen der folgenden Anhörungen:

- National überarbeitete Eigenmittel- und Risikoverteilungs-Vorschriften (Basel III)
- Änderung der Eigenmittelverordnung: Risikogewichtung für Wohnliegenschaften (Änderung von Anhang 4 ERV)
- Änderung der Eigenmittelverordnung: Antizyklischer Puffer

Wir bitten Sie um Kenntnisnahme und stehen Ihnen für weitere Auskünfte gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
RBA-Holding AG

Pius Ch. Schwegler
CEO

Ewald Burgener
CFO

Beilagen

RBA-Holding AG, Mattenstrasse 8, CH-3073 Gümligen

Per Post und per E-Mail

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat EFD
Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
CH-3003 Bern

E-Mail: rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Kontakt: Ewald Burgener
T +41 31 660 44 12, F +41 31 660 44 55
ewald.burgener@entris-banking.ch
Gümligen, 13. Januar 2012

Stellungnahme im Rahmen der Anhörung zu den national überarbeiteten Eigenmittel- und Risikoverteilungs-Vorschriften (Basel III)

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 24. Oktober 2011 wurde seitens EFD und FINMA die Anhörung für die im Rahmen der Umsetzung der internationalen Eigenmittel-Vorschriften nach Basel III angepasste Eigenmittel-Verordnung (ERV) sowie den dazugehörigen FINMA-Rundschreiben (FINMA-RS) eröffnet. Gerne machen wir von der Möglichkeit Gebrauch, zur Änderung der ERV sowie der FINMA-RS Stellung beziehen zu können. Im Übrigen unterstützen wir grundsätzlich die Stellungnahme der SBVg.

Umstellungskosten; insgesamt Ablehnung der Anhörungsvorlage

Die Umstellungskosten werden für kleinere und mittlere Banken in der Grössenordnung bis CHF 300'000 geschätzt. Leider ist nicht klar, auf welcher Basis diese Schätzung vorgenommen wurde (offenbar nicht aufgrund der QIS-CH, da dort die Kosten, die im Zusammenhang mit der Einführung von Basel III per se stehen, explizit ausgenommen wurden). Leicht zynisch empfinden wir ausserdem die Aussage, dass sich diese geschätzten Umstellungskosten auf einem "bewältigbaren Niveau" bewegen sollen, insbesondere wenn die aktuell angespannte Ertragslage bei vielen internationalen und nationalen Banken herangezogen wird. Ferner wird unserer Meinung nach die Bedeutung der regulatorischen Neuerungen, wie sie sich gemäss der Anhörungsvorlage präsentieren, eindeutig überschätzt, so dass der im Erläuterungsbericht der FINMA (Seite 9) angestellte Vergleich zu den Umstellungskosten unseres Erachtens hinkt.

Angesichts der Tatsache, dass die neuen Vorgaben von Basel III bezüglich Eigenmittel primär Kosten verursachen, muss von einem klaren Missverhältnis zwischen Kosten und Nutzen ausgegangen werden. Aussagen im Erläuterungsbericht der FINMA (Seite 92), "speziell in der Schweiz dürften die Kosten im Vergleich zum erwarteten Nutzen einer höheren Finanzmarktstabilität als tief eingeschätzt werden", können wir nicht nachvollziehen. Wir lehnen die neuen Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften gemäss Anhörungsvorlage, insbesondere aufgrund eines nicht angemessenen Kosten-

/ Nutzenverhältnisses, entschieden ab und beantragen wesentliche Vereinfachungen, zumindest für vorwiegend inlandorientierte Banken.

Geplante Abschaffung des Standardansatzes Schweiz (SA-CH)

Im Nachgang zu den Sitzungen der nationalen Arbeitsgruppe Basel III, an welcher von unserer Seite Herr Ewald Burgener teilgenommen hat, möchten wir uns nachstehend noch einmal in aller Deutlichkeit gegen die geplante Abschaffung des Standardansatzes Schweiz (SA-CH) äussern. Über die ersatzlose Streichung des SA-CH sind wir sehr erstaunt und irritiert. Dies vor allem deshalb, weil die Abschaffung des SA-CH in der NAG nie zur Diskussion gestellt wurde und weil die eigentliche Grundsatzdebatte nicht geführt werden konnte; aber auch deshalb, weil der SA-CH nach unserem Verständnis von den meisten national tätigen Banken angewendet wird und sich somit für den überwiegenden Anteil der Schweizer Banken ein entsprechender Anpassungsbedarf entsteht, was wiederum Umsetzungskosten nach sich zieht. Wesentliche Anpassungen werden aufgrund der Angleichung an den internationalen Ansatz (SA-BIZ) vor allem in folgenden Bereichen notwendig:

- Anpassung von verschiedenen Risikogewichten und Kreditäquivalenten.
- Im Bereich der Lombardkredite sind durch den Wegfall des Pauschalansatzes Berechnungen auf einzelnen Positionen innerhalb der Lombarddepots notwendig.
- Umstellung von der Methode der Restlaufzeit auf die Ursprungslaufzeit bei den Bankengeldern sowie den Kreditzusagen.
- Wegfall der Möglichkeit, einen pauschalen Abzug von 75 % der unter den Passiven bilanzierten Wertberichtigungen und Rückstellungen vorzunehmen.
- Fehlende Verrechnungsmöglichkeit zwischen negativen Wiederbeschaffungswerten aus Derivaten und dem Add-on und somit notwendige Aufrechnung des Add-on je Gegenpartei.

Der oben dargestellte Anpassungsbedarf und die damit zusammenhängenden Kosten stehen aus unserer Sicht im Widerspruch zu Punkt 11 der Leitlinien zu Finanzmarktregulierung der FINMA vom 22. April 2010, weil der Nutzen aus der Streichung des SA-CH aus Sicht der RBA-Banken in keinem Verhältnis zu den zusätzlichen Kosten steht. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auch auf folgende Aspekte:

- Eine vollumfängliche Umsetzung der internationalen Eigenmittelvorschriften wird es nicht geben, weil eine Anpassung an die nationalen Regulatorien erfolgen muss. Dies geht auch aus dem Erläuterungsbericht der FINMA (Seite 26) hervor. Umso fragwürdiger erscheint unter diesem Aspekt die Abschaffung des SA-CH.
- Gemäss dem Kommentar zur Umsetzung von Basel II in der Schweiz vom Oktober 2006 wird die Idee des SA-CH so beschrieben, dass nur das Allernötigste angepasst beziehungsweise ergänzt wurde, um einerseits an die bewährte – in einzelnen Teilen Basel II gegenüber sogar überlegene, weil risikosensitivere – schweizerische Regulierung anzuknüpfen und dadurch andererseits auch den Umstellungsaufwand bei den Banken möglichst gering zu halten. An dieser Betrachtungsweise hat sich unseres Erachtens auch durch die Finanzkrise nichts geändert.

3/6

- Im Rahmen der Einführung von Basel II wurde auch wiederholt darauf hingewiesen, dass der SA-CH auf Universalbanken mit Wohnbauhypotheken, Retailgeschäft und KMU-Krediten sowie auf alle Institute, die möglichst geringen Umstellungsaufwand wünschen, zugeschnitten sei. Es ist für uns nicht nachvollziehbar, warum dies nicht mehr gelten und stattdessen nun ausschliesslich der internationale Ansatz (SA-BIZ) massgebend sein soll.
- In der Jahresmedienkonferenz der FINMA vom 22. März 2011 zu Basel III wurde davon gesprochen, dass die meisten Banken von den zentralen Handlungsschwerpunkten kaum betroffen seien. Umso mehr erstaunt deshalb die Streichung des bewährten SA-CH, weil, im Gegenteil, umfassende Umsetzungsarbeiten anfallen werden.
- Bisher galt zudem der Grundsatz, dass für kleine und mittlere Banken einfach anzuwendende Regeln aufgestellt werden sollen. Mit den geplanten Anpassungen ist dies aus unserer Sicht nicht mehr durchgehend gewährleistet. Wir sind überzeugt, dass eine differenzierte nationale Regulierung nach Grösse und Risiko der Banken angezeigt ist und bleibt ("one size does not fit all").
- Tiefere Unterlegung der Beteiligungstitel und der Devisenpositionen, was angesichts der Erkenntnisse aus der Finanzkrise nur schwer verständlich ist.

Unseres Erachtens besteht neben dem fehlenden Nutzen auch absolut keine Notwendigkeit zur Abschaffung des SA-CH.

Falls, was wir sehr bedauern würden, an der Abschaffung des SA-CH festgehalten werden sollte, bitten wir Sie, zumindest folgende Überlegungen in Erwägung zu ziehen:

- Bei der Unterlegung der Kreditrisiken ist im Vergleich zwischen SA-CH und dem internationalen Ansatz (SA-BIZ) vor allem auffallend, dass landwirtschaftliche und gewerbliche Objekte zu bedeutend höheren Risikogewichten mit Eigenmitteln unterlegt werden müssen. Diesen enormen Anstieg können wir in diesem Umfang nicht nachvollziehen. Er entbehrt jeglicher Grundlage, insbesondere weil die Kreditrisiken im Zusammenhang mit landwirtschaftlichen und gewerblichen Objekten in der Schweiz – wenn überhaupt – sicher nicht derart fundamental zugenommen haben. Unseres Erachtens ist diese Verschärfung für schweizerische Verhältnisse wenig differenziert sowie weder risiko- noch sachgerecht und bedarf unbedingt einer Korrektur.
- Der Wegfall der Möglichkeit, einen pauschalen Abzug von 75 % der unter den Passiven bilanzierten Wertberichtigungen und Rückstellungen vornehmen zu können (bisher Art. 62 ERV), bedeutet für die hauptsächlich im Kreditgeschäft tätigen RBA-Banken einen wesentlichen, unnötigen Umstellungsaufwand. Nach den Bestimmungen von SA-BIZ kann für überfällige Positionen eine Verrechnung mit den Einzelwertberichtigungen erfolgen (Anhang 4, Ziffer 5 E-ERV). Diese Änderung hat eine Anpassung der Bilanzierungs- und Bewertungsgrundsätze der Banken zur Folge, da die Kreditpositionen üblicherweise nicht direkt mit den Wertberichtigungen verrechnet, sondern brutto dargestellt werden. Ausserdem hat diese Änderung eine entsprechende IT-Systemanpassung zur Folge. Wir regen an, der von den meisten Banken, auch ausserhalb der RBA-Gruppe, praktizierten Bruttoverbuchung bei den Wertberichtigungen Beachtung zu schenken und Art. 62 ERV in der bisherigen Form wieder auferstehen zu lassen.

Anrechnung von stillen Reserven

Wir begrüssen grundsätzlich, dass stille Reserven auch in Zukunft innerhalb des regulatorischen Kapitals geltend gemacht werden können. Stille Reserven können gemäss Anhörungsvorlage jedoch nur im Rahmen des Ergänzungskapitals (T 2) als Eigenmittel angerechnet werden. Gerade für stille Reserven, welche der Bilanzposition "Wertberichtigungen und Rückstellungen" zugeordnet sind und somit auf einem besonderen Konto ausgedient werden, lässt sich dies nicht nachvollziehen. Diese stillen Reserven sind den Reserven für allgemeine Bankrisiken gemäss den Rechnungslegungsvorschriften (FINMA-RS 2008/2) wirtschaftlich grundsätzlich gleichgestellt, auch wenn sie in verschiedenen Bilanzpositionen geführt werden, und erfüllen dieselben Qualitätsanforderungen. Eine unterschiedliche Kategorisierung dieser Komponenten gemäss Eigenmittelvorschriften, wie sie gemäss Anhörungsvorlage vorgesehen ist, leuchtet deshalb nicht ein.

Viele RBA-Banken verfügen traditionell über namhafte stille Reserven in der Bilanzposition "Wertberichtigungen und Rückstellungen". Die neuen Vorschriften bezüglich der Qualität des Eigenkapitals, welche für Banken der Kategorie 5 eine minimale Quote an hartem Kernkapital (CET 1) von 9,5 % erforderlich machen, könnten für RBA-Banken mit wesentlichen stillen Reserven möglicherweise eine Umbuchung dieser stillen Reserven in die Reserven für allgemeine Bankrisiken zur Folge haben. Buchhalterisch ist dies nicht weiter schlimm, steuerlich könnte dies jedoch unter Umständen wesentliche Auswirkungen zeitigen, wonach allenfalls eine Nachbesteuerung fällig werden könnte. Es mutet unseres Erachtens seltsam an, dass Banken gezwungen werden könnten, steuerlich relevante Umbuchungen vornehmen zu müssen und damit eine Substanzvernichtung in Kauf zu nehmen, nur um letztlich für schweizerische Verhältnisse nicht ganz ausgewogene Qualitätsvorgaben bezüglich dem harten Kernkapital (CET 1) erfüllen zu können. Wir beantragen deshalb, stille Reserven in der Bilanzposition "Wertberichtigungen und Rückstellungen" ebenfalls dem harten Kernkapital (CET 1) zuzuordnen oder aber die qualitativen Anforderungen entsprechend zu relativieren, so dass keine steuerrelevante Umbuchung von stillen Reserven aus der Bilanzposition "Wertberichtigungen und Rückstellungen" notwendig sein wird. Wir würden es sehr bedauern, wenn aufgrund von Steuernachforderungen wertvolle Substanz der Banken vernichtet wird, was letztlich zu einer Systemschwächung führen und der Absicht von Basel III widersprechen würde.

Die Grundlagen für die Anrechnung der stillen Reserven im Ergänzungskapital (T 2) sind in Art. 27, Abs. 4 E-ERV sowie Rz 6.54 ff. des FINMA-RS "Anrechenbare Eigenmittel Banken" zu finden. Da die stillen Reserven im Ergänzungskapital, national bedingt, eher einen Fremdkörper darstellen, ist unseres Erachtens nicht vollumfänglich klar, welche Vorgaben für Ergänzungskapital letztlich auch für stille Reserven anwendbar sind. Unklarheiten ergeben sich insbesondere aus der Anwendung der Vorgaben für die Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital (Art. 27 E-ERV) sowie bei den Übergangsbestimmungen für die weitere Anrechenbarkeit von Ergänzungskapital (Art. 125c E-ERV). Es kann unseres Erachtens nicht die Meinung sein, dass beispielsweise die Bildung oder Auflösung von stillen Reserven im Einzelfall – selbst für Kleinstbeträge – durch die FINMA bewilligt werden muss oder dass die Anrechenbarkeit von bestehenden oder neu gebildeten stillen Reserven über die kommenden Jahre bis auf Null gekürzt wird. Sehr wünschenswert wäre in diesem Zusammenhang ein entsprechender, expliziter Hinweis in Art. 27 und Art. 125c ff. E-ERV (z. B. "diese Bestim-

5/6

mungen sind auf stille Reserven nicht anwendbar" oder ähnlich). Dies würde wesentlich zur Klarheit und Rechtssicherheit beitragen.

Hartes Kernkapital bei Nicht-AGs

Unter Ziffer 5.2.4 im Erläuterungsbericht der FINMA führen Sie aus, wie die neuen Eigenmittel-Vorschriften in Bezug auf das harte Kernkapital bei Nicht-Aktiengesellschaften national umgesetzt werden könnten. Abschliessende Schlussfolgerungen sind jedoch noch nicht erkennbar, insbesondere auch nicht in Bezug auf die Anrechnung von Dotations- und Genossenschaftskapital. Da verschiedene RBA-Banken nicht die Rechtsform einer Aktiengesellschaft aufweisen, sind wir an einer zeit- und praxisnahen sowie klaren und pragmatischen Lösung sehr interessiert. Gerne stehen wir für die Erarbeitung einer konkreten Umsetzung zur Verfügung.

Gruppe verbundener Gegenparteien

Als weiteres Kriterium für die Behandlung einer Gruppe verbundener Gegenparteien wird in den Risikoverteilungs-Vorschriften neuerdings die Bestimmung "Gegenparteien, die über eine gemeinsame Refinanzierungsquelle miteinander verbunden sind" erwähnt (Art. 100, Abs. 2, Bst. e E-ERV). Leider sind die Ausführungen im Erläuterungsbericht der FINMA (Seiten 66 / 67) zu wenig klar, um diese neue Regelung in die nationale Praxis umsetzen zu können. Ausserdem weisen wir darauf hin, dass viele Kreditnehmer in der Schweiz auf eine gemeinsame Refinanzierungsquelle zurückgreifen, was nicht per se etwas schlechtes sein muss. Als naheliegende Beispiele für solche Refinanzierungsquellen seien die Pfandbriefbank sowie die Pfandbriefzentrale genannt. Bei einer strengen Auslegung der neuen Bestimmung müssten somit alle Banken, die beispielsweise an der Pfandbriefbank angeschlossen sind, als Gruppe verbundener Gegenparteien erachtet werden. Wir gehen nicht davon aus, dass dies die Absicht sein könnte. Wir bitten Sie deshalb, diese neue Bestimmung so zu formulieren, dass diese einfach und verständlich ist und danach sinnvoll in die nationale Praxis umgesetzt werden kann.

Generelle Bemerkungen zur Anhörungsvorlage von Basel III in der Schweiz; Plädoyer für vermehrte Einfachheit und Klarheit

Die Beweggründe für die Überarbeitung der internationalen Eigenmittelvorschriften liegen sowohl international wie auch national vor allem in den Erkenntnissen aus der Finanzkrise der Jahre 2008 / 2009. Erstaunlich ist, dass dies auch in der Schweiz sogleich zum Anlass genommen wird, die Eigenmittel- und Risikoverteilungs-Vorschriften in grösserem Umfang für sämtliche Banken zu überarbeiten, obwohl die Finanzkrise der Jahre 2008 / 2009 auf eine grosse Mehrheit der Banken in der Schweiz in Bezug auf die Themen Eigenmittel und Risikoverteilung kaum spürbare Auswirkungen hatte. Unter diesem Gesichtspunkt lässt sich eine für alle Banken geltende umfassende Überarbeitung der Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften nicht nachvollziehen, insbesondere auch, weil gegenüber den bisherigen Vorgaben kaum Vereinfachungen, sondern – im Gegenteil – in der Tendenz erneute Erschwernisse und Verkomplizierungen erkennbar sind, welche schwergewichtig

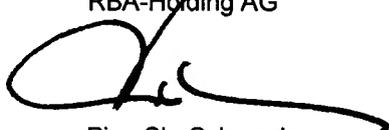
6/6

primär Kosten bei der Umsetzung verursachen, jedoch das Bankensystem insgesamt kaum wesentlich sicherer machen werden. Der unüberschaubare Umfang des gesamten Basel-III-Regelwerks gemäss der nationalen Anhörung spricht dabei Bände. Wir sind überzeugt, dass gerade für national orientierte Banken, welche mehrheitlich über eine im Quervergleich komfortable Eigenmittelsituation verfügen, eine einfachere und klarere, auf wesentliche Risiken und Schwerpunkte konzentrierte Regulierung durchaus möglich wäre. Dies werden wir nachstehend noch mit konkreten Beispielen aus der Anhörungsvorlage unterlegen.

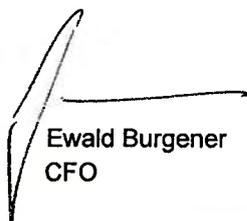
Im Dokument "Kernpunkte" der FINMA werden die internationalen Vorschriften als klar und einfach im Vergleich zum Swiss finish bezeichnet. Diese Ansicht teilen wir nicht. Wir sind sogar vom Gegenteil überzeugt. Besonders augenfällig wird dies bei der Analyse folgender neuer Vorgaben: Dem Abzugskonzept nach Schwellenwerten (Art. 30 ff. E-ERV), dem Zuschlagskonzept für das Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten (CVA-Eigenmittelanforderung; Art. 41a E-ERV und Rz 392 ff. FINMA-RS Kreditrisiken Banken) sowie der Berechnung des Kreditäquivalentes auch für börsengehandelte Derivate analog OTC-Kontrakten (Art. 42, Abs. 5 E-ERV). Ist es wirklich sinnvoll, für alle Schweizer Banken, somit auch für kleinere und mittlere Banken mit überschaubaren Verhältnissen, die gleichen komplizierten, umständlich formulierten Regeln und mathematische Formeln, die letztlich kaum Auswirkungen zeitigen, verbindlich zu erklären? (gemäss Seite 78 des Erläuterungsberichtes der FINMA führt beispielsweise die CVA-Eigenmittelanforderung im Durchschnitt zu einer Erhöhung der erforderlichen Eigenmittel um rund 2 %). Für uns sind die genannten Neuerungen klassische Beispiele einer krassen Überregulierung. Deshalb bitten wir vordringlich um entsprechende Anpassungen mit dem Ziel, Einfachheit und Klarheit zu schaffen. Zumindest wäre es angezeigt, zu prüfen, ob und unter welchen Bedingungen für sämtliche Neuerungen von Basel III längere Übergangsfristen gewährt werden könnten. Für Ihr Verständnis danken wir im Voraus bestens.

Wir hoffen, Ihnen mit diesen Angaben zu dienen. Wir stehen Ihnen für weitere Auskünfte oder einer Aussprache selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
RBA-Holding AG



Pius Ch. Schwegler
CEO



Ewald Burgener
CFO

Kopie an: Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA, Frau Petra Schöb, Einsteinstrasse 2,
CH-3003 Bern

Generalsekretariat EFD
Eidgenössisches Finanzdepartement
Herr Daniel Roth
Leiter Rechtsdienst EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern
rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern
petra.schoeb@finma.ch

Basel, 16. Januar 2012
J.4.6 / MST / SLO

**Neue Eigenmittel-Vorschriften für Schweizer Banken (Basel III);
Anhörung Revision Eigenmittelverordnung und FINMA-Rundschreiben zu
anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und
Risikoverteilung**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 24. Oktober 2011 eröffneten Anhörungen des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) und der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zu den neuen Eigenmittelvorschriften für Schweizer Banken und bedanken uns für die Gelegenheit, Ihnen unsere Position und unsere Überlegungen darzulegen. Aufgrund des engen inhaltlichen Zusammenhangs der beiden Anhörungen erlauben wir uns, die Revisionen auf Verordnungs- und Rundschreibenstufe in der vorliegenden koordinierten Stellungnahme zu behandeln.

Bekanntlich waren Vertreter aller Bankengruppen wie auch unsere Geschäftsstelle in der Nationalen Arbeitsgruppe (NAG) zur schweizerischen Umsetzung von Basel III unter der Leitung der FINMA vertreten und haben an der Ausarbeitung der vorliegenden Revisionsentwürfe für die ERV sowie für die FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung mitgewirkt. Wir möchten Ihnen an dieser Stelle nochmals ausdrücklich für den frühzeitigen Einbezug unserer Vereinigung in die Vorbereitungsarbeiten und den konstruktiven Dialog danken.

Die Schweizerische Bankiervereinigung (SBVg) unterstützt grundsätzlich eine schweizerische Umsetzung von Basel III, die sich inhaltlich und zeitlich an den Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht orientiert und die gleichzeitig bezüglich ausgewählter Aspekte den spezifischen schweizerischen Eigenheiten Rechnung trägt.

Durch die geplante Abschaffung des schweizerischen Standardansatzes (SA-CH) würde unserer Ansicht nach eine wichtige schweizerische Eigenheit nicht mehr zugelassen. Die Kosten einer Abschaffung in Form von Umstellungs- und Projektaufwand würden den entsprechenden Nutzen übersteigen. Die SBVg spricht sich daher ausdrücklich für einen dualen Ansatz mit entsprechender Wahlmöglichkeit aus, wobei der bewährte SA-CH parallel zum internationalen Standardansatz (SA-BIZ) beibehalten wird, und im SA-BIZ – wie im Anhörungsentwurf vorgeschlagen – die Multiplikatoren aufgehoben werden.

Zusätzlich unterbreiten wir Ihnen im Folgenden verschiedene Änderungsanträge in diversen Bereichen.

Unsere Stellungnahme gliedert sich in einen allgemeinen Bereich (Abschnitt A) sowie in Teilbereiche zur Eigenmittelverordnung (Abschnitt B) und zum FINMA Rundschreiben 13/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“ (Abschnitt C).

A. Allgemeines

Grundsätzlich unterstützen wir eine schweizerische Umsetzung von Basel III, die sich inhaltlich und zeitlich an den Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht orientiert und die gleichzeitig bezüglich ausgewählter Aspekte den spezifischen schweizerischen Eigenheiten Rechnung trägt.

Wir danken der FINMA für die Durchführung einer quantitativen Wirkungsstudie (QIS CH) zur Umsetzung von Basel III trotz sehr engem Zeitplan. Insbesondere begrüssen wir, dass neben den zu erwartenden Auswirkungen auf die Eigenmittelanforderungen der Banken auch Daten zu den Umstellungs- und Projektkosten, die im Rahmen der Umsetzung der neuen Kapitalvorschriften und insbesondere bei einer Abschaffung des SA-CH anfallen würden, erhoben wurden. Die Ergebnisse der QIS CH stellen eine wesentliche Komponente zur Abschätzung der Auswirkungen von Basel III in der Schweiz dar.

a) Fehlende Integration sämtlicher Regulierungsbestrebungen

Bezüglich der prozeduralen Abwicklung erachten wir es als problematisch, dass die verschiedenen inhaltlich und formal eng verknüpften Regulierungsbestrebungen im Bereich der Eigenkapitalregulierung nicht in koordinierter und integraler Form zur Anhörung gelangen. Ein Zusammenschluss der aktuellen eigenkapitalrelevanten

Regulierungsprojekte (Umsetzung von Basel III, antizyklischer Puffer, Eigenmittelunterlegung im Hypothekarbereich, TBTF-Ausführungsbestimmungen und FINMA-RS 2011/2 „Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung Banken“) in eine koordinierte ERV- / Rundschreiben-Revisionsrunde hätte es erlaubt, inhaltliche Schnittstellen sowie die kumulierten Auswirkungen der Regulierung besser zu erkennen und zu beurteilen. Auf diese fehlende Koordination haben wir bereits in unserer Stellungnahme zum FINMA-Rundschreiben 2011/2 vom 11.03.2011 zuhanden der FINMA hingewiesen. Wir möchten an dieser Stelle nochmals betonen, dass aus unserer Sicht die Inkraftsetzung des FINMA-Rundschreibens 2011/2 als Vorausaktion wenig angebracht war.

Wir begrüssen es jedoch, dass nun immerhin die Anhörungen zu den neuen Kapitalvorschriften, dem antizyklischen Puffer, der Eigenmittelunterlegung im Hypothekar-geschäft und der Verordnungsstufe TBTF zeitgleich vorliegen, was uns zumindest teilweise eine übergreifende Beurteilung der verschiedenen Regulierungsprojekte ermöglicht.

b) Abschaffung Standardansatz Schweiz (SA-CH) im Bereich Kreditrisiken

Die Abschaffung des Standardansatzes Schweiz (SA-CH) im Bereich der Kreditrisiken wurde der Nationalen Arbeitsgruppe als Arbeitshypothese vorgegeben. Wir haben dieser Planung im Sinne einer Arbeitshypothese zugestimmt, uns jedoch stets vorbehalten, unsere Haltung hierzu noch einer vertieften Überprüfung zu unterziehen. Selbstverständlich bedauern wir es jedoch, dass die Abschaffung des SA-CH in der NAG nie zur Diskussion gestellt worden ist und dass die eigentliche Grundsatzdebatte bezüglich dieser wichtigen Frage nun stattdessen in der Anhörung stattfinden muss. Wir erinnern in diesem Zusammenhang daran, dass Vertreter verschiedener Banken-gruppen im Rahmen der NAG mehrmals darauf hingewiesen haben, dass die Abschaffung des SA-CH für sie problematisch ist.

Nach eingehender Prüfung der Vor- und Nachteile einer Abschaffung des SA-CH und nach Rücksprache mit unseren Mitgliedern sind wir zum Schluss gekommen, dass die Argumente für die Abschaffung des SA-CH im Vergleich zu den anfallenden Kosten für die Umstellung nicht befriedigen können und dass wir uns daher klar für die Beibehaltung des SA-CH aussprechen.

Gemäss dem Erläuterungsbericht der Eidgenössischen Bankenkommission (EBK) zur Umsetzung von Basel II in der Schweiz vom September 2005 sollte „möglichst wenig am bewährten und überall installierten schweizerischen System geändert werden“ (Erläuterungsbericht EBK, S. 8). Dadurch wollte man einerseits an die bewährte – in einzelnen Teilen Basel II gegenüber sogar überlegene, weil risikosensitivere – schweizerische Regulierung anknüpfen und andererseits auch den Umstellungsaufwand bei den Banken möglichst gering halten. Am Gehalt dieser Argumentation bzw. an der Wünschbarkeit einer pragmatischen schweizerischen Umsetzung hat sich unserer Ansicht nach durch die Finanzkrise nichts geändert.

Gegenwärtig wendet eine überwiegende Mehrheit der Schweizer Banken den SA-CH an und wäre von dessen Abschaffung und von den daraus resultierenden Anpassungen und Kosten stark betroffen. Die Wirkungsstudie (QIS CH) geht von Umstellungskosten

von bis zu CHF 300'000 für kleinere und mittlere Banken und von tiefen einstelligen Millionenbeträgen für grosse Banken aus. Für alle betroffenen Banken ergeben sich kumuliert geschätzte Umstellungskosten von CHF 80 bis 100 Millionen.

Demgegenüber geht dieselbe Wirkungsstudie jedoch auch davon aus, dass sich mit der Abschaffung des SA-CH keine wesentlichen Veränderungen bezüglich der erforderlichen Eigenmittel ergeben sollten. Dieses Missverhältnis zwischen Kosten und Nutzen einer Abschaffung des SA-CH darf nicht einfach ignoriert werden. Insbesondere im derzeit schwierigen Marktumfeld (schwache Märkte, Frankenstärke, Regulierungsschub) gilt es, den Banken keine unnötigen zusätzlichen Kosten aufzubürden, ohne dass diesen ein messbarer Regulierungsnutzen gegenüber steht.

Die im Erläuterungsbericht des EFD (S. 17 f.) propagierten Zielsetzungen bezüglich Klarheit, Transparenz und Vergleichbarkeit werden mit dem gewählten Vorgehen ebenfalls nicht erreicht werden, da es gewisse Schweizer Eigenheiten im vorliegenden Entwurf gibt und auch in Zukunft geben wird, die nach nationalen Lösungen verlangen und die internationale Vergleichbarkeit beeinträchtigen.

Das Argument der besseren internationalen Vergleichbarkeit und Anerkennung, die durch die Abschaffung des SA-CH erreicht werden sollen, ist für die grosse Mehrheit der Banken, die den SA-CH verwenden, aufgrund ihrer inlandorientierten Geschäftsausrichtung ohnehin nicht relevant. In diesem Zusammenhang möchten wir gerne auch daran erinnern, dass die Vorgaben des Basler Ausschusses grundsätzlich nicht für kleine und mittlere, inlandorientierte Banken gedacht sind, sondern eine Initiative für die Harmonisierung der Eigenmittel- und Liquiditätsvorschriften für international aktive Banken darstellen.

Die Abschaffung von SA-CH verlangt wesentliche Anpassungen und verursacht hohe Umstellungskosten. Folgende Anpassungen sind beispielsweise notwendig:

- Berechnungen auf einzelnen Positionen innerhalb der Lombarddepots aufgrund des Wegfalls des Pauschalansatzes.
- Umstellung von der Methode der Restlaufzeit auf die Ursprungslaufzeit bei den Bankengeldern sowie den Kreditzusagen.
- Anpassung von verschiedenen Risikogewichten und Kreditäquivalenten.
- Wegfall der Möglichkeit, einen pauschalen Abzug von 75% der unter den Passiven bilanzierten Wertberichtigungen und Rückstellungen vorzunehmen. Dies hat eine Anpassung der Bilanzierungs- und Bewertungsrichtlinien durch die systemmässige Verrechnung der Forderungen mit den Wertberichtigungen sowie entsprechende systemtechnische IT-Anpassungen zur Folge.
- Keine Verrechnungsmöglichkeit zwischen negativen Wiederbeschaffungswerten aus Derivaten und dem Add-on und somit notwendige Aufrechnung des Add-on je Gegenpartei.

Bisher galt der Grundsatz, dass für kleine und mittlere Banken einfach anzuwendende Regeln gelten sollen. Die internationalen Vorschriften sind nicht klarer und teilweise gar sehr komplex, und sie sind nicht auf Schweizer Verhältnisse und Eigenheiten ausgerichtet. Mit den geplanten Anpassungen würde aus unserer Sicht für kleinere und mittlere Banken keine angemessene und pragmatische Lösung mehr bestehen.

Selbst wenn aus einer Anwendung des SA-CH tendenziell höhere Eigenkapitalanforderungen im Vergleich mit anderen Ansätzen resultieren sollten, dürfte dieser Nachteil durch den erheblichen Vorteil des Wegfalls einer Umstellung vom SA-CH auf den internationalen Standardansatz (SA-BIZ) überkompensiert werden.

Gleichzeitig wird der SA-BIZ, gemessen an den zu haltenden Eigenmitteln, gegenüber dem SA-CH attraktiver, und es wird für Banken mit SA-CH ein starker Anreiz geschaffen, auf den SA-BIZ umzustellen. Im Unterschied zur im Anhörungsentwurf vorgesehenen vorgeschriebenen und sofortigen Umstellung auf den SA-BIZ ist die Schaffung eines Anreizes zur Umstellung nicht nur aus Sicht der Umstellungskosten für die Banken sinnvoll, sondern entspricht auch allgemein anerkannten ökonomischen, marktwirtschaftlichen und staatspolitischen (Verhältnismässigkeit und Subsidiarität) Grundsätzen. Die jederzeitige freiwillige Umstellung von SA-CH auf SA-BIZ bzw. die Wahlmöglichkeit bezüglich der verschiedenen Ansätze soll mit diesem Vorschlag keineswegs eingeschränkt werden.

Sollte der SA-CH tatsächlich abgeschafft werden, so wäre es unserer Ansicht nach unumgänglich, gewisse der Anforderungen des SA-BIZ (z.B. Lombardkredite, Credit Valuation Adjustment (CVA) Eigenmittelunterlegung, Schwellenwerte bei Beteiligungsabzug etc.) nochmals gründlich zu überprüfen und an die Geschäftstätigkeiten und die technischen und personellen Möglichkeiten von kleinen und mittleren Banken anzupassen.

Zusammenfassend möchten wir festhalten, dass wir uns für die Beibehaltung des SA-CH, parallel zum neuen SA-BIZ, im Bereich der Kreditrisiken aussprechen, da uns die Kosten-Nutzen-Bilanz einer Abschaffung eindeutig nicht zu überzeugen vermag.

c) Rechtsvergleich mit der Europäischen Union (EU)

An mehreren Stellen im Erläuterungsbericht des EFD (Kapitel 5.4, 6.3 und 8.4) wird der schweizerische Entwurf zur Umsetzung von Basel III mit den entsprechenden Entwürfen der EU (CRD IV) verglichen. Zu unserem Bedauern ist der Vergleich jedoch sehr rudimentär ausgefallen und daher für die Zwecke des Rechtsvergleichs nur bedingt nützlich. Aus unserer Sicht wäre ein systematischer Vergleich mit den Ansätzen zur Umsetzung in der EU wie auch in weiteren Jurisdiktionen angezeigt gewesen.

Nach diesen grundlegenden Bemerkungen folgen im Weiteren unsere Kommentare zu den Entwürfen der ERV und des Rundschreibens 13/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“. Die Reihenfolge der Kommentare orientiert sich an den Artikelnummern und stellt keine Gewichtung oder Priorisierung dar.

B. Eigenmittelverordnung (ERV)

a) Hartes Kernkapital, anrechenbare Elemente (Art. 19 Abs. 1 Bst. e E-ERV)

- Gemäss Art. 19 Abs. 1 Bst. e E-ERV darf der Gewinn des laufenden Jahres nach Abzug des „geschätzten Gewinnausschüttungsanteils“ (Dividende) und bei Vorhandensein einer prüferischen Durchsicht als hartes Kernkapital angerechnet werden. Uns ist bewusst, dass dies keine Veränderung gegenüber der aktuellen Regelung darstellt. Jedoch sind wir der Ansicht, dass diese Vorschrift einer erneuten Überprüfung unterzogen werden muss.
- Die schweizerische Regelung ist nicht konsistent mit den Vorgaben des Basler Ausschusses („Basel III: A global regulatory framework for more resilient banks and banking systems“, S. 13, § 52), die vorsehen, dass Dividenden in Übereinstimmung mit den Rechnungslegungsstandards vom CET1 abgezogen werden müssen. Auch mit den diesbezüglichen Vorschlägen der EU („Vorschlag für eine Verordnung der EU über die Aufsichtsanforderungen an Kreditinstitute und Wertpapierfirmen“, Teil 1, Art. 24) ist der Schweizer Vorschlag nicht konsistent, da in der EU „voraussehbare“ Gewinnausschüttungsanteile vom Gewinn des laufenden Jahres abgezogen werden müssen. Gemäss allgemeiner Praxis sind „voraussehbare“ Dividenden diejenigen, die von der Generalversammlung genehmigt wurden.
- Neben der fehlenden Konsistenz und Vergleichbarkeit mit den Basler Empfehlungen und den Europäischen Vorgaben spricht noch ein weiterer Grund für eine Anpassung der schweizerischen Regelung. So könnte unseres Erachtens der Abzug von geschätzten Dividenden vom CET1 ein implizites Versprechen zur Ausschüttung einer Dividende sein. Dies steht jedoch im Gegensatz zu den Basler Kriterien für die bedingungslose Verlusttragfähigkeit von hartem Kernkapital („Basel III: A global regulatory framework for more resilient banks and banking systems“, S. 14 f.), wonach eine Bank nicht den Anschein erwecken darf, dass sie eine Ausschüttung plant.
- Weiter möchten wir darauf hinweisen, dass selbst im Erläuterungsbericht des EFD (S. 25) der Abzug „einer voraussehbaren Dividende gefordert“ wird und auf die EU Regelung abgestützt wird. Wir verstehen daher nicht, warum in der E-ERV immer noch „geschätzt“ anstatt „voraussehbar“ verwendet wird. Wir erwarten, dass sich die Schweiz hier an den Vorgaben der EU orientiert und Art. 19 Abs. 1 Bst. e E-ERV entsprechend anpasst.

b) Abschliessende Definition des Ergänzungskapitals (Art. 27 Abs. 4 E-ERV)

- Wir sind der Auffassung, dass die ERV abschliessend alle anrechenbaren Elemente des Ergänzungskapitals zu definieren hat. So gehören die stillen Reserven, die Wertberichtigungen und die Kapitalinstrumente von Kantonal- und Privatbanken nicht in die Kompetenz der FINMA, sondern auf Verordnungsebene. Die technischen Ausführungsbestimmungen für die Anrechenbarkeit von

zusätzlichen Elementen des Ergänzungskapitals sind nach unserer Ansicht auf Stufe ERV und nicht in Rundschreiben der FINMA festzulegen.

c) Behandlung aktivierte Software (Art. 29 Abs.1 Bst. c E-ERV)

- Die bisher geltende Ausnahme für aktivierte Software bei den Abzügen vom Kernkapital soll gemäss Art. 29 Abs. 1 Bst. c E-ERV aufgehoben werden. Dies hat zur Folge, dass aktivierte Software künftig vollständig vom harten Kernkapital in Abzug gebracht werden müsste. Wir bitten Sie zu prüfen, ob diese Ausnahme allenfalls beibehalten werden kann, insbesondere mit Blick auf die problematische Anreizwirkung in Bezug auf Investitionen in die IT-Infrastruktur der Banken.

d) Abzug vom harten Kernkapital, Beteiligungen (Art. 29 Abs. 1 Bst. j E-ERV)

- Der Verzicht auf die Anwendung von Schwellenwerten für den Abzug von Beteiligungen an konsolidierten Gruppengesellschaften auf Einzelinstitutsebene ist nicht konsistent mit den Vorschlägen des Basler Ausschusses. Dies erstens, weil Basel III grundsätzlich keine Regeln für Einzelinstitute vorsieht und zweitens, weil gemäss Basel III auf konsolidierter Stufe Schwellenwerte von 10 und 15% zur Anwendung kommen. Entsprechend sollte dies auch auf Einzelinstitutsstufe gelten.
- Stellt man einen Vergleich mit den Vorschlägen der EU („Vorschlag für eine Verordnung der EU über die Aufsichtsanforderungen an Kreditinstitute und Wertpapierfirmen“, Teil 1, Art. 46 Abs. 2 in Verbindung mit Art. 33 Abs. 1 Bst. h und i) an, so wird die vorgeschlagene schweizerische „Superäquivalenz“ noch deutlicher. Die Vorschläge der EU verbieten nämlich den Abzug von Beteiligungen an in die Konsolidierung einbezogenen Gruppengesellschaften bei der Berechnung der Eigenmittel auf Einzelinstitutsbasis gänzlich. Damit den schweizerischen Banken im internationalen Kontext kein übermässiger Nachteil erwächst, muss sich die schweizerische Behandlung von Beteiligungen in diesem Punkt an den entsprechenden Vorschlägen des Basler Ausschusses und der EU orientieren.

e) Freiwilliger CET1 Abzug (Art. 32d E-ERV)

- Der freiwillige und vollständige Abzug einer Position vom harten Kernkapital anstelle einer Betrachtung mit Risikogewichtung muss unbedingt beibehalten werden. Das EFD schreibt im Erläuterungsbericht (S. 37) selbst, dass es widersinnig wäre, wenn eine Bank für eine Position mehr als das Totalverlustpotential dieser Position in Eigenkapital halten müsste. Gemäss Bericht des EFD (S. 41) sieht auch die EU in ihrem Vorschlag für die CRD IV einen analogen Abzug vor. Auch wenn dieser freiwillige CET1 Abzug international als nicht konform eingestuft würde, so sollte die Schweiz an dieser Bestimmung

festhalten und deren Qualität nicht an der Beurteilung durch andere Staaten, sondern an deren Beitrag zur Zielerreichung messen.

f) Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen (Art. 33c E-ERV)

- Institute mit genehmigten Markt- oder Kreditrisikomodellverfahren müssen nach neuer Vorgabe in der Lage sein, auf Verlangen der FINMA eine Eigenmittelunterlegung nach Massgabe eines von der FINMA vorgegebenen Standardverfahrens parallel zum Modellverfahren zu berechnen. Dies bedingt, dass die Institute neben Know-how und Ressourcen für das Modellverfahren auch solche für das Standardverfahren vorhalten müssen.
- Wir beurteilen diese Vorgabe als unverhältnismässig, zumal die Modellansätze von der FINMA bewilligt werden müssen bzw. bereits bewilligt wurden und die von der FINMA festgelegten Voraussetzungen für die Genehmigung eines Modellverfahrens methodisch, prozessual und dokumentarisch anspruchsvoll sind.

g) Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten (Art. 41a E-ERV)

- Gemäss vorliegendem Entwurf werden zur Berechnung der neuen CVA Charge (Credit Valuation Adjustment) zwei Verfahren vorgegeben: Der fortgeschrittene Ansatz sowie der Standardansatz. Beide Berechnungsweisen, auch der Standardansatz, sind sehr komplex und erfordern umfangreiche System- und Datenanpassungen. Die QIS CH zeigte, dass die resultierenden Eigenmittelanforderungen aus der CVA Charge für kleinere und mittlere Institute in vielen Fällen vernachlässigbar sind. Wir bitten Sie daher, zu prüfen, ob ein zusätzlicher Ansatz ("einfacher Ansatz", "Pauschalansatz") eingeführt werden kann, der die neue Eigenmittelanforderung basierend auf einem in den Systemen verfügbaren Wert (Wiederbeschaffungswert, Add-on, Kontraktvolumen) bestimmt.

h) Berechnung Kreditäquivalent für börsengehandelte Derivate (Art. 42 Abs. 5 E-ERV)

- Die Anforderung, dass auch für börsengehandelte Derivate, welche für Kunden abgeschlossen werden, Kreditäquivalente berechnet werden müssen, stellt eine Neuerung dar, welche für die meisten Institute sehr grosse technische Anpassungen verursacht. Diese hohen Aufwendungen fallen an, ohne dass ein zusätzlicher Nutzen generiert wird. Bisher wurde für die Bestimmung des Exposure at Default (EAD) aus TOFF (Traded Options and Financial Futures) Kontrakten für Kunden üblicherweise auf die Margenanforderung gemäss Börsenmethode abgestellt, in vielen Fällen unter Anwendung von Skalierungsfaktoren für eine konservativere Betrachtungsweise. Gemäss den Vorgaben der

Börsen sind die Institute verpflichtet, mindestens die Margenanforderungen (gemäss Börsenmethode) weiterzubelasten. Neu soll nun nicht mehr auf dieses Exposure-Mass abgestellt, sondern ein weiteres Risikomass gemäss ERV berechnet werden.

- Wir empfehlen zu prüfen, ob die bisherigen Methoden beibehalten werden können und gemäss Art. 42 E-ERV für TOFF-Kontrakte wahlweise auf das Kreditäquivalent gemäss ERV oder die Margenanforderung gemäss Börsenmethode abgestellt werden kann. Dies vor dem Hintergrund, dass
 - die neue Methode technisch aufwendig ist;
 - dadurch für das operative Geschäft, bei dem die Berechnung der Margen nach Börsenmethoden zwingend ist, doppelte Berechnungen erforderlich werden;
 - die vorgeschlagene Berechnungsmethode keine risikoadäquatere Behandlung bewirkt als die bisherige;
 - sowie die vorgeschlagene Berechnungsmethode nicht zu höheren Eigenmittelanforderungen führt.

i) Streichung Multiplikatoren SA-BIZ / IRB (Art. 64 / Art. 65 Abs. 3 / Art. 67 Abs. 2 E-ERV)

- Wir begrüßen ausdrücklich die Streichung der Multiplikatoren im internationalen Standardansatz (SA-BIZ) gemäss Art. 64, für Banken, die den IRB verwenden, in Art. 65 Abs. 3 sowie für die Modelle SA-BIZ und IRB im Bereich der nicht gegenparteibezogenen Risiken in Art. 67 Abs. 2.
- Mit dieser Massnahme erfolgt ein wichtiger Schritt zur Erhöhung der internationalen Vergleichbarkeit der Kapitalkennziffern für international tätige Finanzinstitute bzw. für Finanzinstitute mit internationalen Aktionären. Eine wichtige und schwer kommunizierbare Benachteiligung der FINMA-regulierten Banken im internationalen Umfeld wird damit beseitigt.

j) Gruppeninterne Positionen in den Risikoverteilungsvorschriften (Art. 89 E-ERV)

- Wir begrüßen den Entscheid, die zwischenzeitlich vorgeschlagene Obergrenze von 100% für gruppeninterne Positionen wieder fallen zu lassen. Aufgrund der Erläuterungsberichte von EFD und FINMA (Kapitel 8.3.2) können wir nachvollziehen, dass die FINMA ein Instrument möchte, um die Ausnahme gemäss Art. 89 Abs. 1 E-ERV in besonderen, begründeten Fällen einschränken zu können. Wir sind jedoch der Ansicht, dass dafür kein eigener Absatz (1bis) in diesem Artikel benötigt wird, da der bestehende Art. 103 ERV und insbesondere dessen Abs. 2 Bst. d der FINMA bereits ausreichende Kompetenzen zur Einschränkung der Ausnahme überträgt.
- Sollte jedoch an Abs. 1bis von Art. 89 festgehalten werden, so erwarten wir, dass der Absatz wie folgt präzisiert wird:

Abs. 1bis

„Die FINMA ist befugt, die umfassende Ausnahme gruppeninterner Positionen nach Absatz 1 gegenüber im Ausland domizilierten Gruppengesellschaften in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken.“

- Diese Präzisierung soll den Überlegungen in den Erläuterungsberichten Rechnung tragen, wonach vor allem das Risiko, das grenzüberschreitenden Positionen anhaftet, begrenzt werden soll. Weiter würde durch diese Präzisierung klargestellt, dass die FINMA ihre eigene Aufsicht in jedem Fall als angemessen erachtet und daher kein Bedarf besteht, gruppeninterne Positionen zwischen im Inland domizilierten Gruppengesellschaften einzuschränken.
- Da die Behandlung gruppeninterner Positionen für viele Institute von höchster Relevanz ist, würden wir bei einer Beibehaltung von Abs. 1bis weiter erwarten, dass die entsprechenden Ausführungsbestimmungen rasch ausgearbeitet und die betroffenen Kreise frühzeitig und angemessen involviert und angehört würden.

k) Ausnahmen von der Gesamtposition (Art. 114 E-ERV)

- In den Erläuterungsberichten zu dieser Anhörung (Kapitel 2 und 8) wird mehrfach darauf hingewiesen, dass die schweizerischen Risikoverteiler-vorschriften auf der EU Regulierung betreffend Grosskredite (Richtlinie 2006/48/EG) basieren würden. Die Streichung der Anrechenbarkeit von Sicherheiten bei Mutter- und Schwestergesellschaften ist jedoch gerade nicht konsistent mit der Regelung der EU bezüglich Klumpenrisiken (Richtlinie 2006/48/EG, Art. 113 Abs. 3 Bst. g/h).
- Die Inkonsistenz zwischen schweizerischer und europäischer Umsetzung im Bereich der Anrechenbarkeit von Sicherheiten bei Mutter- und Schwestergesellschaften sollte aus unserer Sicht mit Blick auf die Vergleichbarkeit und auf die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Banken eliminiert und die schweizerische Lösung an die Vorgaben der EU angepasst werden.

l) Klumpenrisiken gegenüber Banken und Effekthändlern (Art. 115a E-ERV)

- Die Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber systemrelevanten Banken oder Finanzgruppen ist unseres Erachtens Teil der „Too big to fail“-Thematik und sollte daher auf den Vorschlägen der Expertenkommission zur Limitierung von volkswirtschaftlichen Risiken durch Grossunternehmen (Expertenkommission TBTF, Schlussbericht vom 30.09.2010) basieren.
- Die aktuell vorgesehene Einschränkung der privilegierten Obergrenze für Klumpenrisiken gegenüber systemrelevanten Banken wurde von der Expertenkommission TBTF so jedoch nicht vorgeschlagen. Vielmehr hat die

Expertenkommission die konsistente Risikogewichtung zu 100% (anstelle von 20% beim internationalen Ansatz oder von 25-150% beim Schweizer Ansatz) als für eine Entflechtung der Verbindungen im Finanzsektor ausreichend erachtet (Schlussbericht Expertenkommission, S. 36).

- Aus unserer Sicht stellt die Einschränkung für systemrelevante Banken gemäss Art. 115a E-ERV eine ungerechtfertigte Ungleichbehandlung und einen unzulässigen Eingriff in den Wettbewerb dar, da gewissermassen eine Plafonierung der von den systemrelevanten Banken maximal angebotenen Leistungen stattfindet.
- Dadurch kann die Verfügbarkeit von Dienstleistungen für nicht-systemrelevante Banken („business-to-business“ bzw. „bank for banks“) empfindlich getroffen werden. Gewisse Dienstleistungen, die nur ab einer bestimmten Grösse bzw. ab einem bestimmten Volumen angeboten werden können, müssten von nicht-systemrelevanten Schweizer Banken künftig im Ausland, bei allenfalls weniger stabilen und weniger gut überwachten Banken, bezogen werden, sobald ihr „Risikoverteilungskontingent“ bei systemrelevanten Schweizer Banken aufgebraucht ist.
- Wir glauben nicht, dass dies vom Gesetzgeber so gewollt sein kann und erwarten daher, dass diese Vorgabe gestrichen oder zumindest erheblich gelockert wird.

m) Anrechnung von Sicherheiten und Stresstesting sowie Konzentrationsrisiken (Art. 118 Abs. 5 E-ERV)

- Wie unter Punkt k) bereits festgestellt, stützt sich die schweizerische Regulierung für die Bestimmung, Rapportierung und Begrenzung von Klumpenrisiken auf die Vorgaben der EU. Nachdem die EU ihre Richtlinie 2006/48/EG in 2009 revidiert hatte, wurden auch die diesbezüglichen schweizerischen Vorschriften für den SA-BIZ per 01.01.2011 entsprechend angepasst.
- Bezogen auf die Vorgaben über die Konzentrationen im Sicherheitenportfolio erfolgte in der bisherigen ERV, nach ausführlicher Diskussion und Prüfung der schon damals ausführlichen und restriktiven EU-Vorgaben, eine pragmatische Umsetzung, indem Abs. 4 festhält: *„Sicherheiten dürfen nach dem Verfahren nach Absatz 2 oder 3 angerechnet werden, wenn die daraus entstandenen Konzentrationsrisiken angemessen begrenzt und überwacht werden“*. Die Angemessenheit wurde bisher im Rahmen der aufsichtsrechtlichen Prüfung beurteilt. Von diesem auf den Grundsatz und die Angemessenheit beschränkten Regulierungsansatz wird nun abgewichen und die EU-Vorgaben (Richtlinie 2006/48/EG, Art. 114) werden fast wortwörtlich und detailliert auf Stufe ERV übernommen.
- Die extensiven und komplexen Vorgaben sind jedoch von Instituten, welche keine Modellverfahren anwenden, nicht umsetzbar, da ein Stresstesting wie es

neu verlangt werden soll, nur mittels sophistizierter Risikomess-Systeme mit Bewertungsfunktionalitäten umgesetzt werden kann.

- Wir stimmen zwar dem Grundsatz gemäss bisheriger ERV zu, dass Konzentrationsrisiken im Deckungsportfolio begrenzt und überwacht werden sollen. Nicht sinnvoll scheinen uns jedoch die unter dem "Standardverfahren" unverhältnismässigen Detailvorgaben gemäss Art. 118 Abs. 5. Wir sind daher der Meinung, dass die bisherige Regelung beibehalten und auf die komplexen, schwer umsetzbaren Anforderungen gemäss Abs. 5 verzichtet werden soll.

n) Übergangsbestimmungen / Schlussbestimmungen (Titel 6a, Art. 125c ff. E-ERV)

- Die Implementierung der technisch sehr aufwendigen Anpassungen für verschiedene neue Methoden in den Standardverfahren innerhalb weniger Monate dürfte für viele kleinere und mittlere Institute kaum möglich sein. Dies betrifft insbesondere folgende Neuerungen:
 - CVA-Anforderung gemäss Art. 41a E-ERV;
 - Berechnung des Kreditäquivalentes von TOFF-Kontrakten mit Kunden analog OTC-Kontrakten gemäss Art. 42 E-ERV;
 - Anforderungen für Kreditrisiken und Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien gemäss Art. 56a E-ERV.
- Wir erachten es deshalb als angezeigt, zu prüfen, ob und unter welchen Bedingungen für einzelne Neuerungen in Ausnahmefällen längere Übergangsfristen gewährt werden können.

o) Übergangsfrist anrechenbare Eigenmittel (Art. 125c Abs. 4 E-ERV)

- Die Übergangsfrist für Kapitalinstrumente des zusätzlichen Kernkapitals und des Ergänzungskapitals ohne Vertragbestimmungen für die Verlusttragung im Zeitpunkt drohender Insolvenz („PONV-Klausel“, „point of non-viability“) wurde unnötigerweise beschränkt, so dass nur bis zum 31.12.2011 emittierte Kapitalinstrumente anrechenbar wären. Wir erachten diese Verschärfung gegenüber den Empfehlungen des Basler Ausschusses als überzeichnet, und die vorgebrachten Argumente für eine gegenüber Basel III vorgezogene Einführung überzeugen uns nicht. Wir schlagen vor, dass die Übergangsfrist für die Emission von nachrangigen Anleihen ohne PONV-Klausel analog den Basel III Texten (Annex „Minimum requirements to ensure loss absorbency at the point of non-viability“) auf den 31.12.2012 festgelegt wird.

C. FINMA-RS 13/x „Anrechenbare Eigenmittel Banken“

- In Randziffer 15.7 des Rundschreibens 13/x (Erläuterungsbericht FINMA, S. 39) wird eine Lösung vorgeschlagen, wie die Pensionsverbindlichkeiten gegenüber gewissen schweizerischen Fonds der beruflichen Vorsorge im regulatorischen Kapital abzubilden sind.
- Wir begrüßen die Verwendung einer nationalen Bewertung nach Swiss GAAP FER für Verpflichtungen gegenüber schweizerischen Vorsorgeeinrichtungen. Dieser Vorschlag ist unseres Erachtens sachgerecht, weil eine allfällig zu beseitigende Unterdeckung eines Fonds nach eben diesen Standards bemessen würde.
- Gemäss Vorschlag der FINMA soll die Abstützung auf Swiss GAAP FER jedoch lediglich dann möglich sein, wenn der Pensionsfonds gemäss schweizerischen Rechnungslegungsstandards keine Unterdeckung aufweist. Diese Vorgabe beurteilen wir als problematisch, da Swiss GAAP FER sowohl für schweizerische Fonds mit einer Überdeckung als auch für solche mit einer Unterdeckung eine zuverlässige Grundlage für die Berechnung der allfälligen Verpflichtungen einer Bank darstellt. Die vom harten Kernkapital bei einer Unterdeckung abzuziehende Verpflichtung sollte daher unserer Meinung nach immer nach Swiss GAAP FER berechnet werden können. Andernfalls könnte ein allenfalls signifikanter "Cliff-Effekt" entstehen, indem bei einer noch so geringen Unterdeckung des Fonds plötzlich nicht mehr auf Swiss GAAP FER abgestützt werden könnte und stattdessen auf die internationalen Standards gewechselt werden müsste.
- Insbesondere wenn eine Unterdeckung die Folge eines schwierigen wirtschaftlichen Umfeldes ist, sollte diese Problematik nicht auch noch auf die Bank übertragen werden, indem sie bei einer Unterdeckung nicht nur die Verpflichtung gegenüber dem Pensionsfonds vom harten Kernkapital abziehen muss, sondern die Verpflichtung durch den Wechsel auf den internationalen Rechnungslegungsstandards auch noch viel grösser ausfallen könnte, als bei Anwendung von Swiss GAAP FER.
- Deshalb schlagen wir vor, dass die Pensionsverpflichtungen für schweizerische Fonds, deren Altersrentenleistungen auf der Summe der effektiv geleisteten Beiträge (und Verzinsung) beruhen, durchwegs nach den Prinzipien von Swiss GAAP FER ermittelt werden und dass die Randziffer 15.7 wie folgt anzupassen ist:

„Einzig für die ausgewiesenen Verpflichtungen der Bank gegenüber in der Schweiz organisierten beruflichen Vorsorgeeinrichtungen kann von den Beträgen gemäss Rechnungslegung unter Anwendung international anerkannter Standards abgewichen und die Bewertung gemäss Swiss GAAP FER 26 ersatzweise übernommen werden, sofern folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

- *Die Altersrentenleistungen der Vorsorgeinstitution basieren auf der effektiv geleisteten Summe der Beiträge von Arbeitgeber und Arbeitnehmer zuzüglich Verzinsung (Beitragsprimat);*
- *[Streichung zweiter „bullet point“].*

- Neben der Streichung des zweiten „bullet point“ schlagen wir vor, statt explizit auf FER 26 allgemeiner auf Swiss GAAP FER Bezug zu nehmen. Während nämlich FER 26 zur Ermittlung einer Unter- oder Überdeckung eines Pensionsfonds angewendet wird, behandelt FER 16 die Rechnungslegung über die tatsächlichen wirtschaftlichen Auswirkungen von Vorsorgeverpflichtungen auf den Arbeitgeber, d.h. die allenfalls zu Lasten der Bank notwendigen Kapitalzuschüsse an die Vorsorgeeinrichtung, sobald konkrete Sanierungsmassnahmen beschlossen werden.

Wir danken Ihnen im Voraus für die wohlwollende Prüfung unserer Anliegen. Für weitergehende Erörterungen unserer Stellungnahme sowie für Rückfragen stehen wir Ihnen selbstverständlich gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Bankiervereinigung



Claude-Alain Margelisch



Markus Staub



II. Departement

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3013 Bern

Bundesplatz 1
CH-3003 Bern
Telefon +41 31 327 02 11
Fax +41 31 327 02 21
<http://www.snb.ch>

Bern, 16. Januar 2012

Finanzstabilität

Stellungnahme der SNB zur Anhörung "FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung"

Sehr geehrte Frau Schöb

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, im Rahmen der Anhörung zum neuen FINMA-Rundschreiben (RS) 13/x „Anrechenbare Eigenmittel“ und den vorgeschlagenen Änderungen der FINMA-RS 08/19, 08/20, 08/22 und 08/23 Stellung zu nehmen. Unsere Stellungnahme betrifft das neue FINMA-RS 13/x „Anrechenbare Eigenmittel“ und die vorgeschlagenen Änderungen im FINMA-RS 08/23 „Risikoverteilung Banken“.

1) FINMA-RS 13/x „Anrechenbare Eigenmittel“

Für die Nationalbank ist es zentral, dass das Wandlungskapital den internationalen Mindeststandards genügt. Nur so kann sichergestellt werden, dass das in der Schweiz anrechenbare Wandlungskapital international auf breite Akzeptanz stossen wird und sich ein ausreichend grosser Sekundärmarkt entwickeln kann. Zurzeit werden international nur Instrumente anerkannt, welche die Verpflichtung durch Wandlung in hartes Kernkapital oder durch Forderungsverzicht vollständig und dauerhaft untergehen lassen („Fully convert to Common Equity Tier 1 through a *permanent* write-off or conversion to common shares¹). Systemrelevante Banken können in der Schweiz daher auch nur Instrumente anrechnen lassen, welche diesen Anforderungen genügen. Dasselbe sollte für alle Banken gelten.

Aus diesen Überlegungen schlägt die Nationalbank deshalb vor, RZ 6.19 wie folgt anzupassen:

- „Der Forderungsverzicht kann sich auf einen Teil des Nominalbetrages beschränken muss vollständig sein.“

¹ Basler Ausschuss, Global systemically important banks: assessment methodology and the additional loss absorbency requirement, November 2011, Seite 26, Annex3 Ziffer 1. <http://www.bis.org/publ/bcbs207.pdf>. Auch das Standard Term Sheet der Europäischen Bankenaufsichtsbehörde verlangt eine vollständige und dauerhafte Wandlung. <http://www.eba.europa.eu/capitalexercise/2011/2011-EU-Capital-Exercise.aspx>.

- Wenn der Forderungsverzicht vollständig sein muss, werden die RZ 6.20 – 6.26 hinfällig.

Die Nationalbank argumentiert, dass auch die Möglichkeiten für eine Teilnahme an der Erholung für alle Banken gleich geregelt und somit auf Optionselemente beschränkt sein sollten. Denn Gewinnanteilsrechte können zu ähnlichen Problemen führen wie bei den bisherigen hybriden Instrumenten. Bei diesen Instrumenten hätten die Banken die Zinszahlung aussetzen können, wodurch die Investoren einen, wenn auch kleinen, Teil der Verluste getragen hätten. Die Banken haben jedoch bewusst auf diese Möglichkeit verzichtet, um für Investoren attraktiv zu bleiben.

Die Nationalbank schlägt deshalb vor, den Abschnitt *Teilnahmepotential bei Erholung der Bank (5.2.8.6)* im Anhörungsbericht folgendermassen zu ergänzen:

- „Dazu sind Optionselemente („Warrants“) zulässig, dürfen aber nicht mehr Gewinnpotenzial bieten als Aktien der ausgebenden Gesellschaft. Insbesondere unzulässig wäre die Verbindung von Forderungsverzichten mit künftigen Gewinnanteilsrechten.“

Entsprechend müsste RZ 6.27 wie folgt ergänzt werden:

- „Ein allfälliger Anteil des Investors an einer Besserung der finanziellen Lage der Bank nach einem erfolgten Forderungsverzichts in Form von Optionselementen („Warrants“)“

Unten ist noch ein redaktioneller Kommentar aufgeführt:

- RZ 10 verweist auf Art. 28 Abs. 5 ERV. Im E-ERV hat Art. 28 aber nur vier Absätze.

2) FINMA-RS 08/23 „Risikoverteilung Banken“

Aus Perspektive der Finanzstabilität begrüsst die SNB die vorgeschlagene Begrenzung der Interbankforderungen gegenüber systemrelevanten Banken, die eine tragende Säule für die Lösung der TBTF-Problematik darstellt. Dadurch werden bei einem allfälligen Ausfall einer systemrelevanten Bank direkte Ansteckungseffekte reduziert.

Wie bereits vor Eröffnung dieser Anhörung angedeutet, ist die Nationalbank jedoch der Ansicht, dass die Revision einen Schritt weiter Richtung Harmonisierung mit der aktuellen EU-Richtlinie² gehen sollte. Konkret sollte mit einer Ergänzung der ERV sichergestellt werden, dass gegenüber systemrelevanten Banken für Positionen auf Sicht und *Overnight* keine Erleichterungen gewährt werden. Die vorliegende Fassung der E-ERV in Kombination mit dem Rundschreiben würde Banken erlauben, gegenüber einer einzelnen Gegenpartei ungedeckte Positionen aufzubauen, die bis zu über 300% ihrer anrechenbaren Eigenmittel betragen.

Ohne Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken wäre das Klumpenrisiko einer Bank gegenüber einer systemrelevanten Bank,

² Siehe Directive 2006/48/EC.

unabhängig von der Laufzeit der Position und des Ratings der systemrelevanten Bank auf 25% der Eigenmittel beschränkt. Dadurch wird sichergestellt, dass im Sinne des Schweizer Lösungsansatzes zur Entschärfung der TBTF-Problematik der staatliche Rettungszwang bei drohender Insolvenz einer systemrelevanten Bank effektiv reduziert wird.

Im Detail erachtet die Nationalbank diese Anpassung aus folgenden Gründen als notwendig:

- Die vorliegende Fassung erlaubt Banken kurzfristige, ungedeckte Positionen gegenüber einer systemrelevanten Bank zu halten, die bis zu über 300% ihrer anrechenbaren Eigenmittel betragen. Dadurch entsteht ein aus Sicht der TBTF-Problematik nicht tragbares Ansteckungspotenzial. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken würde dieses Ansteckungsrisiko auf ein akzeptables Niveau reduziert.
- Die vorliegende Fassung führt zur paradoxen Situation, dass Banken in der Schweiz sich gegenüber einer systemrelevanten Bank stärker exponieren können als Banken innerhalb der EU gegenüber irgendeiner Bank. Die aktuellen Richtlinien der EU in Anwendung seit 31. Dezember 2010 sehen für kurzfristige Positionen keine grundsätzlichen Ausnahmen mehr vor. Die Aufhebung der Erleichterungen würde somit einen Schritt Richtung angestrebte Kompatibilität mit den einschlägigen internationalen Referenzstandards darstellen.
- Die vorliegende Fassung führt zur paradoxen Situation, dass bei grösseren Banken die maximal zulässige Höhe von sehr kurzfristigen Positionen gegenüber systemrelevanten Banken im Verhältnis zu den anrechenbaren Eigenmitteln grösser sein kann als bei kleineren Banken. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken wäre dieses Problem gelöst.
- Die Reduktion der allgemeinen Klumpenrisikoobergrenze gegenüber systemrelevanten Banken mit gleichzeitiger Beibehaltung der Erleichterung für Positionen auf Sicht und *Overnight* erhöht den Anreiz, für die Finanzierung am Interbankenmarkt noch stärker als bisher sehr kurzfristige Positionen einzugehen. Ohne die Erleichterungen für Positionen auf Sicht und *Overnight* gegenüber systemrelevanten Banken würde dieser Anreiz entfallen.
- In der aktuellen Situation hätte die Einführung dieser Massnahme keine Folgen für die potenziell betroffenen Banken. Die beiden Grossbanken UBS und Credit Suisse, die gemäss TBTF Expertenbericht³ klar als systemrelevant einzustufen sind, weisen zurzeit Ratings auf, die keine Anwendung der Erleichterungen auf Sicht und *Overnight* mehr erlauben. Die Aufhebung dieser Erleichterungen würde somit aktuell für den Schweizer Bankensektor keine zusätzliche Einschränkung bedeuten. Mittelfristig, bzw. falls sich die Ratings dieser Banken wieder erholen sollten, würde diese Massnahme jedoch die potenzielle Gefahr einer durch einen Ausfall einer systemrelevanten Bank ausgelösten Systemkrise signifikant reduzieren.

³ Schlussbericht der Expertenkommission zur Limitierung von volkswirtschaftlichen Risiken durch Grossunternehmen, September 2010.

Die SNB setzt sich darum ein, dass die ERV folgendermassen ergänzt wird:

- Art. 103 Absatz 3: Keine Erleichterungen im Sinne von Absatz 2 Buchstabe g dürfen gewährt werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um eine national oder international als systemrelevant bezeichnete Bank oder Finanzgruppe handelt.

Entsprechend schlägt die SNB deshalb vor, RZ 12.1 wie folgt anzupassen:

- „In Abweichung von Art. 115 Abs. 1 ERV und in Anwendung von Art. 103 Abs. 2 Bst. g ERV wird der Risikogewichtungssatz für Positionen auf Sicht und Over-night gegenüber einer Bank nach Art. 49 Abs. 2 Ziff. 4 ERV i.V.m. Art. 55 Abs. 1 ERV mit einem Rating der Ratingklassen 1 oder 2, sofern es sich dabei nicht um eine national oder international als systemrelevant bezeichnete Bank handelt, sowie gegenüber Kantonalbanken, für deren sämtliche nicht nachrangige Verbindlichkeiten der Kanton haftet, wie folgt festgesetzt:“

Für Rückfragen stehen wir Ihnen selbstverständlich gern zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen
Schweizerische Nationalbank



Dr. Robert Bichsel
Leiter Bankensystem



Dr. Jürg Blum
Leiter Systemrelevante Banken

Kopie:

Daniel Roth, Generalsekretariat EFD

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Basel, 13. Januar 2012 / ji

**Anhörung:
Eigenmittelverordnung, FINMA-Rundschreiben zu anrechenbaren
Eigenmitteln, Markt- und Kreditrisiken, Offenlegung und Risikoverteilung**

Sehr geehrte Frau Schöb

Im Rahmen der vorerwähnten Anhörung unterbreiten wir Ihnen nachstehend unsere
Stellungnahme zu den geplanten Änderungen:

Von der grundsätzlichen Stossrichtung her begrüssen wir die vorgeschlagenen
Massnahmen und erachten diese als sinnvoll. Die Gründe und Absichten der
vorgeschlagenen neuen Regelungen sind nachvollziehbar.

Für unser Institut werden die vorgeschlagenen Regelungen jedoch Konsequenzen
haben, die so von Ihrer Behörde möglicherweise nicht gewollt und nicht
vorhersehbar waren. Als „kleine Bank“ verfügen wir über eine
Eigenkapitalausstattung von rund CHF 63 Mio., die weit, d.h. rund CHF 47 Mio. über
den geforderten Werten von CHF 16 Mio. liegt. Allerdings halten wir für unsere
Kundschaft auch liquide Mittel, welche weit über den Normwerten liegen, d.h. bei
einem Eigenkapital von rund CHF 63 Mio. halten wir – zumindest phasenweise –
Liquidität im Gegenwert von mehr als CHF 600 Mio., welche es in sicherer und
geeigneter Form bei ausgewählten Gegenparteien anzulegen gilt. Die
überdurchschnittliche Liquidität ist darauf zurückzuführen, dass wir für unsere
Aktionäre eine bedeutende Zahl von Roche-Aktien verwahren, auf welchen jährlich
Dividendenzahlungen anfallen.

Scobag Privatbank AG

Gartenstrasse 56
Postfach
CH – 4010 Basel

T +41 [0]61 205 12 12
F +41 [0]61 205 12 79
I www.scobag.ch

Die geplanten neuen Risikoverteilungsvorschriften würden für uns in diesem Bereich tiefgreifende Konsequenzen haben. Während wir bislang gestützt auf die 8% Gewichtung gemäss Rz 16 des FINMA-RS 08/23 theoretisch bis zu CHF 197 Mio. Interbankanlagen bei einer Gegenpartei tätigen konnten, werden solche Anlagen in Zukunft auf die Höhe der anrechenbaren Eigenmittel beschränkt, d.h. wir werden nur noch rund CHF 63 Mio. pro Gegenpartei anlegen können. Diese Regelung führt an sich zu einer sinnvollen und für uns tragbaren Risikoverteilung, hingegen hat die vorgesehene Einschränkung in Bezug auf die systemrelevanten Banken eine für uns nicht erwünschte Konsequenz zur Folge. Wir dürften gemäss den geplanten neuen Vorschriften gerade noch rund CHF 15.75 Mio. bei den als systemrelevant eingestuftem Gegenparteien platzieren. Nach unserer Einschätzung beeinflusst bei normalen Gegebenheiten die Systemrelevanz die Bonität eines Instituts grundsätzlich nicht. Die geplanten Vorschriften legen den Schluss nahe, dass systemrelevante Banken bonitätsmässig tiefer einzustufen sind als nicht-systemrelevante Institute.

Die geplanten Vorschriften zwingen uns dazu, die Liquidität bei Drittparteien anzulegen, deren Bonität möglicherweise schlechter eingestuft werden muss als diejenige eines systemrelevanten Instituts. Trotz einer potentiell tieferen Bonitätseinschätzung eines solchen Drittinstituts dürfen wir bei einer solchen Gegenpartei rund CHF 47.25 Mio. mehr anlegen als bei einem von uns bonitätsmässig besser eingestuften systemrelevanten Institut. Diese Vorgaben könnten uns vor allem bei der Platzierung von Kundengeldern in Fremdwährungen im Ausland ein Problem bereiten, da wir hier jeweils mehrheitlich auf die Bonität grosser Institute vertraut haben, welche nun als systemrelevant eingestuft werden. Da wir das Kreditgeschäft nur in einem unbedeutenden Umfang betreiben, sind wir gezwungen, Kundengelder bei Drittinstituten zu platzieren. Aufgrund der eingeschränkten Auswahl an Gegenparteien sowie aufgrund der vorgesehenen betragsmässigen Beschränkungen der Anlagen kann möglicherweise keine angemessene Verzinsung von Kundenguthaben sichergestellt werden, was unsere Konkurrenzfähigkeit beeinträchtigen könnte.

Hinzu kommt, dass wir bestimmte Geschäfte (Akkreditive, Devisentermingeschäfte, etc.) bislang vornehmlich über Grossbanken abwickeln. Diese Geschäfte werden beeinträchtigt oder gar verunmöglicht.

Im Gesamtkontext ist aus unserer Sicht zudem zu befürchten, dass bei systemrelevanten Instituten ein Liquiditätsabzug und eine Verlagerung der Liquidität zu nicht systemrelevanten Instituten stattfinden. Die Auswirkungen dieser Liquiditätsverschiebungen auf das Kreditgeschäft wären genauer zu untersuchen.

Aufgrund dieser Probleme würden wir es begrüßen, wenn die vorgesehenen Regelungen für Overnight-Anlagen mindestens auf Wochenanlagen ausgedehnt werden könnten und die für systemrelevante Banken vorgesehene 25%-Limite bei kleinen Banken aufgehoben oder auf mind. 50% angehoben werden könnte.

Eine weitere massive Einschränkung ergibt sich im Kreditgeschäft. Dieses wird durch unser Institut wie vorstehend bereits erwähnt nur sehr zurückhaltend und eingeschränkt betrieben. Dennoch gibt es vor allem im Zusammenhang mit unserem Aktionariat Lombardkredit-Engagements. Mit der vorgeschlagenen neuen Risikogewichtung von 100% werden solche Lombardkredite grundsätzlich auf rund CHF 15.75 Mio. pro Gegenparteiengruppe eingeschränkt. Eine Lombardkreditlimite von CHF 15.75 Mio. wird jedoch in einzelnen Fällen für unsere Aktionäre nicht ausreichen. Dies kann dazu führen, dass wir unseren Aktionären keine bedürfnisgerechten Kreditlimiten zur Verfügung stellen können, was im Extremfall die Existenzberechtigung unseres Instituts tangieren könnte. Als Alternative steht die Einführung des einfachen oder des umfassenden Ansatzes gemäss Art. 48 ERV zur Verfügung, welche u.U. dazu beitragen könnten, im Einzelfall höhere Kreditlimiten zu sprechen. Die Einführung eines solchen Systems ist jedoch mit Aufwand und Kosten verbunden, welche angesichts des bei uns insgesamt marginalen Kreditgeschäftes unverhältnismässig sind.

Insgesamt können wir die Stossrichtung der vorgeschlagenen Regelungen nachvollziehen und begrüssen diese auch. Allerdings muss aus unserer Sicht die Möglichkeit gegeben sein, in begründeten Ausnahmefällen von den Vorschriften abzuweichen. Es sollte daher eine klare Regelung geschaffen werden, welche das Vorgehen, die Art und den Umfang der Ausnahmen definiert. Die vereinfachte Anwendung gemäss Art. 15 ERV sowie die Übergangsbestimmung von Art. 125b ERV sind zwar begrüssenswert, jedoch für unsere Bedürfnisse nicht ausreichend. Aus unserer Sicht sollte die FINMA die Kompetenz erhalten, Abweichungen von den Risikoverteilungsvorschriften und von den Risikogewichtungen im Kreditgeschäft auf begründetes Gesuch hin zuzulassen, sofern die Abweichungen aufgrund der konkreten Umstände des Einzelfalls als geboten erscheinen, keine konkrete Gefährdung der finanziellen Stabilität der Bank darstellen und den Rahmen und die Eckwerte der bisher geltenden Regelungen nicht überschreiten.

Angesichts der absehbaren Probleme behalten wir uns bereits jetzt vor, die FINMA zum gegebenen Zeitpunkt um Ausnahmen gemäss Art. 125b ERV und gemäss Art. 15 ERV zu ersuchen.

Mit freundlichen Grüssen

Scobag Privatbank AG

Dr. Thomas Staehelin
Verwaltungsratspräsident

Dr. Bruno Dallo
Vorsitzender der Geschäftsleitung

Anhörung über die neuen Basel III Eigenmittelvorschriften: FINMA-RS 2008/19 „Kreditrisiken Banken“

Rz	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
4.2	Ihre Ratings können in der Folge für die Unterlegung von Kredit- und Marktrisiken in der Positionsklasse Zentralregierungen und Zentralbanken Art. 49 Abs. 2 Ziff. 1 ERV analog den Ratings von anerkannten Ratingagenturen verwendet werden.	Sprachliche Anpassung.
15	... Auch darf die einmal getroffene Entscheidung, Ratings <u>einer oder mehrerer Ratingagenturen für einzelne oder mehrere Marktsegmente</u> zu verwenden, nicht willkürlich geändert werden.	Vorschlag zur Präzisierung in Anlehnung an FAQ 28 unter Basel II.
213 – 216	... mit einem Risikogewicht kleiner oder <u>gleich dasjenige</u> des Referenzschuldners; ...	Sprachliche Anpassungen.
216	Sonstige juristische Personen mit externem Rating, ausser die Absicherung erfolgt in Bezug auf eine Verbriefungsposition. Zu diesen juristischen Personen zählen auch Muttergesellschaften, Tochtergesellschaften und Konzerngesellschaften mit mit einem Risikogewicht kleiner oder gleich dasjenige des Referenzschuldners.	Sprachliche Anpassungen.
216.1		Ausführungen sprachlich unklar. Bitte neu formulieren.
396	w_i ist die Gewichtung der Gegenpartei „i“ auf der Basis ihres externen Ratings gemäss der <u>nachstehenden</u> Tabelle <u>in Rz 398</u> w_{ind} ist die Gewichtung für Index-Absicherungen. Die Bank muss jedem Index „Ind“ auf Basis des durchschnittlichen Spread eine von sieben Gewichtungen w_i der <u>untenstehenden</u> Tabelle <u>gemäss Rz 398</u> zuordnen. ...	Der Verweis auf die Tabelle sollte genau angebracht werden. Die Abkürzungen sollten einheitlich dargestellt werden (Beispiele: M_i und M_i ; B_i und B_i ; CVA Risiko und CVA-Risiko). Die Ausführungen zur Berechnung der Eigenmittelanforderungen der CVA's sind sehr technisch ausgefallen und sie dürfte für viele Banken schwer verständlich sein. Um eine einheitliche Handhabung und vor allem ein einheitliches Verständnis zu gewährleisten wären weitere Ausführungen und Beispiele nützlich.

Rz	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
397	... in einem Index enthalten ist der als Basiswert ...	Sprachliche Anpassung.
398	Die in dieser Tabelle angegebenen Gewichtungen basieren auf dem externen Rating der Gegenpartei. <u>Beim Vorliegen von zwei oder mehreren unterschiedlichen Ratings pro Gegenpartei gelten für die Ermittlung der anzuwendenden Gewichtung die Bestimmungen von Rz 6 sinngemäss. Gewichtet eine Bank die Positionen ohne die Verwendung externer Ratings oder liegt zur Gewichtung einer Position kein Rating einer anerkannten Ratingagentur vor, so sind die Gewichte der Ratingklasse «ohne Rating» zu verwenden.</u>	Es sollte klargestellt werden, welche Ratings resp. Gewichtungssätze w_i genau anzuwenden sind, falls für eine Gegenpartei von den verschiedenen in der Bank verwendeten Agenturen unterschiedliche Ratings vorliegen oder falls eine Bank auf eine Risikogewichtung mittels externer Ratings verzichtet.
399	... Eine neue Version...	Sprachliche Anpassung.
399 ff.		Wir gehen davon aus, dass dieses Kapitel in der definitiven Version noch überarbeitet wird. Ansonsten ist zumindest ein klarer Verweis anzubringen, welche Kapitel/Paragrafen des definitiven Papiers anwendbar sein werden.
400		Einleitender Rz zu den Rz 400 und 401 fehlt.
401	... dem Garantiefonds von zentralen Gegenpartien ...	Sprachliche Anpassungen.
402	...im Zusammenhang mit börsenkotierten... ... die CVA-Eigenmittelanforderung entfällt.	Sprachliche Anpassungen.

Anhörung über die neuen Basel III Eigenmittelvorschriften: FINMA-RS 2008/20 „Marktrisiken Banken“

Rz	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
155.2	<p><u>≤ 1 Monat</u> <u>> 1 Monat ≤ 3 Monate</u> <u>> 3 Monate ≤ 6 Monate etc.</u></p>	<p>Im derzeitigen Entwurf des RS ist unklar, in welchem Laufzeitenband eine Fristigkeit von z.B. genau 1 Monat einzurechnen ist (Laufzeitenband / 0-1 Monat / 1-3 Monate). Die Grenzen der Laufzeitenbänder sollten eindeutig bezeichnet werden.</p>
156		<p>Art. 75 Abs. 2 E-ERV lässt der Bank die Wahl, ob sie das Laufzeitbandverfahren oder das vereinfachte Verfahren zur Bestimmung der Mindestanforderungen für das Rohstoffrisiko anwenden will.</p> <p>Im RS sollte klargestellt werden, ob es zulässig ist, die Berechnungen für einzelne Rohstoffe bspw. nach dem Laufzeitbandverfahren und für andere Rohstoffe nach dem vereinfachten Verfahren vorzunehmen.</p>

Anhörung über die neuen Basel III Eigenmittelvorschriften: FINMA-RS 2008/22 „EM Offenlegung Banken“

Rz	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
Anhang 2 Mustertabelle 1		Aufgrund der zahlreichen Positionen in der Mustertabelle sollte es zulässig sein, Zeilen ohne Werte nicht aufzuführen. Eine entsprechende Fussnote sollte dies klarstellen.
Basler Ausschuss	Consultative Document: “Definition of capital disclosure requirements”	Das Rundschreiben muss zu einem späteren Zeitpunkt an die definitiven Bestimmungen des Basler Ausschusses (zumindest für die international tätigen Banken) angepasst werden.

Anhörung über die neuen Basel III Eigenmittelvorschriften: FINMA-RS 2013/xx „Anrechenbare Eigenmittel Banken“

Rz	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
4	...nach einem international anerkannten Standard erstellt.	Präzisierung.
5	--	Der Term „die Berechnungen“ sollte präzisiert werden (welche Berechnungen sind exakt angesprochen? Die Berechnung der erforderlichen und anrechenbaren Eigenmittel?).
6		Verweis unter Teil 1 unklar (Rz 6.1-6-58)
6.4	Darf Partizipationskapital aufgrund der Bestimmungen von Rz 6.1– 6.2 6.3 nicht dem CET1 zugerechnet werden, kann es als zusätzliches Kernkapital (AT1) angerechnet werden, sofern es die Kriterien für AT1 erfüllt. Als Gesellschaftskapital muss Partizipationskapital jedoch keine explizite, vertraglich geregelte Verlusttragung (Wandlung oder Forderungsverzicht) enthalten.	Rz 6.3 enthält ebenfalls Bedingungen für die Anrechnung von Partizipationskapital als CET1 (Vorrechte gegenüber Aktien-/Dotationskapital). Wenn diese Bedingungen nicht erfüllt sind, darf das Partizipationskapital zwar nicht als CET1 angerechnet werden, eine Anrechnung als AT1 sollte jedoch möglich sein, weshalb die Referenz aus Gründen der Klarheit geändert werden sollte.
6.9	... Der andere Kapitalbestandteil <u>ist wäre</u> somit dem AT1 zuzurechnen.	Ein Regulierungstext darf bei Regelverschärfungen nicht im Konjunktiv formuliert sein.
6.10	Gemäss dem Grundsatz von Rz 6.9 ist entsprechend den konkreten Verhältnissen selbst die Kommanditeinlage nicht ohne weiteres CET1: Sollte <u>sie die Kommanditeinlage konkret</u> bei Fortführung des Geschäftsbetriebes erst nach den Kapitalkonten verlusttragend sein, <u>wäre ist sie die Kommanditeinlage konsequenterweise als AT1 anzurechnen</u> (ungeachtet der anderslautenden Formulierung in Art. 21 Abs. 1 E-ERV).	Ein Regulierungstext darf bei Regelverschärfungen nicht im Konjunktiv formuliert sein.
6.11	<u>Ein Verbot der Die</u> Vorzugsausschüttung für CET1-Kapitalbestandteile von Privatbankiers <u>ist zulässig gibt es nicht</u> , wenn dadurch ein Entgelt für die unbeschränkte Haftung geleistet wird.	Klarstellung.
6.15 gemäss Rz <u>6.3</u> – 6.5	Anpassung in der Darstellung.
6.41	... <u>oder ähnlichen</u> Hilfsmassnahmen <u>en...</u>	Sprachliche Anpassungen.

Rz	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
6.43	... Nicht als Unterstützung zu <u>betrachten sind</u> Handlungen ...	Sprachliche Anpassungen.
6.48	... Insbesondere, wenn Referenzen...	Bitte Satz neu formulieren (nicht klar verständlich).
6.50	Banken, die den SA-BIZ anwenden, können Wertberichtigungen für Ausfallrisiken, die weder einem bestimmten Kreditnehmer noch einer bestimmten Position zugeordnet werden konnten (Pauschalwertberichtigungen zur Deckung von latenten Risiken), bis zu höchstens 1,25 Prozent der Summe der nach dem SA-BIZ gewichteten Positionen (für das Kreditrisiko gemäss Art. 38 E-ERV 37 ERV) an das T2-Kapital anrechnen.	Art. 33 Abs. 2 Bst. a E-ERV bezeichnet als Mindestanforderung für Kreditrisiken die nach ihrem Kreditrisiko gewichteten Positionen gemäss Art. 37 sowie die nicht abgewickelten Transaktionen nach Art. 63.
9.1	Gemäss Art. 28 Abs. 5 ff. ERV (Allgemeines zu Korrekturen im regulatorischen Kapital) ist die Berechnung des CET1 respektive des AT1 bei Abschlüssen nach einem internationalen anerkannten Standard zu ergänzen.	Art. 28 Abs. 5 existiert in der ERV nicht mehr.
15.1 ff.	Ausführungen unter C. zu den wesentlichen Korrekturen	Die Ausführungen zu den Korrekturen sind sehr allgemein und knapp ausgefallen. Um Interpretationsdifferenzen zu vermeiden sollen die Ausführungen ausgedehnt werden. Es betrifft: <ul style="list-style-type: none"> a) Positive Bewertungsdifferenzen bei Renditeliegenschaften (Bezug der positiven Bewertungsdifferenz?) b) Positive Bewertungsdifferenzen bei den übrigen Sachanlagen (Bezug der positiven Bewertungsdifferenz?) c) Abzug sonstiger Bewertungsdifferenzen (Bestimmung?) d) Behandlung der Available-for-Sale-Securities (allenfalls unter Rz 11 zu regeln) e) Klarere Ausführungen zur Behandlung des OCI (allenfalls unter Rz 11 zu regeln) f) Fremdwährungsumrechnung im OCI g) Evt. Diskontierungseffekte
21	... innerhalb von zwei Monaten nach dem Halbjahresabschluss erstellt <u>und der FINMA eingereicht werden.</u>	Präzisierung.
23	... zwischen den Instrumenten, welche die Kriterien von IAS 39 ...	Sprachliche Anpassungen.

Rz	Text Entwurf / Formulierungsvorschlag	Bemerkungen
25	... Der Prüfbericht ist gemäss der Weisung der FINMA zu erstellen.	Hier wäre auf die anwendbare Weisung zu referenzieren.



UBS AG
Postfach
8098 Zürich
Tel. +41-44-234 11 11

Claude Moser
Group Treasurer
Europastrasse 1
8152 Opfikon
Tel. +41-44-239 60 54
Fax +41-44-239 50 09
Claude-F.Moser@ubs.com

www.ubs.com

Per E-Mail: rechtsdienst@gs-efd.admin.ch

Generalsekretariat EFD
Bundesgasse 3
3003 Bern

16. Januar 2012

Vernehmlassung „Änderung Eigenmittelverordnung (ERV) und Ausführungsbestimmungen; Anrechenbare und erforderliche Eigenmittel nach Basel III / internationaler Ansatz der Risikoverteilung“

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die oben genannte Vernehmlassung und nehmen dazu gerne nachfolgend Stellung.

Zusammenfassung

Unserer Ansicht nach soll bei der schweizerischen Umsetzung von Basel III inhaltlich und zeitlich nicht von den Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht abgewichen und nur in eng begrenzten, begründeten Fällen spezifisch schweizerische Lösungen vorgesehen werden. Mit der Vereinheitlichung der internationalen Anforderungen durch Basel III wird u.a. auch die bessere Vergleichbarkeit zwischen den verschiedenen Bankengruppen bezweckt, was sehr zu begrüßen ist.

Der vorliegende Entwurf weicht in wesentlichen Belangen ohne Begründung vom Grundsatz der Vergleichbarkeit ab. Beispielsweise bestehen Widersprüche zwischen der vorliegenden Anhörung und der Anhörung TBTF. Eine koordinierte ERV-Revisionsrunde hätte es erlaubt, inhaltliche Schnittstellen besser zu erkennen und zu beurteilen.

Wir bedauern, dass die Möglichkeit eines systematischen Vergleichs mit den entsprechenden EU-Vorschlägen nur ansatzweise gemacht wurde.

Bei den Regelungen betreffend Kapitalinstrumente sind wir der Ansicht, dass die Umschreibung des Point of Non-Viability noch präzisiert werden muss.

Wir unterstützen die Möglichkeit des freiwilligen Abzugs von Positionen vom harten Kernkapital (Art. 32d E-ERV).

Wir sind der Ansicht, dass die Anforderung an Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen unverhältnismässig ist und keinen Mehrwert bringt.

Betreffend Pensionskassenverpflichtungen ist es wichtig eine wirtschaftliche Betrachtungsweise sicherzustellen und buchhalterisch bedingte Eigenkapitalvolatilitäten zu vermeiden, wie das vorgeschlagene Klippenrisiko einer Umstellung von Swiss GAAP FER auf IFRS im Falle einer Unterdeckung.

Ausführliche Kommentare

1. Leverage Ratio

Richtig und in Einklang mit den Empfehlungen des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht führen Sie in der vorliegenden Basel III Vernehmlassung aus, dass eine Leverage Ratio erst nach Ablauf bestimmter Beobachtungsperioden eingeführt werden soll, um in dieser Zeit gegebenenfalls auftretende „unbeabsichtigte Konsequenzen“ einer solchen Vorschrift identifizieren zu können. Auf Seite 83 wird richtigerweise weiter ausgeführt, dass noch Umsetzungsfragen offen seien, welche während der Beobachtungsperiode bis 2015 geklärt werden müssten. Entsprechend solle eine Leverage Ratio als Bestandteil der Mindestanforderung erst am 1. Januar 2018 in Kraft treten.

2. Anrechenbare Elemente des harten Kernkapitals (Art. 19 Abs. 1 lit. e E-ERV)

Gemäss Art. 19 Abs. 1 lit. e E-ERV darf der Gewinn des laufenden Jahres nach Abzug des geschätzten Gewinnausschüttungsanteils als hartes Kernkapital angerechnet werden. Dies stellt keine Veränderung gegenüber der aktuellen Regelung dar. Trotzdem sind wir überzeugt, dass diese Regelung einer erneuten Überprüfung unterzogen werden muss. Gemäss den internationalen Standards und dem Standard der EU müssen die „voraussehbaren“ Gewinnausschüttungsanteile vom Gewinn abgezogen werden, nicht die „geschätzten“. Der international übliche Begriff hat zum Vorteil, dass klar ist, wann und in welchem Umfang ein Gewinnausschüttungsanteil abgezogen werden muss und wann nicht. Gemäss allgemeiner Praxis sind „voraussehbare“ Gewinnausschüttungen diejenigen, die von der Generalversammlung beschlossen worden sind. Interessanterweise verwendet der Erläuterungsbericht selber den Ausdruck der voraussehbaren Gewinnausschüttungen. Entsprechend regen wir an, den Entwurf der ERV damit in Einklang zu bringen.

3. Behandlung aktivierter Software (Art. 29 Abs. 1 lit. c E-ERV)

Wir bitten Sie die gegenwärtige Lösung beizubehalten und verweisen auf die entsprechende Eingabe der Schweizerischen Bankiervereinigung.

4. Abzug vom harten Kernkapital (Art. 29 Abs. 1 lit. j E-ERV)

Die Anwendung von Schwellenwerten für den Abzug von Beteiligungen an konsolidierten Groupengesellschaften auf Einzelinstitutsebene sollte konsistent mit den Vorschlägen der Europäischen Union erfolgen. Wir verweisen auf die entsprechende Eingabe der Schweizerischen Bankiervereinigung.

5. Risikoverteilungsvorschriften

5.1 Art. 89 E-ERV

Gemäss Art. 89 Abs. 1 bis soll FINMA neu befugt werden, die umfassende Ausnahme für gruppeninterner Positionen in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken. Der Verordnungstext enthält allerdings keinerlei Kriterien oder Begründungen, in welchen Fällen dies möglich sein soll. Es stellt sich deshalb die Frage, ob die Bestimmung in der heutigen unbeschränkten und offenen Formulierung überhaupt justiziabel ist. Im Erläuterungsbericht wird lediglich auf Querausleihungen an Schwestergesellschaften verwiesen. Der Erläuterungsbericht unterlässt es aber zu erwähnen, dass die Ausnahme von gruppeninternen Positionen eine Voraussetzung für effektive Tresorerie und Risiko-

management-Prozesse ist. Die Bestimmung von Art. 89 Abs. 1bis E-ERV darf nicht dazu führen, dass ein zentrales Treasury und Risikokontrolle verunmöglicht wird, respektive, dass die zentrale Steuerung der Kapitalströme und des Risikomanagements verunmöglicht wird. Das würde den vom Bundesrat in der parlamentarischen Diskussion erklärten Zielen zuwiderlaufen.

5.2 Art. 115a E-ERV

Art. 115a E-ERV sieht für kleinere Schweizer Banken eine tiefere Obergrenze für Klumpenrisiken vor als gegenüber systemrelevanten Banken. Dies kann dazu führen, dass kleinere Banken mit einer grösseren Anzahl in- und ausländischer Banken Geschäftsbeziehungen eingehen müssen, was neben einem erheblichen administrativen Aufwand und entsprechenden Kosten auch mit einer systemischen Komponente verbunden ist. Begründet wird die Ungleichbehandlung mit der TBTF-Problematik, auch wenn die entsprechende Expertenkommission des Bundesrates ein solches Vorgehen *nicht* vorgeschlagen hat (Schlussbericht, S. 36). Die Expertenkommission war lediglich zum Schluss gekommen, dass es keine Begründung gibt für eine (bereits abgeschaffte) Privilegierung von Positionen gegenüber Grossbanken und dadurch ein Anreiz gesetzt werden soll, geringere Risikokonzentrationen gegenüber Grossbanken einzugehen. Dies wird auch von UBS unterstützt.

Der jetzige Entwurf der ERV geht aber weit darüber hinaus und limitiert neu Risikopositionen gegenüber systemrelevante Banken. Damit werden Anreize geschaffen, um kleinere Institute möglichst untereinander zu verzahnen, was zu neuen unbeabsichtigten Kettenreaktionen führen kann. Die Massnahme wird begründet mit einer „Wegdiversifizierung von Interbankenforderungen gegenüber systemrelevanten Banken“. Es ist zu bedauern, dass die Nebeneffekte dieser Bestimmung nicht untersucht wurden. Wir schlagen vor, die Differenzierung zwischen systemrelevanter und nicht-systemrelevanter Banken als Gegenpartei zu streichen.

5.3 Ausnahmen von der Gesamtposition (Art. 114 E-ERV)

Im Gegensatz zu den Ausführungen im Erläuterungsbericht basieren die Schweizer Risikoverteilungsvorschriften teilweise nicht auf der EU-Regulierung betreffend Grosskredite. Dies betrifft insbesondere die Streichung der Anrechenbarkeit von Sicherheiten bei Mutter- und Schwestergesellschaften. Wir schlagen vor, die Schweizerischen Regelungen dem europäischen Standard anzupassen.

6. Kapitalinstrumente

6.1 Anleihen mit Forderungsverzicht

Bei den Anleihen mit Forderungsverzicht umschreibt der Erläuterungsbericht Basel III richtigerweise die Rechtfertigung für eine Partizipation an der wirtschaftlichen Erholung der Bank. Weil beim Forderungsverzicht die Fremdkapitalgeber vor den Aktionären Verluste tragen, anerkennt auch der Basler Ausschuss, dass Fehlanreize geschaffen werden können. Diese Fehlanreize können durch eine Beteiligung der Fremdkapitalgeber am „Upside“ adressiert werden. Damit wird auch eine Gleichstellung mit CoCos sichergestellt, bei welchen die Fremdkapitalgeber nach der Auslösung des Trigger Events ganz natürlich im Falle der Erholung der Bank partizipieren. Den Aussagen im Erläuterungsbericht Basel III wird teilweise widersprochen im Erläuterungsbericht TBTF. Wir verweisen diesbezüglich auf unsere Kommentare zur Vernehmlassung TBTF.

Art. 26 Abs. 2 E-ERV umschreibt für die FINMA eine sehr weitreichende Kompetenz, einen Forderungsverzicht oder eine Wandlung anzuordnen. Internationale Investoren haben Bedenken geäussert betreffend die Akzeptanz dieser Instrumente aufgrund weitreichender Eingriffsmöglichkeiten von Aufsichtsbehörden, welche es erheblich erschweren diese Instrumente richtig zu bewerten. Art. 26 E-ERV ist im Zusammenhang mit den gesetzlichen Vorgaben des Art. 25ff. BankG zu sehen, worauf auch der Titel des Art. 26 E-ERV hinweist. Die Kommunikation der Behörden ist in diesem Zusammenhang sehr wichtig, damit sich für diese Instrumente ein Markt überhaupt entwickeln kann.

6.2 Definition des PONV

Die Definition des Point of Non-Viability (PONV) ist im Entwurf missverständlich formuliert worden. In Art. 26 Abs. 1 E-ERV wird von einem „maximal vollständigen Forderungsverzicht oder Wandlung“ gesprochen. Gemeint ist wohl, dass die Anleihen im PONV auf Null abgeschrieben werden. Es ist zu prüfen, ob das Wort „maximal“ notwendig ist.

In Abs. 2 des Art. 26 E-ERV wird bestimmt, dass der Beitrag diese Kapitalinstrumente zum harten Kernkapital spätestens zu erfolgen hat: (a) vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung der öffentlichen Hand; oder (b) wenn die FINMA es für notwendig erklärt. Diese zeitlichen Anforderungen stehen in einem Widerspruch zu Abs. 1, wonach der Beitrag zum harten Kernkapital „im Zeitpunkt der drohenden Insolvenz“ zu erfolgen hat, was auch mit den gesetzlichen Vorgaben von Art. 25ff. BankG übereinstimmt. Gemeint ist wohl immer das Gleiche, was noch klarer zum Ausdruck zu bringen ist. Der Eingriff kann nicht wie in lit. b andeutet im Ermessen der FINMA stehen, sondern ist nur dann gegeben, wenn eine der Voraussetzungen von Art. 25 BankG erfüllt ist bzw. wenn die FINMA dies autoritativ feststellt. Art. 26 Absatz 2 E-ERV ist entsprechend anzupassen.

Weiter ist die Bestimmung, dass der Beitrag vor Inanspruchnahme einer Hilfeleistung der öffentlichen Hand zu erfolgen hat, nicht praktikabel, weil damit der Zeitpunkt des hoheitlichen Eingriffs vorverschoben und im weiten Ermessen der FINMA belassen wird. Diese Umschreibung widerspricht auch der Umschreibung gemäss Basler Ausschuss (Point of Non-Viability, Basler Paper Dezember 2010), wonach die Wandlung bei Gewährung einer solchen staatlichen Hilfe erfolgen soll, wenn mit der Hilfe der Konkurs des Instituts abgewendet werden soll. Demgemäss gibt es zwei Voraussetzungen: erstens muss ein Fall von Art. 25 BankG vorliegen und zweitens die staatliche Unterstützung zur Vermeidung eines Konkurses gewährt werden. Somit kann es nicht darum gehen, dass die Wandlung oder der Forderungsverzicht vor Inanspruchnahme angeordnet werden kann sondern nur unter der Voraussetzung von Art. 25 BankG und *anlässlich* oder *bei*, d.h. im Zeitpunkt der rechtlichen Gewährung der Unterstützung.

7. Freiwilliger CET1 Abzug (Art. 32d E-ERV)

UBS begrüsst die Möglichkeit des freiwilligen CET1 Abzugs in Art. 32d E-ERV. Das EFD anerkennt richtigerweise, dass eine Abkehr von dieser Möglichkeit widersinnig wäre. Dem ist beizupflichten. Entsprechend wehren wir uns dagegen, dass der freiwillige Abzug lediglich als Platzhalter formuliert wird. Es kann nicht sein, dass in der Schweiz widersinnige Kapitalanforderungen eingeführt werden mit der Begründung von Konsistenz mit Basel III. Die Schweiz sollte vielmehr bestrebt sein, sich international für die Behebung der vorhandenen Schwächen der Basel III Kapitalanforderungen einzusetzen.

8. Parallelrechnungen bei Verwendung von Modellansätzen (Art. 33c E-ERV)

Institute mit bewilligten Modellansätzen müssen nach neuer Vorgabe in der Lage sein, auf Verlangen der FINMA eine Eigenmittelunterlegung nach Massgabe eines von der FINMA vorgegebenen Standardverfahrens parallel zum Modellverfahren zu berechnen. Dies bedingt, dass die Institute neben Know-how und Ressourcen für das Modellverfahren auch solche für das Standardverfahren bereitstellen müssen.

Eine solche Vorgabe wäre unverhältnismässig, weil trotz genehmigtem Modellansatz eine Doppelrechnung nach dem Standardverfahren erfolgen müsste. Eine solche Verpflichtung ist auch unverständlich, weil die Modellansätze von der FINMA bewilligt werden müssen und die von der FINMA festgelegten Voraussetzungen für die Genehmigung eines Modellverfahrens methodisch, prozessual und dokumentarisch anspruchsvoll sind. Sollte FINMA der Ansicht sein, dass die Modelle zu wenig streng sind, sind die entsprechenden Annahmen anzupassen. Es kann jedoch nicht das Modellverfahren grundsätzlich mit der Verpflichtung zu einer „Schattenrechnung“ in Frage gestellt werden. Da eine Verschärfung der Modellannahmen einen weniger schweren Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit bedeutet als die Vornahme von Parallelrechnungen aufgrund eines Standardverfahrens, ist letzteres nicht verhältnismässig (Fehlen der Erforderlichkeit) im Sinne von Art. 36 Abs. 3 BV.

In diesem Zusammenhang möchten wir auch auf unsere Eingabe zur parallelen Vernehmlassung betreffend Risikogewichtung für Wohnliegenschaften verweisen.

10. Pensionskassenverpflichtungen

Gemäss Randziffer 15.7 des Rundschreibens 13/x soll die Abstützung auf Swiss GAAP FER für die Bewertung von Pensionskassenverpflichtungen lediglich dann möglich sein, wenn der Pensionsfonds keine Unterdeckung aufweist. Diese eingeschränkte Abstützung auf Swiss GAAP FER ist abzulehnen wegen der ausgesprochenen Klippenwirkung. Auch bei einer noch so geringen Unterdeckung des Pensionsfonds müsste die gesamte auf IFRS basierende Unterdeckung vom regulatorischen Kapital abgezogen werden.

Insbesondere wenn eine Unterdeckung die Folge eines schwierigen wirtschaftlichen Umfeldes ist, sollte diese Problematik nicht auch noch auf die Bank übertragen werden, indem sie bei einer Unterdeckung nicht nur die Verpflichtung gegenüber dem Pensionsfonds vom harten Kernkapital abziehen muss, sondern die Verpflichtung durch den Wechsel auf den internationalen Rechnungslegungsstandards auch noch viel grösser ausfallen könnte, als bei Anwendung von Swiss GAAP FER.

Unseres Erachtens wäre es ungeschickt, in die Schweizer Bankregulierung derartige zyklische Effekte einzubauen. Stattdessen schlagen wir vor, dass die Pensionsverpflichtungen für schweizerische Fonds, deren Altersrentenleistungen auf der Summe der effektiv geleisteten Beiträge (und Verzinsung) beruhen, durchwegs nach den Prinzipien von Swiss GAAP FER ermittelt werden.

Hinzu kommt, dass statt auf FER 26 generell auf Swiss GAAP FER Bezug genommen werden sollte, weil sonst weitere relevante Fachempfehlungen nicht zur Anwendung kämen.

Im Übrigen verweisen wir auf unsere Vernehmlassungsantworten betreffend TBTF, antizyklischem Puffer und Wohnbauimmobilien, sowie die umfangreichen Vernehmlassungsantworten der Schweizerischen Bankiervereinigung, welche wir vollumfänglich unterstützen.

Wir stehen Ihnen jederzeit gerne zur Verfügung für Erläuterung zu unseren Vorschlägen und Anliegen.

Mit freundlichen Grüssen

UBS AG



Claude Moser
Group Managing Director
Group Treasurer



Steve Hottiger
Head Group Governmental Affairs

Kopie an:

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Mark Branson
Leiter Banken
Einsteinstrasse 2
3003 Bern



Vereinigung
Schweizerischer Handels-
und Verwaltungsbanken

Association
de Banques Suisses
Commerciales et de Gestion

Associazione
di Banche Svizzere
Commerciali e di Gestione

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Frau Petra Schöb
Einsteinstrasse 2
3003 Bern

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD
Generalsekretariat
Herrn Daniel Roth
Bundesgasse 3
3003 Bern

FINMA		
ORG	13. JAN. 2012	SB
52		
Bemerkung:		FLZ

6300 Zug, 12. Januar 2012 Dg/jf
Baarerstrasse 12
Tel. 041 729 15 35 Fax 041 729 15 36
<mailto:benno.degrandi@vhv-bcg.ch>
www.vhv-bcg.ch

**Neue Eigenmittel-Vorschriften für Schweizer Banken (Basel III):
Anhörung Revision Eigenmittelverordnung (E-ERV) und
FINMA-Rundschreiben "Anrechenbare Eigenmittel Banken", "Marktrisiken Banken",
"Kreditrisiken Banken", "EM-Offenlegung Banken" sowie "Risikoverteilung Banken"**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 24. Oktober 2011 eröffnete Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht und des Eidgenössischen Finanzdepartements zu den Eigenmittelvorschriften für Schweizer Banken. Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und machen davon gerne Gebrauch.

Angesichts des inhaltlichen Bezugs der Anpassungen auf Stufe Verordnung sowie Rundschreiben nehmen wir im Rahmen der beiden Anhörungen zu verschiedenen Aspekten durch eine zusammengefasste Anhörungsantwort Stellung.

1. Allgemeines

Streichung Schweizer Standardansatz (SA-CH) und Multiplikatoren im internationalen Standardansatz (SA-BIZ): Art. 49ff und Art. 64 E-ERV

Unsere Vereinigung begrüsst die Streichung der Multiplikatoren für den SA-BIZ gemäss Art. 64 E-ERV. Mit dieser Massnahme erfolgt für die betroffenen Banken, die den SA-BIZ anwenden, ein sehr wichtiger Schritt zur Erhöhung der Vergleichbarkeit der Kapitalkennziffern berechnet nach den Vorschriften der FINMA sowie international. Eine wichtige und schwer kommunizierbare Benachteiligung der betroffenen FINMA-regulierten Banken im internationalen Umfeld wird damit beseitigt.

Bezogen auf die Streichung des SA-CH empfehlen wir, die Notwendigkeit resp. das Kosten-Nutzen-Verhältnis der unmittelbaren Streichung nochmals zu prüfen. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung. Bei der Beurteilung der Vor- und Nachteile einer Abschaffung oder Fortführung des SA-CH ist zu berücksichtigen, dass mit der Abschaffung der Multiplikatoren für den SA-BIZ der SA-CH wohl in jedem Fall zu einer höheren Eigenmittelanforderung und damit zu einer konservativeren Betrachtung führt. Die Institute, welche aktuell und auch unter Basel III die Eigenmittelanforderungen sowie die Risikoverteilungsmeldungen nach dem SA-CH bestimmen, sind somit sehr starken Anreizen ausgesetzt, die Berechnungen über kurz oder lang auf die Methode nach SA-BIZ umzustellen. Übersteigen jedoch die Umstellungskosten die Vorteile einer Umstellung für ein einzelnes Institut signifikant und wird ein Wechsel durch die verschiedenen Anspruchsgruppen (ausländische Aufsichtsbehörden, Ratingagenturen, Kunden und Investoren) nicht gefordert, sind prudentielle Argumente für einen sofortigen Wechsel von SA-CH auf SA-BIZ für das einzelne Institut schwer zu erkennen.

Wir empfehlen daher, den SA-CH zumindest vorerst nicht zu streichen, durch die Streichung der Multiplikatoren im SA-BIZ jedoch klare Anreize für die Institute zu setzen, mittel- bis langfristig auf den SA-BIZ zu wechseln.

Übergangsbestimmungen und –fristen

Titel 6a: Schlussbestimmungen / Art. 125c ff E-ERV

Eine Implementierung der technisch sehr aufwändigen Anpassungen für verschiedene neue Methoden in den Standardverfahren innerhalb weniger Monate, d.h. bis zum 1.1.2013, dürfte für viele kleinere und mittlere Institute kaum möglich sein. Dies betrifft insbesondere folgende Neuerungen:

- Neue Anforderung für mögliche Wertanpassungen von Derivaten resp. "Credit Valuation Adjustments (CVA)" gemäss Art. 41a E-ERV
- Berechnung des Kreditäquivalentes von börsengehandelten Derivaten von Kunden analog OTC-Kontrakten gemäss Art. 42 E-ERV
- Anforderungen für Kreditrisiken und Garantieverpflichtungen gegenüber zentralen Gegenparteien gemäss Art. 56a E-ERV.

Wir erachten es deshalb als wichtig, dass auch für diese Neuerungen angemessene Übergangsfristen definiert werden.

2. Eigenmittelverordnung (E-ERV)

Art. 26: Zeitpunkt drohender Insolvenz ("Point of non-viability", PONV)

Die PONV-Regelung ist zwingend anwendbar für zusätzliches Kernkapital. Zu prüfen ist deshalb, ob nicht eine umfassendere Regelung in der Verordnung anstelle detaillierter Regelungen in den spezifischen Emissionsprospekten sinnvoll ist.

Art. 29 Abs. 1 Bst. c: Behandlung aktivierte Software

Gemäss Art. 29 Abs. 1 Bst. c E-ERV soll die bisher geltende Ausnahme für die aktivierte Software bei den Abzügen vom Kernkapital aufgehoben werden. Damit wäre aktivierte Software neu vollständig vom Kernkapital abzuziehen. Wir empfehlen, diese Streichung nochmals zu prüfen.

Art. 39a: Nettoposition für Eigenkapitalinstrumente

Nach unserem Verständnis beziehen sich die in den Absätzen 2 bis 4 beschriebenen Sachverhalte nicht auf die effektiven Instrumente, sondern auf die Basiswerte der betroffenen Instrumente. Absatz 2 bezeichnet somit Positionen, welche als Basiswert Eigenkapitalinstrumente, ausgenommen eigene Beteiligungstitel, aufweisen, Absatz 4 bezeichnet Positionen, welche als Basiswert eigene Beteiligungstitel aufweisen. Zur Klärung schlagen wir eine Änderung der Formulierungen bspw. wie folgt vor: „Bei Positionen, deren Basiswert Eigenkapitalinstrumente sind, ausgenommen eigene Beteiligungstitel, ist eine Verrechnung von Long- und Short-Positionen nur zulässig ...“.

In Absatz 4 sieht der neue Text vor, dass eine Short-Position kein Gegenparteirisiko aufweisen darf, ansonsten eine Long-Short-Verrechnung nicht möglich ist. Wir gehen davon aus, dass – gemäss letztem Satz des Absatzes – ein etwaiges Gegenparteirisiko eine separate Eigenmittelanforderung für das Gegenparteirisiko generiert. Vor diesem Hintergrund ist die Einschränkung für die Verrechenbarkeit schwierig zu verstehen, und wir bitten um Klarstellung bzw. Neubeurteilung dieses Sachverhalts.

**Art. 41a: Risiko möglicher Wertanpassungen von Derivaten;
Rundschreiben 2008/19: Kreditrisiken Banken, Abschnitt XVII., Rz 392ff.**

Gemäss vorliegendem Entwurf werden zur Berechnung der neuen Anforderung zur Deckung möglicher Wertanpassungen von Derivaten ("Credit Valuation Adjustment - CVA Charge") zwei Verfahren vorgegeben: Der fortgeschrittene Ansatz sowie der Standardansatz. Beide Berechnungsweisen, auch der Standardansatz, sind sehr komplex und erfordern umfangreiche System- und Datenanpassungen. Die Anfang 2011 durchgeführte, internationale "Quantitative Impact Study" sowie die Wirkungsstudie der FINMA vom Sommer 2011 zeigten jedoch, dass die resultierenden Eigenmittelanforderungen aus der "CVA Charge" für kleinere und mittlere Institute in vielen Fällen vernachlässigbar sind. Wir schlagen deshalb vor, zu prüfen, ob nicht ein zusätzlicher Ansatz ("einfacher Ansatz", "Pauschalansatz") eingeführt werden kann, welcher die neue Eigenmittelanforderung basierend auf einem in den Systemen verfügbaren Mass (Wiederbeschaffungswert, Add-on, Kontraktvolumen) bestimmt und in einer Grösse bemessen ist, welche von der FINMA als ausreichend beurteilt wird.

Art. 42 Abs. 5: Berechnung Kreditäquivalent für börsengehandelte Derivate

Die Anforderung, dass neu auch für börsengehandelte Derivate, welche für Kunden abgeschlossen werden, Kreditäquivalente berechnet werden müssen, stellt eine Neuerung dar, welche für die meisten Institute sehr grosse technische Anpassungen verursacht. Diese hohen Aufwendungen fallen leider an, ohne dass ein zusätzlicher Nutzen generiert wird. Bisher wurde für die Bestimmung des EAD ("Exposure at Default") aus börsengehandelten Kontrakten für Kunden üblicherweise auf die Margenanforderung gemäss Börsenmethode abgestellt, in vielen Fällen unter Anwendung von Skalierungsfaktoren für eine konservativere Betrachtungsweise. Gemäss den Vorgaben der Börsen sind die Institute verpflichtet, mindestens die Margenanforderungen (gemäss Börsenmethode) weiterzubelasten. Neu soll nun nicht mehr auf dieses Exposure-Mass abgestellt und ein weiteres Risikomass gemäss ERV berechnet werden.

Wir empfehlen zu prüfen, ob die bisherigen Methoden nicht beibehalten werden können und gemäss Art. 42 E-ERV für börsengehandelte Kontrakte wahlweise auf das Kreditäquivalent gemäss ERV oder die Margenanforderung gemäss Börsenmethode abgestellt werden kann. Dies vor dem Hintergrund, dass

- die neue Methode technisch aufwändig ist,

- doppelte Berechnungen notwendig werden, da die Anwendung der Börsen-Margenmethoden nach Massgabe der Börsen zwingend sind,
- die neue Methode weniger risikoadäquat ist, da die Börsen-Margenmethoden im Gegensatz zur Add-on-Methode nicht statisch, sondern risikobasiert sind (vgl. z.B. "Risk Based Margining"-Methode der EUREX), und
- die neue Methode nicht zu höheren Eigenmittelanforderungen führt.

Art. 89: Gruppeninterne Positionen im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften

Gemäss dem neuen Abschnitt 1^{bis} ist die FINMA explizit befugt, die umfassende Ausnahme gruppeninterner Positionen in Ausführungsbestimmungen angemessen einzuschränken. Da die Behandlung gruppeninterner Positionen für sehr viele Institute von höchster Relevanz ist, ist eine rasche Ausarbeitung und Vernehmlassung dieser Ausführungsbestimmung erforderlich.

Art. 118 Abs. 5: Anrechnung von Sicherheiten und Stresstesting sowie Konzentrationsrisiken im Rahmen der Risikoverteilungsvorschriften

Bekanntermassen kennt der Basler Ausschuss keine Mindeststandards für die Bestimmung, Rapportierung und Begrenzung von Klumpenrisiken. Die FINMA stützt sich jedoch – bisher ausschliesslich für die Banken mit Eigenmitteln gemäss "SA-BIZ" – auf die Vorgaben der EU (Richtlinie 2006/48/EG inkl. Revision 2009). Diese Vorgaben wurden bereits mit der Anpassung der Risikoverteilungsvorschriften für SA-BIZ-Banken per 1.1.2010 umgesetzt. Bezogen auf die Vorgaben über die Konzentrationen im Sicherheitenportfolio erfolgte in der bisherigen ERV, nach ausführlicher Diskussion und Prüfung der schon damals sehr detaillierten und restriktiven EU-Vorgaben, eine pragmatische Umsetzung, indem Absatz 4 festhält: "Sicherheiten dürfen nach dem Verfahren nach Absatz 2 oder 3 angerechnet werden, wenn die daraus entstandenen Konzentrationsrisiken angemessen begrenzt und überwacht werden". Die Angemessenheit wurde bisher im Rahmen der aufsichtsrechtlichen Prüfung beurteilt.

Von diesem auf den Grundsatz und die Angemessenheit beschränkten Regulierungsansatz wird nun abgewichen, und die EU-Vorgaben werden wörtlich und detailliert auf Stufe ERV übernommen. Die extensiven und komplexen Vorgaben sind für Institute, welche keine Modellverfahren anwenden, nicht umsetzbar. Dies ergibt sich daraus, dass das verlangte Stress-Testing nur mittels sophistizierter Modellverfahren mit Bewertungsfunktionalitäten umgesetzt werden kann.

Wir stimmen dem Grundsatz gemäss bisheriger ERV zu, dass Konzentrationsrisiken im Deckungsportfolio begrenzt und überwacht werden sollen. Als nicht adäquat erscheinen uns jedoch die unter dem "Standardverfahren" unverhältnismässigen und nicht dem allgemeinen Regulierungsansatz entsprechenden Detailvorgaben gemäss Art. 118 Abs. 5 E-ERV. Falls die FINMA die Notwendigkeit sieht, neu nicht mehr nur auf den Grundsatz gemäss Abs. 4 wie bisher abzustellen, sondern detailliertere Ausführungsbestimmungen zu erlassen, sollte dies inhaltlich in einer für kleinere und mittlere Institute angepassteren Art und Weise und formell keinesfalls auf Stufe ERV, sondern in einem Rundschreiben, erfolgen. Mittels eines solchen Vorgehens könnten die Regelungen zwar detailliert werden, jedoch angemessen differenzieren zwischen den Anforderungen für grosse, international tätige Banken mit Modellverfahren und kleinere und mittlere Institute mit Standardverfahren.

3. Rundschreiben 2013/x: Anrechenbare Eigenmittel Banken

Rz 6.27: Anteil an Besserung nach Forderungsverzicht

Aus den Ausführungen in Rz 6.27 geht nicht klar hervor, ob ein write-up für Tier-2-Kapital nach einem "Point of non-viability"-Ereignis möglich ist. Wir schlagen vor, das Rundschreiben in diesem Punkt zu präzisieren und eindeutig zu definieren, welchen Handlungsspielraum ein Emittent in den Emissionsbedingungen hat.

Rz 15.7: Verpflichtungen gegenüber Vorsorgeeinrichtungen

Die Randziffer ist u.E. derart anzupassen, dass eine IFRS-Unterdeckung nur zu berücksichtigen ist, wenn gemäss FER 16 eine Vorsorgeverpflichtung bilanziert werden muss. Dies ist u.E. dann der Fall, wenn ein Mittelabfluss zur Behebung der Unterdeckung wahrscheinlich ist. Solange keine konkreten Sanierungsschritte zu Lasten der Bank beschlossen werden, ist u.E. auch keine Vorsorgeverpflichtung zu bilanzieren. (FER 16 behandelt die Rechnungslegung über die tatsächlichen wirtschaftlichen Auswirkungen von Vorsorgeverpflichtungen auf die Organisation (Arbeitgeber), wie dies bei IAS 19 der Fall ist; hingegen gilt FER 26 für Personalvorsorgeeinrichtungen in der Schweiz, welche ihre Jahresrechnung nach den gesetzlichen Vorschriften über die berufliche Vorsorge ablegen.)

Wir schlagen deshalb vor, Rz 15.7 wie folgt anzupassen:

"Einzig für die ausgewiesenen Verpflichtungen der Bank gegenüber in der Schweiz organisierten beruflichen Vorsorgeeinrichtungen kann von den Beträgen gemäss Rechnungslegung unter Anwendung international anerkannter Standards abgewichen und die Bewertung gemäss Swiss GAAP FER ersatzweise übernommen werden, sofern folgende Voraussetzung erfüllt ist:

- *Die Altersrentenleistungen der Vorsorgeinstitution basieren auf der effektiv geleisteten Summe der Beiträge von Arbeitgeber und Arbeitnehmer zuzüglich Verzinsung (Beitragsprimat).*
- *[Streichung zweiter "bullet point"]*

4. Rundschreiben 2008/20 Marktrisiken Banken

RZ 30: Kapitalbeteiligungen in Hedge Funds

Der Begriff "Hedge Fund" scheint uns zu wenig klar definiert. So existieren einerseits bspw. UCITS-Fonds, welche bezogen auf ihre Strategien stärkere Ähnlichkeiten zu klassischen Hedge Funds aufweisen als zu traditionellen "Long-Only"-Wertschriften-Fonds. Diese gelten für (europäische) Kunden als investierbar und haben u.a. sehr kurze Rückgabefristen. Andererseits gibt es auch UCITS-Fonds, welche bspw. via "Total Return Swaps" die etablierten Hedge-Fund-Strategien umsetzen.

Wir schlagen deshalb vor, den Begriff zu präzisieren und auf objektive Kriterien wie Rücknahmefristen, Häufigkeit der Bewertungen u.ä. abzustellen.

RZ 93: Spezifisches Risiko Zinsinstrumente

Gemäss der vorgesehenen Anpassung soll für die Bestimmung des spezifischen Risikos für Zinsinstrumente die Nettoposition neu nicht mehr pro Emittent, sondern pro Emission gebildet werden.

Wir sind uns bewusst, dass aus formeller Sicht eine Anpassung an die Methodik "Basel pur" gerechtfertigt werden kann. Bei einer inhaltlichen Beurteilung gelangen wir jedoch zum Schluss, dass emittentenspezifische Preisvariationen sich über die Veränderung des Credit Spreads mit hoher Korrelation auf die verschiedenen Emissionen (im gleichen Rang) auswirken. Diese Tatsache unterstützt die Verrechnung von Long- und Short-Positionen aus verschiedenen Emissionen, wobei Laufzeiten-Inkongruenzen bspw. durch die Einführung von Laufzeitbändern und entsprechenden Verrechnungsregelungen berücksichtigt werden könnten.

5. Rundschreiben 2008/22 EM-Offenlegung Banken

Tabelle 5 / Anhang 2, Mustertabelle 5: Segmentierung der Kreditrisiken

Nach unserem Verständnis sind die aufsichtsrechtlichen Risikogewichte in der Tabelle gemäss Entwurf nicht vollständig aufgelistet. Zudem empfehlen wir eine konsistent aufsteigende Anordnung der Spalten mit den einzelnen Risikogewichten.

Wir danken Ihnen im Voraus für die Prüfung und Berücksichtigung unserer Kommentare und Vorschläge. Für Rückfragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Dr. Benno Degrandi
Sekretär



Dr. Georg Hess
Sekretär